

EVOLUTION
DU
Commerce Extérieur Français
DE 1927 A 1936
en face de la Crise Économique

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Samedi 10 Juillet 1937, à 17 heures

PAR

FRANÇOIS MUNIER

MEMBRES DU JURY :

Président : M. DE MENTHON, professeur.

Assesseurs { MM. MARCHAL, agrégé.
 { GUITTON, chargé de cours.

NANCY

IMPRIMERIE LORRAINE, RIGOT & C^{ie}

51-57, RUE SAINT-GEORGES

1937

ÉVOLUTION
DU
Commerce Extérieur Français
DE 1927 A 1936
en face de la Crise Économique

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Samedi 10 Juillet 1937, à 17 heures

PAR

FRANÇOIS MUNIER

MEMBRES DU JURY :

Président : M. DE MENTHON, professeur.

Assesseurs { MM. MARCHAL, agrégé.
 { GUITTON, chargé de cours.

NANCY
IMPRIMERIE LORRAINE, RIGOT & C^{ie}
51-57, RUE SAINT-GEORGES

1937

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, ̄, I Q).

Assesseur du Doyen : M. HENRY (*, I Q).

Doyens honoraires : MM. F. GÉNY (C *, I Q) ; MICHON (*, I Q).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, I Q) ;

ROLLAND (I Q) ;

MOREL (*, I Q) ;

GÉNY (C *, I Q) ;

RENARD (I Q) ;

MICHON (*, I Q).

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN (I Q), docteur en droit.

MM. SENN (*, ̄, I Q), professeur de Droit romain.

HENRY (*, I Q), professeur de Droit criminel.

KRCELL (I Q), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (I Q), professeur de Droit international public.

LESCOT (I Q), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (I Q), professeur de Droit civil.

VOIRIN (̄, I Q), professeur de Droit civil.

TROTABAS (̄, A Q), professeur de Droit administratif et de Législation financière.

F. DE MENTHON (A Q), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

GUITTON, docteur en droit, chargé de cours d'Economie politique.

GONNET, docteur en droit, chargé de cours de Droit romain.

REUTER, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

LAPOINTE (I Q), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



INTRODUCTION

« C'est par l'extérieur que l'économie française s'est trouvée d'abord atteinte par la crise. » (1)

Cette phrase, qui montre en un trait les origines de la crise en France, indique tout à la fois l'importance des échanges internationaux, puisque c'est par leur intermédiaire que la crise a pénétré en France. Jusqu'en 1932, on ne peut dire que notre pays souffrait réellement de la crise; il est certain que les bénéfices merveilleux que l'on avait réalisés depuis la guerre ne se rencontreraient plus, mais les affaires n'étaient pas encore trop ralenties, les prix ne montaient plus, les impôts semblaient stabilisés aussi et l'encaisse or de la Banque de France constituait une garantie sérieuse pour la solidité du franc et la sécurité du pays. Il est vrai qu'il y avait quelques points noirs à l'horizon: le déficit du budget, qui avait tendance à s'accroître et le déficit de la balance commerciale qui prenait des proportions inquiétantes; cependant l'état encore très favorable de notre balance des comptes permettait de reléguer au second plan cette mauvaise tenue de notre commerce extérieur.

(1) B. NOGARO. — La crise économique dans le monde et en France, p. 245.

Mais ce fut justement par cette porte du commerce international que la crise s'infiltra en France et atteignit notre marché qui était resté sain jusque-là; notre pays, avec les sérieuses garanties de sécurité qu'il offrait, était en effet une trop belle proie pour les divers producteurs étrangers qui ne savaient où écouler leurs produits, à la suite de la fermeture de la plupart des autres débouchés, il fut inondé de marchandises et se rendit compte des effets déplorables que peut engendrer une surproduction.

Au moment où nous nous sommes aperçus de l'inconvénient qu'il y avait à laisser notre marché trop exposé, nous avons pris des mesures de protection, mais c'était déjà un peu tard; nous étions alors en plein dans la crise : la solidarité internationale n'était pas un vain mot, la France, comme les autres pays, allait traverser la dépression économique mondiale.

La crise ne s'est déclenchée qu'en 1929 aux Etats-Unis, et cependant nous étudions l'évolution de notre commerce extérieur dès 1927, car cette année a vu le point culminant de nos exportations en léger excédent sur nos importations, et constitue le point de départ d'une chute continue et prolongée de nos échanges internationaux. Cette année enregistre aussi la stabilisation de fait du franc, qui amènera une normalisation de nos échanges commerciaux.

Nos exportations n'ont fait que décroître depuis 1927; à cette année, elles bénéficiaient encore des derniers avantages que nous avaient procurés, du point de vue commercial, la dépréciation du franc et la consommation extraordinaire qui avait suivi les restrictions de la guerre. Mais aussitôt après, les conditions changent,

à une consommation effrénée de produits succède une période de resserrement, et le franc de monnaie dépréciée va devenir une monnaie chère.

Il est vrai que l'excédent de notre balance commerciale n'était pas un phénomène normal, puisque, du fait de son organisation économique et de sa civilisation déjà vieille, la France enregistrait, chaque année, un léger déficit avant guerre. Mais ce déficit ne tardera pas à se retrouver après 1927, et à s'accroître dans des proportions telles que l'équilibre de notre balance des comptes en sera lui-même atteint à notre plus grand détriment.

L'étude de cette décadence de notre commerce extérieur, nous l'avons envisagée jusqu'aujourd'hui, ou plus exactement jusqu'au mois d'octobre 1936, car à ce moment une mesure nouvelle a été prise en France : la dévaluation; et en dehors du fait que nous sommes encore trop rapprochés de cet événement pour en apercevoir les conséquences durables, il semble que cette manipulation monétaire a eu, tout au moins sur le moment, un effet vivifiant sur notre commerce extérieur, et peut-être, en renversant la tendance observée jusqu'alors, marquera-t-elle le début d'un redressement de notre situation économique. Espérant, malgré des conditions actuelles assez défavorables, que la reprise économique s'étendra à la France à la suite de la dévaluation, nous aurons ainsi envisagé, de 1927 à 1936, une évolution particulière de notre commerce extérieur à sens unique et orientée vers la baisse.

Cette étude nous rendra-t-elle spécialement pessimiste, et nous fera-t-elle conclure à une régression forcée des échanges internationaux ? Ce serait exagéré,

car : « la plupart des appréhensions à l'égard d'une réduction possible du commerce international par suite des progrès techniques ont été démenties par les faits, si l'on se réfère à de longues périodes » (1).

Et d'autre part, malgré le développement de la technique moderne, il semble bien qu'elle n'est pas encore arrivée à résoudre tous les problèmes, aussi : « si le commerce des matières premières doit continuer, une certaine activité commerciale doit aussi se maintenir en ce qui concerne les produits finis ». (2)

La distribution des ressources naturelles ne semble pas, en effet, permettre l'arrêt complet du trafic international, pas plus que les aptitudes différentes des peuples ne leur permettront d'arriver tous à fabriquer les mêmes produits avec autant de facilité et de perfection.

Nous allons essayer d'esquisser un tableau de cette chute du commerce extérieur français de 1927 à 1936, d'en rechercher les causes principales et, enfin, d'analyser quelques-unes des répercussions qu'elle a eues sur notre économie.

(1) Professeur BOEHLER. — Reconstruction économique internationale.

(2) Professeur ROBBINS. — Reconstruction économique internationale.

PREMIÈRE PARTIE

Evolution du commerce extérieur français de 1927 à 1936 devant la statistique

On a dit qu'il y avait trois espèces de mensonges : le mensonge courant, le mensonge prémédité et, le plus grave de tous, la statistique.

Et malgré tout, c'est de statistique que nous allons nous occuper dans cette première partie, pour rechercher les fluctuations de notre commerce extérieur. Car c'est le seul moyen d'avoir des termes de comparaison et de se faire une idée précise de l'évolution de ce commerce.

De plus, si les statistiques commerciales n'ont aucune valeur absolue, elles ont tout au moins une valeur relative : « Comme les mêmes causes d'erreurs agissent chaque année, on peut admettre que les résultats statistiques contiennent à peu près la même somme d'erreurs et qu'ils donnent par suite, avec une approximation suffisante, une mesure comparative » (1).

(1) REBOUD. — Précis d'économie politique. t. II, p. 105.

D'ailleurs, pour aboutir à des résultats plus généraux, nous emploierons deux sortes de statistiques : celles des valeurs absolues fournies par l'Administration des Douanes et celles du *Bulletin de la Statistique Générale de la France*, présentées sous formes d'indices de base 100 en 1913. Pour les statistiques internationales, nous avons eu recours au *Bulletin mensuel de Statistique publié par la Société des Nations*.

Enfin, pour n'avoir pas des vues uniques sur la question, nous envisagerons le commerce extérieur français sous plusieurs aspects; c'est ainsi que nous serons amené à examiner ses fluctuations non seulement en valeur, mais encore en poids et en volumes.

Dans cette première partie, nous étudierons successivement l'évolution du commerce extérieur de 1927 à 1936 :

- 1° Dans son ensemble;
 - 2° Par nature de marchandises;
 - 3° Par pays de provenance ou de destination.
-

CHAPITRE PREMIER

Evolution d'ensemble du commerce extérieur français de 1927 à 1936

A. — MOUVEMENTS DES VALEURS

En 1927, le total des échanges du commerce extérieur français s'élevait à 107.975 millions de francs, avec une balance excédentaire de près de 2 milliards (1.874,9 millions).

En 1936, le même commerce extérieur français donne lieu à 40.852 millions d'échanges et notre balance commerciale est déficitaire de 10 milliards. Tel est le fait brutal; comment se fait-il qu'en un laps de temps relativement court, dix ans, la situation commerciale brillante de la France dans le monde se soit retournée au point de devenir l'un des principaux sujets d'inquiétude, non seulement de ceux qui s'occupent spécialement de notre commerce, mais aussi de ceux qui ont la charge de nos finances ?

Si nous n'avions pas déjà vécu ces dix années, et si nous étions seulement au début de cette période, il ne manquerait certainement pas de théoriciens distingués pour nous expliquer que la situation prospère de la

France de 1927 ne pouvait durer, que toute l'activité économique est soumise à des mouvements cycliques, que le commerce extérieur, qui en est un des facteurs, suit nécessairement ces mouvements périodiques. Après la hausse de nos transactions commerciales consécutives à la dévaluation et à la stabilisation de notre mon-



naie, il fallait donc s'attendre à une baisse. Ce raisonnement eût été très exact, si cette baisse avait été normale et n'avait duré que quelques années, pour laisser ensuite la place à un mouvement de reprise; mais c'est que, depuis 1927, cette diminution de notre commerce n'a fait que s'accroître, en tous cas, elle s'est continuée jusqu'en 1936 pour nos exportations.

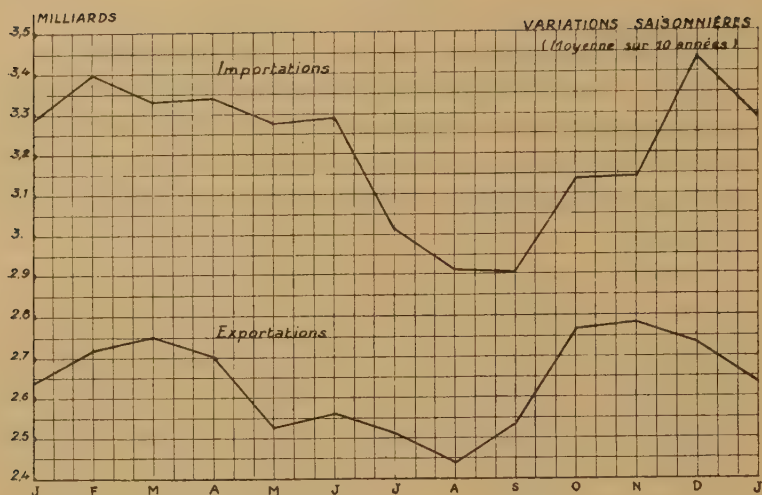
Cette crise présentait une durée anormale et une ampleur inaccoutumée; aussi les raisonnements habituels ne convenaient plus, les mouvements cycliques ne se

renouvelaient plus; au lieu de reprises escomptées, on constatait encore de nouvelles baisses. Il fallut alors chercher d'autres explications et faire appel aux mouvements de longue durée, ou encore aux mouvements irréguliers pour arriver à faire cadrer la théorie avec la pratique.

De ces mouvements, qu'ils soient de longue durée, qu'ils soient périodiques, il ne peut guère être question dans une étude limitée à dix années de notre commerce extérieur : la seule remarque qui s'impose après la comparaison des chiffres, c'est celle d'un mouvement de baisse de longue durée, très accentué et très prolongé : nos exportations et nos importations sont en baisse continue depuis 1927.

Cette baisse fut assez rapide, que cela soit imputable à la superposition d'un mouvement cyclique de dépression sur le mouvement de longue durée également orienté vers la baisse, certains l'affirment, mais nous sommes encore trop près des événements envisagés pour pouvoir déterminer l'influence prédominante de l'un ou l'autre mouvement.

Ce que nous pouvons noter, toutefois, ce sont des mouvements saisonniers qui se reproduisent avec une régularité certaine et presque continue, de 1927 à 1936, sauf en 1931 où nous remarquerons alors un mouvement irrégulier tout au moins pour les importations.



I. — IMPORTATIONS.

1927 : 53.050 millions.

1928 : 53.448 —

1929 : 58.221 —

1930 : 52.344 —

1931 : 42.206 —

1932 : 29.826 —

1933 : 28.431 —

1934 : 23.061 —

1935 : 20.945 —

1936 : 25.398 —

Sur ces dix années, les mouvements saisonniers (1) sont marqués surtout par une baisse sensible au troisième trimestre qui se retrouve chaque année, avec un maximum de dépression, soit au mois d'août, soit au

(1) Étudiés en prenant la moyenne de chaque mois sur les dix années envisagées.

mois de septembre : c'est ainsi que, sauf pendant l'année 1931, qui a été caractérisée par une baisse continue pendant presque toute sa durée, le chiffre minimum des importations mensuelles se rencontre dans l'un des deux mois d'août ou septembre.

Cette baisse est d'autant plus sensible qu'elle est encadrée à peu près régulièrement par des hausses aux deuxièmes et quatrièmes trimestres. Les premiers trimestres des années 1927 à 1931 accusent également une baisse, mais moins sensible; à partir de 1931, ces baisses disparaissent pour laisser place à des mouvements de hausse ou à des paliers.

Dans toute la période considérée et en ne tenant compte que des variations les plus sensibles, la courbe représentative des importations, considérées mois par mois, s'apparenterait à une sinusoïde avec un mouvement périodique se reproduisant chaque année. Cette sinusoïde présenterait toutefois deux caractéristiques :

1° Les minima sont plus accentués que les maxima, car l'axe moyen de la courbe est fortement incliné sur l'horizontale, signe d'un mouvement de baisse de longue durée qui renforce les dépressions et amenuise les mouvements de reprise;

2° Les baisses sont plus rapides et durent moins longtemps que les hausses; c'est ainsi qu'une courbe résumant la moyenne des chiffres mensuels des importations pendant les dix années, démontre que si les deux mois d'août et de septembre enregistrent le maximum de dépression, les mois de février à juin inclus sont similaires et témoignent une stabilité relative à des niveaux assez élevés.

En 1931, nous pouvons remarquer une anomalie, un mouvement irrégulier : au lieu d'avoir le mouvement sinusoïdal constaté, la courbe se réduit sensiblement à une droite très descendante ; la baisse des importations s'est accrue cette année d'une façon telle que les mouvements de hausse saisonniers sont presque annihilés ; d'ailleurs, cette année marque une transition entre une période d'années à mouvements saisonniers accentués (1927-1931) et une période où les écarts entre hauts et bas sont beaucoup moins sensibles.

II. — EXPORTATIONS.

1927 :	54.925 millions.
1928 :	51.347 —
1929 :	50.139 —
1930 :	42.829 —
1931 :	30.436 —
1932 :	19.693 —
1933 :	18.474 —
1934 :	17.822 —
1935 :	15.473 —
1936 :	15.454 —

Les mouvements saisonniers sont moins bien marqués que pour les importations ; on ne retrouve plus chaque année ce mouvement sinusoïdal ; tout au plus, d'après l'ensemble du graphique des exportations mensuelles, découvre-t-on un mouvement de hausse à la fin de l'année, au dernier trimestre, qui se prolonge parfois jusqu'au mois de janvier de l'année suivante.

L'impression générale qui se dégage du mouvement d'ensemble des exportations, c'est la baisse qui est surtout sensible aux années 1930 et 1931 : cette baisse influe sur les mouvements saisonniers et contrecarre la hausse de fin d'année : ce fait apparaît d'autant mieux que durant les dernières années, de 1933 à 1936, les derniers mois enregistrent une hausse bien marquée des exportations.

En construisant un graphique pour la moyenne mensuelle des dix années, on découvre que la courbe représentative présente un minimum sensible au mois d'août, encadré par deux maxima au mois de mars et aux mois d'octobre et novembre; au mois de janvier, il existe encore une dépression, mais bien moins sensible qu'au mois d'août. L'amplitude absolue des variations mensuelles des exportations est plus grande aux années 1927 et 1928 qu'aux années 1933 à 1936, mais ce n'est qu'une apparence, car si l'on calcule l'amplitude relative de ces mêmes variations, il apparaît qu'en l'année 1927 la différence entre le maximum et le minimum d'exportations mensuelles est de 800 millions pour une moyenne mensuelle de 4.600 millions, ce qui donne une proportion de 15 %. En 1935, cette différence est de 270 millions pour une moyenne mensuelle de 1.300 millions, la proportion est alors de 20 %; en 1936, on trouverait même un pourcentage de 46 %, mais il y aurait lieu, à ce moment, de tenir compte des manipulations monétaires de fin d'année.

Il semble donc bien que le même phénomène de hausse et de baisse se retrouve dans toutes les années avec la même intensité.

III. — MOUVEMENTS COMPARÉS DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS EN VALEUR.

Nos exportations n'ont cessé de décroître depuis 1927 jusqu'à 1936; c'est ainsi que leur indice en valeur calculé sur la base 100 en 1913, passe de 689 en 1927 à 194 en 1936.

Nos importations n'ont pas suivi aussitôt la baisse vertigineuse des exportations, la crise ne les atteint qu'à partir de 1930; en tous cas, elles résisteront mieux à la dépression qui souffle sur le monde entier et, d'un maximum de 58,2 milliards en 1929, elles ne descendront qu'à 25,4 milliards en 1936, tandis que les exportations descendaient d'un chiffre sensiblement égal et même un peu supérieur en 1927 à celui de 15,4 milliards en 1936.

L'indice de nos importations passe d'ailleurs de 660 en 1927 à 730 en 1929, et descend seulement à 317 en 1936. Depuis 1928, nos importations ont dépassé nos exportations faiblement d'abord, puis fortement jusqu'en 1936 : notre balance commerciale reflète le fossé qui va se creusant toujours plus profond entre les importations et les exportations :

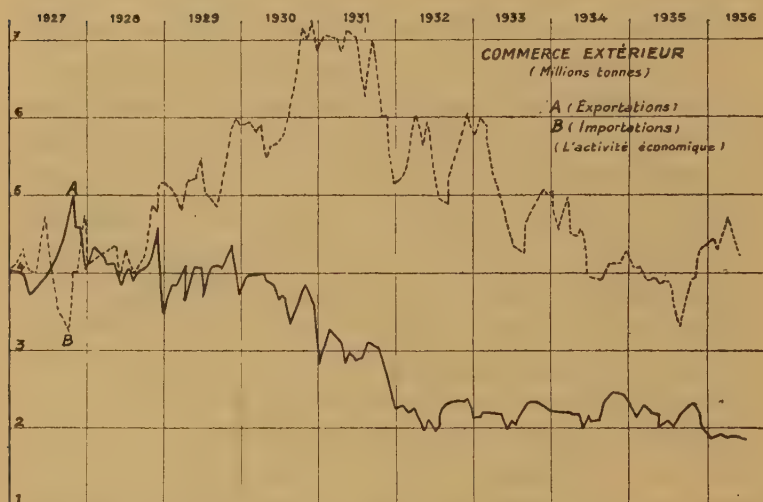
1927 :	+	1.875 millions	+	1,7 %	du commerce total.
1928 :	—	2.101	—	2 %	—
1929 :	—	8.082	—	7,5 %	—
1930 :	—	9 515	—	10 %	—
1931 :	—	11.770	—	16 %	—
1932 :	—	10.133	—	20 %	—
1933 :	—	9.957	—	21 %	—
1934 :	—	6.239	—	15 %	—
1935 :	—	5.472	—	15 %	—
1936 :	—	9.944	—	24 %	—

Notre balance, faiblement excédentaire en 1927, devient déficitaire dès 1928, et ce déficit s'accroît en valeur absolue jusqu'en 1931; on pourrait croire que notre commerce s'améliore à partir de cette date, mais ce n'est qu'une apparence, car le marasme de notre commerce étant toujours plus grand, les importations décroissent en même temps que les exportations et le pourcentage du déficit n'atteint son maximum qu'en 1933, avec une proportion de 21 %. Depuis cette date, soit à la suite de la situation économique du monde, soit à la suite des mesures prises par nos gouvernants, le déficit se résorbait lentement; toutefois, en 1936, nouvelle rechute et plus grave que toutes les précédentes; enfin, le relèvement sensible de nos exportations aux derniers mois de 1936, nous permet peut-être de considérer l'année 1936 comme une exception et d'augurer un avenir meilleur avec un déficit toujours décroissant caractérisant une reprise économique qui se fait déjà sentir dans bien d'autres pays.

B. — LES VOLUMES ET LEURS VARIATIONS

Pourquoi étudier les variations des volumes du commerce extérieur de la France? Cela semble peu utile et peu exact, puisqu'en prenant le chiffre global de ce volume, on additionne des matières très volumineuses et de peu de valeur, comme les minerais ou le coton, avec des matières très peu pondéreuses et de grande valeur, comme les pierres précieuses ou les perles, pour ne prendre que les extrêmes.

Cependant, à ne considérer que le point de vue des valeurs et à se baser uniquement sur leurs variations pour étudier le problème du commerce extérieur, on ferait de graves erreurs, car la valeur des marchandises est fonction de deux facteurs : le poids ou le volume, et le prix. Si les prix étaient toujours constants,



les valeurs varieraient proportionnellement aux poids et les indications données par les mouvements en poids ou en volume seraient identiques à celles données par les valeurs; mais les prix varient continuellement et, dès lors, la correspondance entre volumes et prix ne se retrouve plus.

Quelles sont donc les variations en volume des exportations et importations françaises ?

I. — IMPORTATIONS.

Au point de vue des mouvements saisonniers, aucune divergence sensible entre les mouvements des importations en volumes et en valeurs : on retrouve chaque année cette baisse du chiffre des importations au mois d'août ou au mois de septembre encadrée par des hausses plus ou moins importantes; cependant ces mouvements saisonniers des volumes gardent durant les dix années que nous envisageons une amplitude à peu près égale, la différence entre le minimum mensuel de 1935 et le maximum qui suit aussitôt est de 1,8 millions de tonnes, alors qu'en 1927 il était de 2 millions de tonnes et, en 1928, de 1,5 millions.

La différence importante du mouvement des volumes par rapport à celui des valeurs réside dans ce fait que la courbe des volumes est constamment ascendante jusqu'en 1930; le total de nos importations atteint cette année 60.759 milliers de tonnes, en augmentation de 1.500 milliers de tonnes sur l'année précédente, alors que le total des valeurs baisse brusquement de 58 milliards à 52 milliards; les prix sont tombés verticalement, mais nos importations continuent encore à s'accroître; il est vrai que c'est la dernière année; en 1931, les valeurs et les volumes importés baissent tous deux, mais non parallèlement, puisqu'à une différence de 10 milliards de francs entre 1930 et 1931 correspond seulement une baisse de 2,6 millions de tonnes.

Depuis cette année jusqu'à la fin de 1936, les variations en volume de nos importations sont, à peu de chose près, parallèles aux variations en valeur; ce

sont des baisses moins vertigineuses mais continues jusqu'au mois d'octobre 1936.

Les diverses catégories de marchandises importées : objets alimentaires, matières nécessaires à l'industrie, objets fabriqués, suivent en gros les variations de volumes des importations totales; toutefois, il convient de noter que nos importations d'objets fabriqués ont plus que doublé de 1927 à 1930, passant de 1.137,6 milliers de tonnes à 2.341,6 milliers de tonnes, tandis que nos importations totales ne passaient que de 49,4 à 60,7 millions de tonnes; à partir de 1930, elles suivent le mouvement de baisse, mais avec du retard, et elles gardent un niveau supérieur à la moyenne de nos importations.

En résumé, il résulte de cette étude des volumes de nos importations, que ces dernières ont beaucoup moins baissé que ne le laisserait supposer l'étude des valeurs; nos importations sont passées, de leur point culminant en 1930 avec 60.759.029 tonnes, à un minimum de 44.615.746 tonnes en 1935, soit une réduction du quart seulement par rapport à leur maximum, pendant que leurs valeurs baissaient de 58 milliards à 21 milliards, soit une baisse de près des deux tiers.

II. — EXPORTATIONS.

Pour nos exportations, les courbes en valeurs et en volumes sont parallèles sensiblement, dans l'ensemble et pour les variations saisonnières; mais il importe de faire une remarque importante : alors que depuis 1926 nos exportations décroissent en valeur jusqu'en 1936, elles continuent à croître en volume jusqu'en 1929, puis baissent par paliers jusqu'en 1932 et, enfin, crois-

sent légèrement jusqu'en 1936. Il y a un décalage de deux ans entre le début du mouvement de réduction des valeurs et celui des volumes. Ce décalage se retrouve inversé à partir de 1932, car alors que nos exportations ont touché la fin de la dépression et se développent légèrement jusqu'en 1936 en volume, leur valeur continue à décroître jusqu'en 1936.

Ainsi, nous avons maintenu nos exportations à un niveau assez élevé jusqu'en 1929, au détriment de nos prix de vente, mais notre activité économique n'a pas eu à souffrir de la crise jusqu'à cette année.

A partir de 1932, nous retrouvons également quelques débouchés; notre industrie s'est adaptée à la crise, nos prix de gros ont baissé et nos dirigeants ont su ménager de nouveaux débouchés à l'étranger pour nos diverses industries; aussi nous pouvons exporter un peu plus.

Nous observons aussi une disproportion entre la diminution de la valeur de nos exportations et la diminution de leur volume : ce dernier n'est passé que de 41.080.629 tonnes en 1928, point culminant, à 23.499.494 tonnes en 1932, soit une diminution de 45 %, tandis que la valeur de nos exportations tombait de 55 milliards à 15,5 milliards en 1936, soit une réduction de 72 %.

III. — MOUVEMENTS COMPARÉS DES IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS.

Il ne semble pas très intéressant de parler de la balance des volumes considérés dans leur ensemble, car l'addition du poids des matières premières avec le poids des objets fabriqués, ou encore avec celui des

matières alimentaires, ne permet guère d'observations utiles, surtout lorsque ces trois sortes de produits n'entrent pas pour la même proportion dans le total.

Il est préférable de comparer les importations et les exportations de chaque catégorie de produits en particulier, en observant toutefois que la France étant un pays industrialisé, doit importer plus de matières alimentaires et de matières premières et exporter plus de produits fabriqués.

Nous importons toujours une quantité considérable de matières alimentaires; c'est en 1931 que notre balance est le plus déficitaire pour cette catégorie de produits, avec 7.440.000 tonnes, mais dans l'ensemble il y a peu de grosses variations pour cette branche, nos excédents d'importations sont toujours importants; les fluctuations irrégulières proviennent surtout de l'importation de céréales qui compte pour le tiers du total et dépend elle-même de l'abondance ou de la pauvreté des récoltes françaises.

Pour les matières industrielles, la balance passe par un maximum de déficit en 1930; notre industrie travaille à plein, ne se doutant pas encore que ses débouchés vont bientôt lui être fermés; d'ailleurs, à partir de cette date, nos importations vont diminuer, ce qui diminuera d'autant le déficit en volume de notre balance.

Pour les objets fabriqués, nous avons une balance franchement favorable en 1927; elle a été s'amenuisant jusqu'en 1936, malgré une légère reprise en 1934; cette balance traduit l'autarchie qui sévit de plus en plus dans le monde; nous importons moins d'objets de l'étranger, mais nous arrivons à en vendre aussi beau-

ANNÉES	MATIÈRES ALIMENTAIRES			MATIÈRES INDUSTRIELLES			OBJETS FABRIQUÉS		
	IMP.	EXP.	BAL.	IMP.	EXP.	BAL.	IMP.	EXP.	BAL.
1927	6.606	1.436	- 5.170	41.626	31.371	- 10.255	1.138	5.287	+ 4.149
1928	5.827	1.683	- 4.144	41.775	34.125	- 7.650	1.503	5.273	+ 3.770
1929	6.712	1.513	- 5.199	50.630	33.033	- 17.597	2.118	5.360	+ 3.242
1930	6.374	2.143	- 4.231	52.044	29.631	- 22.413	2.342	4.805	+ 2.463
1931	9.102	1.602	- 7.500	46.930	24.805	- 22.125	2.065	3.929	+ 1.864
1932	8.607	1.167	- 7.440	36.964	19.624	- 17.340	1.975	2.708	+ 733
1933	6.898	1.210	- 5.688	39.694	20.865	- 18.829	1.841	3.093	+ 1.252
1934	5.902	1.453	- 4.449	37.960	23.400	- 14.560	1.849	3.486	+ 1.637
1935	5.482	1.824	- 3.658	37.566	24.632	- 12.934	1.566	2.861	+ 1.295
1936	6.325	1.284	- 5.041	40.050	25.220	- 14.830	1.675	2.446	+ 771

(En millions de tonnes.)

coup moins; les peuples fabriquent eux-mêmes ce qui leur est nécessaire, et notre balance n'est plus que légèrement excédentaire en 1936.

Dans l'ensemble, la crise se fait surtout sentir en France à partir de 1929 pour les objets fabriqués, à partir de 1930 dans l'industrie et à partir de 1931 pour les objets d'alimentation.

CHAPITRE II

Variations du commerce extérieur français de 1927 à 1936 par nature de marchandises

Les produits qui font l'objet du commerce extérieur français sont classés d'habitude en trois catégories, soit à l'importation, soit à l'exportation.

- 1° Les matières nécessaires à l'industrie;
 - 2° Les denrées alimentaires;
 - 3° Les objets fabriqués.
-

A. — LES IMPORTATIONS

Les importations françaises sont allées en croissant en valeur jusqu'en 1929, pour décroître ensuite; il est vraisemblable que chacune des trois catégories de produits a suivi sensiblement le même mouvement; cependant la baisse des uns a pu être plus rapide et a pu être compensée par une résistance plus grande des autres au mouvement de dépression.

Il importe de remarquer tout d'abord que nous importons assez peu d'objets fabriqués; ils ne constituent

que le sixième de nos achats à l'extérieur : au cours des dix années envisagées, dans l'ensemble leur mouvement général correspond à la courbe des importations totales; en 1930, cependant, il y a une discordance; alors que nous importons pour 6 milliards de moins que l'année précédente, nos importations d'objets fabriqués continuent à croître de plus d'un milliard; ensuite la baisse intervient, et cette branche d'importation suit le mouvement général orienté vers la baisse. Il est assez difficile de déceler des variations saisonnières, car au cours des diverses années, les variations mensuelles ne présentent pas de répétitions régulières.

Nous importons des objets d'alimentation pour une proportion allant en croissant : en 1927, ils n'entraient que pour un quart dans notre commerce d'importation; mais à partir de 1931, ils interviennent pour le tiers; c'est dire que la baisse générale s'est moins fait sentir dans ce rayon. En 1931, il y a une augmentation de plus de 2 milliards dans nos importations de produits alimentaires, tandis que nos importations baissent de 10 milliards; à partir de cette date, mouvement de baisse parallèle au mouvement général.

Comme mouvement saisonnier, nous pouvons constater une baisse au premier trimestre, qui est plus accentuée dans les premières années et qui s'amenuise beaucoup à partir de 1933.

Les matières premières ont subi une marche inverse : en 1927, elles constituaient près des deux tiers de nos importations, mais en 1930 elles subissent une réduction de 6 milliards et en 1931 de plus de 10 milliards; à partir de ce moment, les valeurs importées

ne constituent plus que la moitié de notre commerce d'importation. C'est cette baisse d'ailleurs qui provoque la baisse verticale de nos importations en 1931, puisque l'augmentation d'importation des denrées alimentaires compense largement la baisse d'importation d'objets fabriqués.

Les variations saisonnières pour cette catégorie de produits sont plus accentuées; on constate une baisse assez sensible des importations de matières premières depuis le début de l'année jusqu'à la fin du troisième trimestre, puis une reprise au quatrième trimestre, avec maximum à la fin de l'année ou au début de janvier; ce sont d'ailleurs ces variations saisonnières qui influent en grande partie sur les variations de même genre de nos importations en général, puisque celles des denrées alimentaires et objets fabriqués sont beaucoup moins marquées et, en tous cas, plus irrégulières.

L'ensemble des autres mouvements indiqués par la courbe des importations totales se retrouve pour la courbe des matières premières; cependant, à partir de 1932 cette dernière marque une résistance à la baisse, elle ne descend que de 13.200 millions à 11.200 en 1935, tandis que nos importations totales baissent de 30 milliards à 21 milliards. En 1936, par contre, la reprise de nos importations viendra en grande partie de l'augmentation des entrées de matières premières pour 2.600 millions.

Il importe de pousser un peu plus à fond cette étude et de rechercher les variations particulières des principaux articles entrant dans les diverses catégories que nous venons de distinguer.

I. — MATIÈRES NÉCESSAIRES A L'INDUSTRIE.

1927 :	33.370	millions de francs.
1928 :	32.989	—
1929 :	35.167	—
1930 :	29.299	—
1931 :	19.036	—
1932 :	13.232	—
1933 :	13.795	—
1934 :	11.373	—
1935 :	11.182	—
1936 :	13.773	—

1° *La Houille.*

Malgré des fluctuations diverses au cours des dix années, nos importations de houille constituent toujours le dixième de la valeur de nos importations totales : c'est dire que ces importations ont été réduites, comme l'ensemble de nos achats à l'étranger, du tiers. Elles constituent le sixième de nos importations de matières premières. En 1927, nous en faisons venir pour 5.509 millions et, en 1935, pour 1.947 millions. La baisse s'est répartie un peu sur toutes les années, mais elle s'est fait spécialement sentir en 1931 avec un recul de 1,5 milliard de nos achats.

En 1936, cette branche d'importation a marqué une brusque hausse, 2.198 millions, mais pour des raisons en grande partie extérieures aux besoins de notre industrie, nos mines n'ont pu fournir leur contingent normal, par suite des troubles sociaux, et cette déficience a nécessité des apports plus grands de l'étran-

ger. Les quantités importées passent de 24.754 milliers de tonnes en 1927 à 30.713 en 1930 et 20.918 milliers en 1935; en 1936, augmentation de 1.300 milliers de tonnes.

2° *La Laine.*

C'est en 1927 que nous importons le plus en valeur, avec 5.509 millions; en 1929 nous en importons encore 5.146 millions, soit une diminution seulement de 360 millions, mais en 1930 chute de 2 milliards, en 1931 baisse encore de plus d'un milliard, et cette baisse se continue jusqu'en 1935; pour les neuf premiers mois de 1936, nous en avons importé pour 1.043 millions.

En 1927, la laine constituait l'élément le plus important de nos achats de matières premières; elle s'élevait au sixième de leur total, mais à partir de 1930 elle perd sa première place et, aujourd'hui, elle n'en constitue plus que le dixième et elle intervient pour 6 % à peine de nos importations totales.

Le tonnage importé a été sensiblement constant jusqu'en 1930; en 1934 il est diminué du tiers et il atteint 206 milliers de tonnes; à partir de 1935, il est en légère augmentation.

3° *Le Coton.*

Les importations de coton, qui forment le huitième du total des matières premières, sont passées de 3.894 millions en 1927 à 4.484 millions en 1929.

En 1930, une première réduction de 1.200 millions est suivie d'une autre encore plus forte en 1931, 1.738 millions; puis la baisse est moins forte, mais se pour-

suit jusqu'en 1935, où nos importations s'élèvent à 1.056 millions, soit le onzième seulement du total de nos importations de matières premières. En 1936, reprise, puisque ce chiffre est atteint pour les trois premiers trimestres seulement. Les volumes de coton importés croissent de 355 milliers de tonnes en 1927 à 390 milliers en 1930, c'est-à-dire qu'en 1930 le coton subit une grosse réduction de prix; ensuite, les quantités diminuent jusqu'en 1935 où elles sont de 246 milliers de tonnes; mais ce qu'il faut souligner, c'est l'augmentation d'importation de coton venant des colonies, qui passe de 4.474 tonnes en 1934 à 6.324 en 1935.

4° *Graines et Fruits oléagineux.*

Pour ces produits, maximum en 1928, avec 2.585 millions, soit le douzième de nos importations de matières premières. Baisse sensible en 1931 de plus de 600 millions, puis beaucoup plus légère en 1933 et 1934, où les importations s'élèvent à 924 millions; en 1935, reprise importante avec 1.196 millions; le mouvement se poursuit en 1936 avec cette caractéristique que, cette année, nos colonies nous fournissent plus que les autres pays : en 1933, elles nous en fournissaient seulement pour 275 millions et, dans les trois premiers trimestres de 1936, elles nous en avaient déjà envoyé pour 663 millions et les autres pays pour 444 millions seulement.

Les quantités importées se maintiennent entre 1.100 et 1.200 milliers de tonnes depuis 1928 jusqu'en 1936 : les variations de valeur sont dues surtout aux variations de prix.

5° *Les Huiles minérales.*

Aujourd'hui, elles constituent le dixième de la valeur des entrées de matières premières; leur importance relative n'a cessé d'augmenter depuis 1927.

En valeurs absolues, les importations d'huiles minérales sont passées de 1.487 millions en 1927 à 2.230 millions en 1930; en 1931, baisse brusque de près d'un milliard et, ensuite, baisse plus lente jusqu'en 1935 à 1.138 millions; en 1936, reprise dans cette branche aussi avec 1.400 millions.

Et cependant les quantités importées n'ont cessé de croître jusqu'en 1936; la baisse n'est imputable qu'aux chutes de prix répétées : les volumes passant de 1.436 milliers de tonnes en 1927 à 6.202 milliers en 1935.

6° *Pâtes de cellulose.*

En 1927, nous en importons 373 millions; en 1929 605 millions; ensuite intervient une baisse assez forte, puisqu'en 1932 nous atteignons le chiffre de 300 millions et, en 1935, celui de 275 millions. En 1936, légère reprise. Les quantités importées sont montées de 369.000 tonnes en 1927 à 607.000 en 1929, en corrélation sensible avec les valeurs, puis elles se sont maintenues à ce taux avec de légères variations.

7° *Cuivre.*

Nos importations de cuivre furent très irrégulières, en valeur du moins; en 1927, nous en importons pour 700 millions, en 1928 brusque saut à 1.256 millions; en 1929 la hausse se poursuit à 1.740 millions, mais

c'est le maximum; ensuite, baisse de plus de moitié en 1931 et encore en 1932; on atteint ainsi le chiffre de 378 millions qui augmentera légèrement en 1933, puis baissera en 1934, puis augmentera de nouveau en 1935; en 1936, la hausse se poursuit très légèrement. Le volume passe de 92.677 tonnes en 1927 à 184.353 en 1930, puis tombe à 123.408 tonnes en 1934 et se relève à 131 milliers de tonnes en 1935 et 140 milliers en 1936.

8° *Bois communs.*

De 1927 à 1930, les valeurs croissent de 1.016 millions à 1.310, et les quantités de 1.927 milliers de tonnes à 2.159 milliers; en 1930 ces quantités augmentent à 2.873, mais leur valeur baisse de 600 millions, soit une réduction de 50 %. La baisse se continue jusqu'aujourd'hui; en 1935, on note le chiffre de 360 millions de francs, avec un volume de 1.131 milliers de tonnes.

9° *Peaux et pelleteries brutes.*

De 1.050 millions en 1927, les importations passent à 1.729 millions en 1928, maximum, et à 329 millions en 1934, soit une réduction des quatre cinquièmes. Les quantités ont décru dans des proportions moins fortes et elles croissent à partir de 1935.

10° *Caoutchouc et gutta percha.*

Ces produits ne constituent aujourd'hui que 1,5 % de nos importations de matières premières; en 1927, nous en importions pour 826 millions; la baisse a été légère jusqu'en 1930, puis rapide ensuite; en 1932,

nous en importons seulement pour 84 millions, mais ensuite la reprise est sensible, nos colonies nous en fournissent une quantité croissante. En 1935, nous atteignons le chiffre de 228 millions, dont 40 millions d'origine coloniale; en 1936, cette hausse se poursuit encore et la part de nos colonies s'accroît aussi. La quantité importée est allée en croissant de 1927 à 1929, atteignant à ce moment 72 milliers de tonnes, et aujourd'hui elle est légèrement inférieure avec 62 milliers de tonnes.

11° *Soie et bourre de soie.*

Leurs importations tombent de 2.274 millions en 1928, où elles connurent leur maximum, à 159 millions en 1934, année de leur minimum. En 1935, elles se relèvent légèrement à 228 millions. Les quantités importées ont déchu dans des proportions moins fortes de 16.500 tonnes à 5.200 tonnes : mouvements parallèles à ceux des valeurs.

En résumé, la baisse de nos importations de matières premières est plus sensible en valeur qu'en volume, les prix de ces matières ont beaucoup fléchi. Ce sont surtout les articles importants qui ont causé les fluctuations de nos achats : la houille, la laine et le coton à eux seuls enregistrent une dépression de 14 milliards sur les 22 dont ont diminué ces importations de 1927 à 1935. La soie, dont les importations aujourd'hui sont insignifiantes, a encore contribué à la baisse pour 2 milliards.

Jusqu'en 1929, nos importations s'étaient maintenues sensiblement, et c'est pendant les années 1930,

1931, 1932, que les chutes ont été enregistrées. Par contre, à partir de 1935 les mouvements sont renversés et 1936 voit des hausses marquées.

II. — DENRÉES ALIMENTAIRES.

1927 :	13.893 millions de francs.	
1928 :	12.550	—
1929 :	13.167	—
1930 :	11.814	—
1931 :	14.001	—
1932 :	10.960	—
1933 :	9.604	—
1934 :	7.451	—
1935 :	6.230	—
1936 :	7.795	—

De 1927 à 1931, alternatives d'augmentations et de diminutions pour ces importations entre 11 milliards et 14 milliards; ensuite, baisse jusqu'en 1935 à 6 milliards; actuellement, reprise.

1° *Les Vins.*

Ce fut toujours le principal de nos articles d'importations en matière alimentaire; il constitue le cinquième de ces importations de 1927 à 1932; en 1933, cette proportion augmente jusqu'au tiers, mais revient ensuite au cinquième.

D'ailleurs, tous ces vins importés viennent en grande partie de nos colonies et plus spécialement d'Algérie. Nous en importons des quantités considérables et croissantes de 1927 à 1933. En valeur, en 1927, nous en

importations pour 2.227 millions et, en 1933, pour 3.161 millions. En 1934, cet article subira une baisse importante de plus d'un milliard, et en 1935 de 600 millions. En 1936, nos importations sont stationnaires.

Notons qu'en 1931, l'accroissement brusque d'achats de vins à l'étranger pour 800 millions contribue à l'augmentation de nos importations de matières alimentaires, alors que les valeurs de toutes les autres importations baissent.

2° *Les Céréales.*

En 1927, nous en importons pour 4 milliards et demi; en 1928, pour 2 milliards et demi; en 1929, pour 3 milliards; en 1930, pour 2 milliards; en 1931, pour 3 milliards, ainsi qu'en 1932 (exactement 2.855 millions); en 1933, et pour les années suivantes, réduction brusque aux environs de 1.200 millions.

Les fluctuations des premières années dépendaient de la réussite de nos récoltes et elles ont influencé en grande partie les fluctuations de nos importations de matières premières. A noter que les variations en volume sont sensiblement proportionnelles.

3° *Les Fruits de table.*

Nous en avons importé des quantités croissantes de 1927 à 1932, ensuite légère baisse jusqu'en 1936. Les valeurs sont passées de 716 millions en 1927 à 1.315 millions en 1931 : la baisse, ici, précède d'un an celle des quantités importées. En 1935, nous en importons pour 831 millions, un peu plus qu'en 1927, mais nos colonies nous en fournissent pour 288 millions, soit une augmentation de près du double par rapport à 1934.

4° *Le Café.*

Ici, c'est le Brésil qui est notre gros fournisseur; il nous en envoie plus de la moitié de ce que nous consommons : 1.541 millions de francs en 1927, et 1.777 millions en 1928, puis baisse assez lente, mais continue, jusqu'en 1935, avec 601 millions, soit les trois cinquièmes. Les quantités importées ont cru jusqu'en 1931 (194.000 tonnes), en opposition avec les prix qui baissaient, et elles ont été diminuées très légèrement ensuite.

5° *Légumes frais et secs.*

500 millions en 1927, 765 millions en 1929, puis la baisse intervient assez rapide en 1930, et plus douce ensuite. En 1935, nous en importons pour 376 millions, soit 50 % de réduction, en 1936, reprise légère. C'est en 1931 que les quantités importées sont passées par leur maximum; à part ce décalage, évolutions parallèles à celles des valeurs.

6° *Sucres bruts et raffinés.*

Augmentation d'importation de 1927 à 1929, avec 823 millions cette année, ensuite diminution corrélative des valeurs et des quantités jusqu'en 1932; reprise légère en 1933 et 1934; en 1935, nous importons 3.650 milliers de quintaux pour 437 millions de francs: diminution d'un peu moins de 50 %. En 1936, la baisse se continue.

7° *Les Eaux-de-vie.*

La valeur des importations croît fortement jusqu'en 1929, passant de 346 millions à 593 ; ensuite, baisse qui atteint 50 % en 1935.

Les mouvements des importations de denrées alimentaires ont été commandés surtout par les variations alternées des importations de céréales et par les fluctuations de celles de vins, qui cependant ont été un facteur de stabilité, puisqu'elles ont été beaucoup moins influencées par la crise que les autres produits.

III. — OBJETS FABRIQUÉS.

1927 :	5.787 millions de francs.	
1928 :	7.909	—
1929 :	9.928	—
1930 :	11.231	—
1931 :	9.169	—
1932 :	5.634	—
1933 :	5.032	—
1934 :	4.237	—
1935 :	3.533	—
1936 :	3.829	—

C'est la branche la plus faible de nos importations ; en 1927, elle n'intervenait que pour le dixième de notre commerce d'importation ; son importance a cru jusqu'en 1930, où le montant des objets fabriqués importés compte pour le cinquième du total, mais à partir de cette année, nous importons moins de ces pro-

duits; en 1932, il subissent une réduction importante de près de 4 milliards et, depuis, ils comptent seulement pour le sixième de nos exportations.

1° Machines motrices et à vapeur.

C'est en 1930 que nous en importons le plus, avec 2.615 millions, soit plus de deux fois et demi le chiffre de 1927, pour une quantité double seulement. La réduction commence en 1931, mais elle est surtout sensible en 1932, 900 millions, et en 1933, plus d'un milliard; la baisse se poursuit jusqu'en 1935, où nous en importons pour 815 millions, et même en 1936.

2° Produits des industries chimiques.

996 millions en 1927, 1.218 en 1929, puis réduction du tiers en 1930 et baisse jusqu'en 1936. En 1935, nous en importons seulement pour 430 millions, la réduction a été des deux tiers.

3° Outils et ouvrages en métaux.

Ces importations atteignent leur maximum en 1930 avec 928 millions; l'année suivante la baisse est de plus de 50 % et elle se continue les autres années jusqu'en 1936; en 1935, nous en importons seulement pour 313 millions.

4° Papier et ses applications.

En 1929, nous en importons pour un demi-milliard, en augmentation de 50 % par rapport à 1927; en 1930, baisse de 100 millions et, en 1935, le chiffre des impor-

tations est réduit à 100 millions, soit le cinquième du chiffre de 1929 alors que les importations d'objets fabriqués ont été réduites seulement au tiers. Les quantités de papier importé, par contre, n'ont baissé que de moitié.

Les autres produits ont suivi le mouvement d'ensemble, la réduction est importante, surtout en 1932, où elle atteint les trois cinquièmes du chiffre de 1931.

§§. — VUE D'ENSEMBLE DES IMPORTATIONS

Ce sont les importations de matières premières qui ont donné le sens général des mouvements d'importations : selon que nous importerons plus ou moins de ces matières, le chiffre de nos importations montera ou baissera ; en fait, il monte jusqu'en 1929 et baisse jusqu'en 1935, puis remonte, mais pour des raisons anormales, en 1936.

Les importations des produits alimentaires contre-carrent par intermittence ces mouvements généraux ; mais leur baisse en 1932 contribuera à accroître considérablement la diminution de nos importations.

Jusqu'en 1932, les importations des objets fabriqués seront en discordance avec les autres mouvements : elles semblent avoir du retard par rapport aux autres catégories de produits, montant sérieusement en 1930, alors que la baisse est amorcée, et baissant peu en 1931, alors que la diminution de notre commerce est sérieuse. En 1932, la chute de nos importations d'objets fabriqués contribuera singulièrement à la chute de nos importations, qui enregistre cette année leur plus sérieux recul. En 1936, par contre, les objets fabriqués participeront à peine à la reprise de nos importations.

B. — LES EXPORTATIONS

Les fluctuations sont très simples pour nos exportations de 1927 à 1936 : baisse faible au début de 1927 à 1930, forte de 1930 à 1933, et faible jusqu'en 1936.

Parties de 55 milliards en 1927, nos exportations se maintiennent, jusqu'en 1930, à 50 milliards, puis baisse de 8 milliards en 1930, de 12 milliards en 1931, de 11 milliards en 1932, soit une diminution de 60 % en 3 ans ; ensuite, la réduction est beaucoup plus lente et en 1936 nous atteignons le minimum de 14.454 millions. La répartition de nos exportations dans les différentes matières est sensiblement la suivante pendant toute cette période :

- 3/5 pour les objets fabriqués ;
- 1/4 pour les matières industrielles ;
- 3/20 pour les denrées alimentaires.

Il faut noter toutefois que nos exportations de denrées alimentaires ont augmenté en 1928 et se sont maintenues jusqu'en 1930, alors que nos exportations étaient déjà réduites fortement ; c'est seulement en 1931 et 1932 que la réduction est sensible.

Les mouvements saisonniers perceptibles sont plus accentués en 1927 et deviennent peu importants à partir de 1931 ; ces mouvements se réduisent à une hausse au quatrième trimestre, suivie d'une baisse au début de l'année ; ces fluctuations proviennent d'ailleurs de variations absolument parallèles de nos exportations d'objets fabriqués, qui constituent la grosse partie de nos exportations.

Nous allons étudier ici encore les principaux articles qui entrent dans les trois chapitres de nos exportations en commençant par le plus important.

I. — OBJETS FABRIQUÉS.

1927 :	32.674 millions de francs.
1928 :	32.030 —
1929 :	31.493 —
1930 :	26.958 —
1931 :	18.955 —
1932 :	12.230 —
1933 :	11.777 —
1934 :	10.107 —
1935 :	8.745 —
1936 :	8.544 —

1° *Produits des industries chimiques.*

Depuis 1929, ils tiennent la première place dans nos exportations, atteignant le total de 3.463 millions, en augmentation de 300 millions sur 1927, et, en 1935, nous exportons encore 1.538 millions, soit une réduction de plus de moitié, mais beaucoup moins forte que l'ensemble de nos exportations; aujourd'hui, ils en constituent le sixième, alors qu'en 1927 ils n'intervenaient que pour 6 % du total. La diminution a été surtout importante en 1931 et 1932, dépassant 30 %.

2° *Tissus de coton.*

Réduction continue de 1927 à 1935, passant de 3.459 millions à 718 millions, ils sont ramenés aujourd'hui au cinquième de leur chiffre de 1927. Cette baisse

a été accélérée surtout en 1930 : 560 millions, et en 1931 : 730 millions. Ils comptent sensiblement pour le dixième de nos exportations d'objets fabriqués.

3° *Fils divers.*

Ce sont surtout les fils de laine qui interviennent dans ce chapitre : leur exportation de 1927 à 1935 a été réduite des sept huitièmes, passant de 1.732 millions à 231.

L'ensemble de nos exportations de fils a été un peu moins éprouvé, tombant de 3.118 millions à 685, soit une réduction des quatre cinquièmes.

Les fils de coton ont en effet mieux résisté à la baisse et les fils de soie ont subi des fluctuations diverses qui ont contrecarré ou freiné la baisse de ces exportations ; en 1932, en effet, nous exportons des fils de soie pour une valeur supérieure à celle de 1927, après avoir enregistré de fortes augmentations en 1930 (534 millions) ; en 1935, nos exportations de fils de soie sont tombées à 186 millions, inférieures seulement de 50 millions au chiffre de 1927 : cette spécialité résiste mieux à la crise.

4° *Machines. Chaudières. Pièces de machines.*

Cette branche d'exportation s'est développée de 1927 à 1929, passant de 1.758 millions à 2.193 millions, soit une augmentation du quart ; la réduction, ensuite, a été importante en 1931 et 1932, mais moins sensible que dans l'ensemble, puisqu'aujourd'hui nous exportons encore pour 669 millions, soit un peu plus du tiers du chiffre de 1927.

5° *Tissus de soie.*

Avant la crise, c'était notre principal article d'exportation : 3.592 millions en 1927 et 3.814 en 1928; la réduction a été forte en 1931 et 1932, plus de 2 milliards; aujourd'hui, nous n'en exportons plus que pour 564 millions, c'est-à-dire le septième seulement de ce que nous vendions à l'étranger en 1928. Ces tissus, qui composaient le dixième de nos exportations d'objets fabriqués, ne comptent plus maintenant que pour un dix-septième. Baisse donc à tous points de vue, mais surtout sur les prix, car les quantités exportées ont à peine baissé de moitié.

6° *Outils et ouvrages en métaux.*

La crise pour les exportations ici ne s'est fait sentir qu'à partir de 1931 et brusquement, pendant cette année et la suivante, réduction d'un milliard sur 1.750 millions. En 1935, il y a encore une baisse sensible de 200 millions et le chiffre de nos exportations de 1935 : 551 millions, est inférieur de près de 70 % à celui de 1929.

7° *Automobiles.*

La baisse est sensible, principalement à partir de 1930, où elle atteint 500 millions, de même en 1931 et 1932. Après une reprise en 1933, le chiffre de nos exportations en 1935 : 524 millions, est le plus faible enregistré, ayant subi une réduction de plus de 70 % aussi, par rapport à 1929.

8° *Papier et ses applications.*

Nos exportations ont subi, de 1927 à 1935, une diminution de 50 %, passant de 888 millions à 416 millions; l'importance relative de cet article a augmenté, mais il n'intervient encore aujourd'hui que pour le vingtième de nos exportations d'objets fabriqués. La réduction est surtout sensible en 1931 et 1932, puisque ces deux années ont vu tomber le chiffre de ces exportations de près de 400 millions.

9° *Objets d'art et de luxe.*

On pourrait croire que la crise a spécialement frappé cet article; mais en réalité la réduction de nos ventes à l'étranger n'est pas plus forte que pour l'ensemble. De 1927 à 1929, nous augmentons nos exportations de 803 millions à 941, et la réduction sensible, toujours spécialement en 1931 et 1932, ramène le chiffre à 204 millions, soit le quart de nos exportations de 1927.

10° *Poteries et verreries.*

Encore une spécialité de France; hausse de 70 millions de 1927 à 1930; réduction en 1931 et 1932, qui se poursuit jusqu'en 1935 : 187 millions au lieu de 825 en 1927; la chute a été un peu plus brutale ici.

11° *Tissus de laine.*

C'est peut-être ici que nous avons senti le plus la crise; nos exportations étaient de 2.168 millions en 1927, soit le cinquième du total de celles de nos objets fabriqués; jusqu'en 1929, pas de diminution sensible,

mais en 1930, baisse de 600 millions, de 1 milliard et demi en 1931 et 1932, et encore de 250 millions jusqu'en 1935; nous exportons 174 millions en 1935, le douzième seulement de ce que nous exportions en 1927, et cet article ne compte plus que pour le cinquième de nos ventes d'objets fabriqués.

12° *Armes. Poudres et munitions.*

Contrairement au produit précédent, cet article s'est maintenu jusqu'aujourd'hui, 170 millions en 1927, 260 millions en 1929 et 160 millions en 1935, la baisse assez légère se répartissant sur toutes les années.

13° *Ouvrages en caoutchouc et gutta percha.*

957 millions en 1927, réduction chaque année, surtout en 1931 et 1932, aujourd'hui 160 millions; réduction des cinq sixièmes.

Nous ne pouvons étudier tous les articles en détail, mais il faut signaler encore les peaux, pelleteries ouvrées ou bien ouvrages en peaux, que nous exportions pour 1.500 millions en 1930 et qui sont tombés à 300 millions en 1935, soit une réduction des quatre cinquièmes.

En résumé, nous pouvons remarquer que la baisse des exportations de produits fabriqués, qui a été générale, a été accentuée surtout en 1931 et 1932. Parmi nos articles d'exportation, les textiles, qui comptent pour moitié du total, ont surtout senti la baisse en 1928, et ils l'ont sentie lourdement, quelques-uns seulement en 1929, spécialement les tissus de laine.

Pour les autres articles, produits chimiques ou produits métallurgiques, la baisse a été moins accentuée, elle a été aussi retardée; il n'est pas rare, en effet, de voir des augmentations d'exportations même assez sensibles jusqu'en 1929. Lorsqu'à la baisse de nos textiles s'est ajoutée celle des autres articles, la réduction a été catastrophique en 1932. Depuis 1932, ces réductions ont été beaucoup moins sensibles, mais elles se sont poursuivies jusqu'à la fin de 1936. Aux premiers mois de 1937, on peut peut-être distinguer un léger mouvement de reprise, mais beaucoup moins accentué que pour nos importations.

II. MATIÈRES NÉCESSAIRES A L'INDUSTRIE.

1927 :	16.852 millions de francs.	
1928 :	13.077	—
1929 :	12.568	—
1930 :	9.991	—
1931 :	7.179	—
1932 :	4.540	—
1933 :	4.753	—
1934 :	5.149	—
1935 :	4.254	—
1936 :	4.440	—

1° *Fers. Aciers. Fontes.*

Ces exportations, qui constituent le principal article de nos exportations de matières premières, ont été sérieusement atteintes; elles manifestent un mouvement de baisse de 1929 à 1932, baisse répartie sur toutes les années et s'échelonnant de 3.344 millions à 1.122; en

1933 et 1934, on observe une reprise jusqu'à 1.622 millions, mais elle ne fait que précéder une chute plus sérieuse en 1935, à 941 millions.

Dans la première réduction de 2.300 millions, les fers et aciers à eux seuls enregistrent une baisse de près de 2 milliards, sur un total d'exportations de 3 milliards en 1927, soit 60 p. 100. Les fontes, pendant ce même temps, tombent de 366 millions à 53 millions, au septième de leur valeur en 1927.

2° Laines et déchets de laine.

En 1927, leurs exportations atteignent les deux tiers de celles de fers et aciers, avec 2.200 millions; en 1935, elles atteignent encore sensiblement les deux tiers avec 668 millions.

La marche suivie est parallèle aussi : baisse de 1927 à 1932 à 583 millions, cette diminution étant surtout importante aux années 1930 et 1932. Ensuite, reprise en 1933 et nouvelle baisse jusqu'en 1935, mais un peu moins accentuée, elle n'est que des quatre cinquièmes, alors que la première était de près des cinq sixièmes.

3° Minerais divers.

En 1927, nous en exportons peu relativement à l'ensemble de nos exportations de matières premières, mais le chiffre de 570 millions en 1927 n'a été diminué que de moitié en 1932, au plus fort de la baisse, et il est remonté à 425 millions en 1935; aussi les minerais occupent le troisième poste dans nos exportations de matières premières et en constituent les six centièmes.

4° *Peaux et pelleteries brutes.*

Cet article, qui occupait la troisième place en 1928, avec 926 millions, en perd une en 1930, une autre en 1932 en se réduisant à 227 millions; mais, en même temps que son exportation se relève à 341 millions en 1935, il regagne la quatrième place.

La marche est un peu différente de celle des autres produits; en 1935, pas de rechute.

5° *Houille crue carbonisée ou agglomérée.*

Nous en exportons peu, puisque nous n'en trouvons pas assez sur notre sol; d'ailleurs la balance entre importations et exportations se traduisait, en 1927, par une importation nette de plus de 3 milliards et encore, en 1935, de 1.735 millions.

Les exportations ont légèrement augmenté de 1927 à 1929, où elles atteignent 813 millions; la réduction est brutale en 1931 et 1932, et encore en 1935, où les exportations sont tombées à 192 millions.

En 1927, nous exportions pour 2.411 millions de perles fines, mais la réduction pour cet article de luxe a été plus forte et plus rapide que pour tous les autres articles, elle est de 1 milliard et demi en 1929, et elle se continue au point que le chiffre de ces exportations devient insignifiant.

Les pierres gemmes, brutes ou taillées, subissent un sort semblable; plus de 2 milliards d'exportation en 1927, un demi-milliard en 1928 et 434 millions en 1930, et la baisse s'est encore continuée jusqu'aujourd'hui.

Par contre, les huiles fines pures ont vu leurs exportations prendre une importance relative en 1934, avec

145 millions; en 1935, elles poursuivent une marche ascendante à 151 millions.

Nous observons ici des mouvements particuliers différents du mouvement général de réduction de toutes nos exportations; la baisse s'engage partout jusqu'en 1932 et spécialement pendant les années 1931 et 1932, mais pour des articles importants comme les fers et les laines, on note une reprise nette en 1933 et 1934, qui ne fait d'ailleurs que précéder une nouvelle baisse. Pour d'autres articles, nous observons une reprise dans les dernières années, mais il n'empêche que la crise s'est fait sentir comme partout ailleurs et que les baisses ont été générales et profondes.

III. — PRODUITS D'ALIMENTATION.

1927 : 5.399 millions de francs.

1928 : 6.240 —

1929 : 6.078 —

1930 : 5.881 —

1931 : 4.301 —

1932 : 2.923 —

1933 : 2.543 —

1934 : 2.566 —

1935 : 2.473 —

1936 : 2.469 —

1° Vins (*Mistelles comprises*).

Les exportations de vins ont toujours représenté sensiblement le cinquième du total des exportations de cette catégorie; elles sont tombées de 1.053 millions,

le maximum étant en 1928, à 425 millions, en 1932; légère reprise en 1934 à 498 millions, et chute plus profonde encore à 406 millions en 1935, soit une réduction des trois cinquièmes comme la réduction générale des denrées alimentaires.

2° *Céréales (Farines et grains).*

En 1929, nous en avons exporté 22 millions; en 1930, 910 millions; réduction brusque en 1931, de 1933 à 1935, reprise jusqu'à 353 millions. Ces fluctuations dépendent de la récolte française et des importations en excédent; elles ne peuvent guère être imputées à la crise.

3° *Sucres bruts ou raffinés.*

De 1927 à 1929, hausse légère; de 1930 à 1935, baisse de près de 400 millions, pour arriver à 328 millions. Ces mouvements sont imputables aux variations de prix en partie, car, en 1932, à une légère baisse correspond une augmentation en quantité.

4° *Eaux-de-vie et Esprits.*

Evolution parallèle à celle du sucre : maximum 596 millions en 1929, minimum en 1935 à 236 millions, soit près des deux tiers de baisse.

5° *Produits de ferme.*

Leurs exportations passent par leur maximum en 1928, avec 716 millions; la réduction intervient surtout en 1929 et 1930; elle se poursuit jusqu'en 1934,

où elle atteint plus de 500 millions; mais, en 1935, on distingue une légère reprise.

Nous exportons encore des fruits de table pour 570 millions en 1927, mais en 1930 et 1931, ces expéditions subissent une réduction de 200 millions et, en 1932, de 150 millions, et ce mouvement se poursuit jusqu'à maintenant.

Pour cette branche d'exportation, la crise ne se fait sentir qu'à partir de 1929 et surtout pendant l'année 1932; ce sont les vins surtout qui impriment leurs mouvements à l'ensemble des produits.

Les sucres présentent une marche différente, mais ils sont les seuls avec les céréales, car toutes nos exportations de denrées alimentaires ont été réduites des deux tiers environ de 1928 à 1936. Cette baisse est moins forte que pour l'ensemble de nos exportations et elle vient avec un retard de deux années, car ce sont encore ces matières dont on se passe le moins facilement et dont la demande, comme l'offre d'ailleurs, est le moins élastique.

§§. — VUE D'ENSEMBLE DES EXPORTATIONS

Ici, ce sont les objets fabriqués qui donnent sa physionomie à l'évolution de notre commerce d'exportation, évolution décroissante continuellement.

En discriminant les trois chapitres, nous avons reconnu que la baisse, sensible surtout en 1932, vient de la conjonction de réductions importantes sur toutes les exportations de produits cette année, à de rares exceptions près, tandis que les années précédentes, denrées alimentaires et matières premières présentaient des

fluctuations discordantes : jusqu'en 1930, leurs débouchés ne s'étaient pas restreints gravement.

A partir de 1932, au contraire, tous nos clients réduisent leurs achats, et de plus en plus, jusqu'en 1936, car le redressement qui, cette année, ou en 1935, s'est opéré sur certains articles, n'a pas été généralisé et ne se remarquera sensiblement qu'au début de 1937.

CHAPITRE III

Variations du commerce extérieur français de 1927 à 1936 avec les différents pays

Deux sortes de facteurs agissent sur notre commerce extérieur pour le spécialiser suivant les différents pays :

1° Certains produits ne peuvent être importés ou exportés que dans des pays déterminés, où les conditions climatologiques ou géographiques permettent de les produire ou de les utiliser; c'est ainsi qu'il est nécessaire de s'adresser à des pays chauds pour avoir des fruits exotiques, tandis que nous ne pourrions obtenir de la houille ou divers minerais que dans les pays dont le sous-sol en recèle.

2° En dehors des conditions inhérentes à la nature des produits, il est un autre facteur plus important que le premier : c'est la question de voisinage; car les hommes se contentent le plus souvent de ce qu'ils ont sous la main ou de ce qu'ils trouvent à proximité. Le milieu influant sur l'individu, celui-ci s'adapte au pays où il est, il consomme ses produits et se désintéresse en partie des produits exotiques, sauf lorsqu'il ne peut s'en passer.

C'est ainsi que nous constaterons, pour les importations et pour les exportations, des courants commerciaux très forts entre la France et les pays qui l'entourent et des courants beaucoup moins forts avec les pays plus lointains.

Et encore dans les pays qui entretiennent un commerce suivi avec la France, nous constatons qu'il en est de deux sortes :

Ceux qui sont plutôt nos fournisseurs : la France en tire la plupart de ses importations, soit de matières premières, soit de matières nécessaires à l'industrie, principalement;

Ceux qui sont surtout nos clients, où nous exportons d'habitude la plupart de nos produits, de nos objets fabriqués.

A. — IMPORTATIONS

Que ce soit en 1927, ou en 1936, que ce soit même en 1913, nous constatons que près de la moitié de nos importations nous proviennent de cinq pays, toujours les mêmes, tantôt, c'est l'un qui prend la tête et qui importe le plus en France, tantôt c'est un autre, mais ils restent, tous les cinq, nos principaux fournisseurs; ce sont :

L'Algérie, les Etats-Unis, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Union Belgique-Luxembourg.

L'ensemble de leurs envois de marchandises constitue de 40 à 50 % de nos importations.

L'ensemble de ces cinq pays forme la catégorie de nos gros fournisseurs.

Après cette distinction, il devient beaucoup plus difficile de classer nos fournisseurs, puisqu'ils interviennent dans nos importations pour un pourcentage qui varie de 3 % à 0,50 %.

Cependant, il est à noter que certains pays sont remarquables par leur assiduité à venir tout de suite après nos gros fournisseurs; en 1929 ou en 1930, au moment où nos importations tendaient vers leur maximum, ils nous envoyaient chacun pour un milliard de marchandises et même plus : ce sont, les Pays-Bas, la République Argentine, l'Italie, l'Espagne et la Suisse. Ces pays ne sont pas aussi constants que les premiers cités; actuellement même, ils auraient certaine tendance à se laisser distancer par certains pays neufs, comme l'Australie ou les Indes Anglaises; cependant, encore aujourd'hui, ils tiennent une place honorable et l'ensemble des marchandises qu'ils nous envoient entre pour une proportion de 10 à 20 % dans l'ensemble de nos importations.

Après ces deux catégories de gros et moyens fournisseurs, il existe une quantité de pays dont le pourcentage particulier des importations varie de 0,1 % à 2 % dans le total; on y remarque 12 pays dont l'ensemble fournit près de 20 % de nos importations et dont les plus fidèles sont le Brésil, la Suède, le Canada, l'U. R. S. S.

Le reste des autres pays qui ont une part très faible dans nos importations nous en fournissent pour une proportion allant de 10 à 15 %. Tous ces pays, qui

tiennent une place assez faible dans nos importations, nous ne pouvons les considérer chacun en détail, mais l'ensemble de leurs importations est intéressant à considérer, car formant 35 % environ de nos achats de marchandises à l'extérieur, il indique l'évolution de notre commerce d'importation.

Il est par contre une classe de pays qui doit nous intéresser très spécialement et qu'il faut étudier en particulier : c'est celle de nos colonies; cette classe est d'autant plus importante à considérer que notre commerce avec les différents pays de notre empire colonial témoigne d'une évolution très nette dans son orientation et dénote une volonté soutenue et suivie dans notre politique coloniale; nous voulons intensifier notre commerce colonial et, dans ce but, nous cherchons à être les premiers fournisseurs de nos colonies, comme d'autre part nous tâchons d'en extraire le plus de matières premières possible et d'en consommer le plus de produits que nous pouvons absorber.

Ainsi, en 1913, nous importions seulement de nos colonies :

	8,13 % de nos importations totales;
en 1927	11,45 %;
en 1931	14,72 %;
en 1934	25,37 %;
en 1936	28,50 %.

L'un des meilleurs exemples de cette politique de rapprochement commercial avec nos colonies est donné par l'Algérie, qui en 1933 est devenue, et reste depuis, le premier de nos fournisseurs en importations et à la fois le premier de nos clients aux exportations.

Donc, quatre catégories de pays à étudier au sujet des importations :

- 1° Les petits fournisseurs;
- 2° Les moyens fournisseurs;
- 3° Les gros fournisseurs;
- 4° Les colonies.

1° LES PETITS FOURNISSEURS.

L'ensemble de leurs importations représente toujours le même pourcentage, les variations d'envois de ces états sont d'assez faible importance et sont en général de même sens.

La Suède, par exemple, qui en 1927 nous expédiait pour 538 millions de marchandises, a vu ce chiffre croître jusqu'à 886 millions en 1930, mais pour retomber ensuite à 281 millions en 1935, et se relever un peu en 1936 à 341 millions.

L'U. R. S. S. a suivi une évolution parallèle; ses importations sont de 716 millions en 1927, culminent en 1930 avec 886 millions, et retombent à 368 millions en 1935; elles se relèvent à 457 millions en 1936.

On peut noter, toutefois, que la position relative de ces deux pays s'améliore, puisque de 1927 à 1936, nos importations subissent des réductions des deux tiers tandis que la Suède et la Russie ne réduisent leurs envois que de moitié environ, il faut attribuer ce décalage à la pâte de cellulose que nous importons en quantités toujours croissantes de Suède et aux pellete-ries préparées que nous avons fait venir en plus grandes quantités de Russie.

Le Canada, lui, est plus irrégulier; c'est un de nos gros fournisseurs de céréales, et ses importations dépendent en partie de la récolte française en blé : de là vient cette brusque augmentation d'importations en 1931, puisqu'elles passent de 447 millions à 830, alors que les importations totales françaises baissent cette année de plus de 10 milliards.

Le Brésil n'est pour nous qu'un marchand de café, mais le café est un produit de luxe et ce pays a été frappé par la crise, mais plus encore par la baisse des cours du café que par la diminution de consommation, car s'il importe en 1935 la même quantité de café qu'en 1928, il ne reçoit plus en échange que 251 millions au lieu de 1.165.

II. — LES FOURNISSEURS MOYENS.

Ces Etats ont tous un trait commun : leurs envois sont constitués en grande partie par des denrées alimentaires ou des produits d'origine animale tels que la laine, à l'exception des Pays-Bas qui nous expédient une certaine quantité de houille, et des Indes Anglaises qui nous fournissent beaucoup de coton.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Elle était notre sixième fournisseur en 1927, elle ne vient plus maintenant qu'au quatorzième rang; la raison principale vient de la diminution de nos importations de céréales qui, du maximum de 1.143 millions en 1929, sont tombées à 32 millions en 1935, ce qui fait déjà une diminution de 1.111 millions sur un total d'importation de 2.383 millions en 1929.

Nous importons aussi beaucoup moins de laines et de déchets; la différence est de 614 millions entre 1927 et 1935; enfin, les graines et fruits oléagineux, qui étaient envoyés pour un total de 264 millions, ont été réduits de près de moitié et tombent à 166 millions; avec l'étude de ces trois catégories de produits, nous arrivons à comprendre facilement que la République Argentine, qui importait chez nous pour 2.338 millions en 1927 et même 2.383 millions en 1929, n'arrive plus qu'au quatorzième rang en 1935, avec 403 millions d'importations seulement; il est vrai qu'en 1936 elle augmente un peu ses envois (506 millions), mais ce n'est pas encore le quart du chiffre de 1929.

AUSTRALIE

Le commerce de l'Australie avec la France se résume en une importation de laines et de déchets de laine, puisqu'en 1935, sur 657 millions que nous importons, il y a pour 648 millions de laine. En 1927, ce commerce était beaucoup plus intense, et se chiffrait à 2.606 millions, mais à ce moment il y entraient 434 millions d'objets d'alimentation et à partir de 1929, nos importations alimentaires se réduisent à presque rien; jusqu'en 1936, le chiffre de nos importations ne cessera pas de décroître jusqu'à 615 millions, en se réduisant de plus en plus à l'article des laines et des déchets.

ESPAGNE

Elle a été jusqu'à importer pour 1.622 millions en 1928, en France, mais en 1935 ce chiffre s'abaisse à 339 millions, pour remonter en 1936 à 472 millions, malgré les événements qui se déroulent sur son sol.

Les principaux produits qu'elle exporte sur notre territoire sont les fruits de table et les vins; si les fruits ont subi une baisse normale, suivant la crise qui sévit partout, en passant de 316 millions en 1927 à 186 millions en 1936, après être montés à 639 millions en 1931, par contre les vins ont subi une réduction très importante, puisque leur importation actuelle n'est que de quelques dizaines de millions alors qu'en 1927 elle s'élevait à 519 millions et en 1928 à 576. Le soufre a subi également une réduction importante, passant de 104 millions en 1929 à 29 millions en 1935, mais les prix sont pour quelque chose dans cette baisse, car les quantités importées ne baissent, elles, que de 713 milliers de tonnes à 356 milliers.

INDES ANGLAISES

Trois postes importants dans notre commerce d'importation avec les Indes Anglaises : les graines et fruits oléagineux, le coton et ses déchets, et le jute; les importations passent par leur maximum en 1928 et par leur minimum en 1934; depuis cette année, elles sont en voie de relèvement; au total, en 1927, 2.160 millions d'importations; en 1934, 523 millions et, en 1936, 780 millions. Dans ces chiffres, les fruits et graines oléagineux entrent pour un tiers, le coton pour un cinquième et le jute pour la même proportion, environ un cinquième; soit les quatre cinquièmes des importations que nous allons y chercher.

ITALIE

Les importations venant de ce pays suivent une marche constamment décroissante depuis 1927, où elles s'élevaient à 1.608 millions, jusqu'en 1936, où elles

sont tombées à 213 millions; c'est le pays qui a vu ses importations en France diminuer le plus, puisqu'elles ne sont plus que le huitième de ce qu'elles furent au moment de la prospérité. Mais il n'y a pas que des raisons économiques à cette dépression particulière, il y a aussi des raisons politiques qui se résument dans le fait des sanctions prises contre l'Italie en 1935 et 1936 au cours de sa campagne en Abyssinie.

Comme principaux postes d'importations, il en est surtout deux qui subissent d'importantes réductions : les soies et les bourres de soie, que nous importions en 1928 pour 522 millions, sont tombées à 13 millions en 1935 et 7 millions en 1936; le chanvre, que nous avons importé jusqu'à une valeur de 183 millions en 1927, est réduit à 29 millions en 1935; il est juste de souligner que le prix a fortement influé sur cette baisse, puisque les quantités importées n'ont diminué que des deux tiers environ, alors que les valeurs étaient réduites des cinq sixièmes.

Il faut souligner, par contre, l'évolution des importations de fruits de toutes sortes qui, depuis 1927, n'ont cessé d'augmenter en quantités jusqu'en 1931, où elles atteignent le total de 491 milliers de quintaux; elles se sont bien maintenues jusqu'en 1935, où elles se tiennent au chiffre de 417.329 quintaux : leur valeur atteignit 82 millions en 1930 et 69 millions en 1935.

Une brusque poussée est à signaler pour les importations de bestiaux (253 millions) et pour les vins (106 millions) en 1931; ensuite, les envois sont insignifiants.

Notre balance commerciale vis-à-vis de l'Italie, qui était largement excédentaire en 1927, a été toujours

en s'amenuisant; elle devient déficitaire en 1931, redevient excédentaire en 1934 et 1935, puis retombe déficitaire de 75 millions en 1936, sur un total d'importations de 213 millions.

PAYS-BAS

Nous avons toujours importé des Pays-Bas plus que nous n'exportions; nos importations en 1927 étaient de 1.997 millions; elles se maintiennent jusqu'en 1931, puis tombent brusquement pour arriver à 521 millions en 1935 et se relever légèrement à 579 millions en 1936. En 1927, il y avait deux postes importants dans ces importations : les pierres gemmes de toutes sortes, taillées ou brutes, qui comptaient pour 409 millions, mais ce chiffre décroît rapidement pour tomber à 27 millions en 1931 et à 11 millions en 1934; il tend à remonter actuellement, mais en restant à des niveaux assez bas (1935 : 17 millions); la crise s'est fait sentir brutalement sur cette branche; en second lieu, la houille; nous en avons importé des quantités sans cesse accrues depuis 1927 jusqu'en 1931, où les 3 millions de tonnes dont nous avons besoin nous ont coûté 428 millions; en 1932, chute brusque à 197 millions, en 1935, minimum avec 134 millions, et cependant les quantités importées n'ont diminué que de moitié. A côté de ces deux marchandises, toutes les autres importations ont été réduites, spécialement celles de viandes fraîches ou de viandes frigorifiées et celles de fromages, mais dans de moindres proportions.

SUISSE

Contrairement aux Pays-Bas, nous trouvions chez elle plutôt des débouchés que des fournitures; mais

tandis que nos exportations diminuaient dans de fortes proportions, nos importations se maintenaient à un chiffre assez élevé, au point que notre balance commerciale, qui fut excédentaire de plus de 2 milliards en 1928, ne l'est plus maintenant que de 400 millions à peine. En 1927, nos importations s'élèvent à 777 millions; en 1931, elles atteignent leur maximum à 1.133 millions; en 1935, leur minimum à 506 millions, et en 1936 elles augmentent à 577 millions.

Nos principales importations consistent en pièces d'horlogerie qui suivent les mêmes mouvements que notre commerce général avec la Suisse et en machines motrices et à vapeur. Les fromages suisses, par contre, continueront à pénétrer en France pour une valeur toujours constante de 50 à 60 millions par an.

Pour l'ensemble de ces fournisseurs, nous pouvons constater que les importations tendent à plafonner toutes vers 1929 ou 1930, pour baisser ensuite assez brusquement jusqu'en 1935. L'année 1936 marque une augmentation certaine; toutefois, les variations d'importations de différents produits ne sont pas les mêmes.

Les importations de matières premières ont des mouvements parallèles et sont encore très basses par rapport aux quantités importées en 1930.

Les importations agricoles ou de denrées alimentaires, par contre, ont des mouvements beaucoup plus irréguliers, orientés finalement vers la baisse; ces marchandises résistent mieux, car leur consommation n'est pas très élastique; de plus, à certaines années où la récolte de céréales est mauvaise en France, nous en importons beaucoup plus; pour les bestiaux ou pour les vins, nous avons pu constater également des mon-

tées brusques au cours d'une année, mais qui ne se prolongeaient pas les années suivantes.

Une remarque s'impose pourtant sur l'évolution d'ensemble des importations que nous demandons à ces fournisseurs moyens; en général, leur importance tend à diminuer; en 1913, le pourcentage des importations venues de ces différents pays s'élevait à 21 %, ce qui semblait une proportion moyenne et constante; en 1927, ce pourcentage s'était élevé à plus de 24 %, mais en 1930 il baissait déjà à 20 % et, en 1934, il s'abaisse à 16,50 %, en 1935, 16,42 % et en 1936 à moins de 15 %, puisque nous n'importons plus de chez ces fournisseurs que pour 3.743 millions sur un total d'importations de 25.398 millions. D'où vient la déchéance de ces pays? Est-ce que nous préférons importer les produits de nos gros fournisseurs, ou, plutôt, n'est-ce pas l'influence prépondérante de nos colonies qui s'exerce au détriment de ces fournisseurs secondaires, mais cependant assidus; c'est ce que l'étude de ces deux dernières catégories de pays pourra nous apprendre.

III. — LES GROS FOURNISSEURS.

Dans cette catégorie, nous faisons rentrer l'Algérie et, cependant, nous la comptons encore comme faisant partie de nos colonies. Mais nous indiquons ici seulement la place qui doit lui revenir : la première, car depuis 1933 elle est passée en tête de nos fournisseurs et s'y maintient. Nous l'étudierons avec les autres colonies françaises, afin d'avoir une vue d'ensemble du commerce colonial complète.

Dans le petit groupe de ces pays, nous ferons encore une distinction : les Etats-Unis et l'Angleterre suivent

une marche parallèle d'un côté, et, de même, l'Allemagne et la Belgique d'un autre côté; les deux voies suivies par ces pays ne sont pas les mêmes, tout au moins jusqu'en 1930; et, en 1936, il semble y avoir également une divergence.

Tandis que les Etats-Unis et l'Angleterre voient leurs importations en France se réduire considérablement et constamment de 1927 à 1935, l'Allemagne et la Belgique, au contraire, augmentent leurs envois jusqu'en 1930 dans des proportions notables, et semblent compenser la diminution des importations américaines et anglaises en France. A partir de 1930, la marche des quatre pays est parallèle, avec toutefois chutes plus rapides pour les importations allemandes et belges, puisqu'en 1935 ils arrivent tous quatre sensiblement au même chiffre d'importation.

En 1936, nouvelle divergence : Etats-Unis et Angleterre prennent l'avantage sur l'Allemagne et la Belgique.

	ANNÉES				
	1927	1930	1935	1936	
Etats-Unis .	7.065 (M)	6.090	1.774 (m)	2.535	} Millions de francs.
Angleterre. .	6 473 (M)	5.249	1.579 (m)	1.798	
Allemagne. .	6.552	7.906 (M)	1.738 (m)	1.771	
Belgique . .	3.790	4.162 (M)	1.406 (m)	1.644	

(M) : maximum. — (m) : minimum.

LES ÉTATS-UNIS

Les Etats-Unis sont très éloignés de la France, et cependant ce sont eux qui furent nos plus gros fournisseurs pendant toute la période que nous considérons, à part les trois années 1931, 1932, 1933. En 1926, ils nous fournissaient pour plus de 8 milliards; en

1936, ils se contentent de 2 milliards et demi, mais malgré cette baisse ils ont encore une avance de plus de 700 millions sur l'Angleterre, qui vient tout de suite après, en seconde position. L'énorme distance de l'océan qui les sépare de nous ne gêne pas apparemment leurs envois de produits; il est vrai, par contre, que l'ensemble de leur territoire, équivalent à celui de l'Europe, constitue un marché énorme, qu'ils sont par ailleurs un réservoir de matières premières inépuisable, et que ces deux influences viennent pour atténuer l'effet de leur éloignement.

Si nous considérons les divers articles que nous importons des Etats-Unis en 1927, l'une des années où nous avons importé le plus, nous trouverons trois principaux postes : en premier lieu, le coton; il intervient pour 2,5 milliards sur un total de 7; en second lieu, les céréales importées pour une valeur deux fois moindre, 1,25 milliard et, enfin, les diverses sortes d'huiles, dont les envois atteignent 1 milliard.

Ces trois matières auront des fortunes bien diverses au cours des dix années qui suivent; disons tout de suite que le coton est resté à la première place et que c'est lui qui constitue la principale de nos importations. En 1935, nous en importerons seulement le tiers en valeur de ce que nous demandions en 1927, mais il ne faut pas perdre de vue que son prix a bien baissé et que le volume importé aujourd'hui n'est inférieur que de moitié à celui de 1927. En 1935, on atteint le minimum de baisse, avec 513 millions de francs.

Les céréales, c'est tout autre chose; en 1927, leurs envois se chiffrent à 1.213 millions; mais, dès 1928, chute brusque; il n'y en a plus que pour 226 millions;

la récolte précédente a été bonne en France, alors que celle de 1927 ne l'était pas, mais c'est en vain que nous chercherions des importations aussi massives dans la suite; nos douanes ont mis un frein qui se traduira par un droit à l'importation de 80 francs par quintal en 1935; en 1932, déjà, nous n'importions plus que pour 154 millions de céréales. Le rayon des huiles minérales s'est mieux comporté; si la valeur de nos importations a diminué considérablement, passant de 1.171 millions en 1929 à 310 millions en 1935, par contre, les quantités ont été presque constamment croissantes et ont diminué légèrement seulement ensuite; en 1933, nous en importons 17 millions de quintaux, alors qu'en 1927 les envois se montaient seulement à 9,5 millions. Les huiles lourdes se sont bien maintenues également : 144 millions de francs en 1934; malgré la crise nous importons toujours beaucoup de fruits de Californie, les quantités ont plus que doublé en 1934, si les valeurs se tiennent toujours entre 100 et 150 millions.

Parmi les autres postes importants, signalons les importations de cuivre qui ont suivi la baisse générale, celles des tabacs qui se sont maintenues, et celles de machines motrices, voitures automobiles, qui n'ont été réduites que de moitié.

En résumé, nous importons surtout des Etats-Unis des matières premières, et la crise ayant porté principalement sur nos importations de denrées alimentaires et d'objets fabriqués, les Etats-Unis se spécialisent de plus en plus comme fournisseurs de matières premières pour notre industrie.

LA GRANDE-BRETAGNE

Même évolution générale que les Etats-Unis; baisse de nos importations de 1927 à 1935; la chute fut tout de même moins brusque, puisque le maximum de nos importations ne fut que de 6 milliards et demi, au lieu de 8 milliards pour les Etats-Unis, et elle fut aussi plus régulière et plus continue.

Actuellement, un seul poste se dégage de l'ensemble de nos importations : l'Angleterre est un pays minier et elle nous fournit surtout de la houille pour 1.350 millions en 1927, 1.800 en 1930 et encore 684 en 1935; en 1936, les importations seront encore plus importantes, puisque nous avons dû faire venir de l'étranger les quantités de charbon que nos ouvriers mineurs n'avaient pas fourni, spécialement pendant les deux derniers mois de l'année.

En 1927, on notait aussi l'importance des envois de laine (774 millions), mais dès 1929, la baisse est sensible et se continue jusqu'en 1935, où nous n'importons plus que pour 27 millions. Toujours en 1927, nous remarquons deux grosses branches d'importations en valeur : les perles fines (1 milliard) et les pierres gemmes (585 millions); mais la crise s'est fait durement sentir pour ces produits de luxe et en 1928, déjà, nous n'en importons que le tiers; la baisse s'est accentuée ensuite; en 1935, les importations de ces articles étaient réduites respectivement à 46 millions et 29 millions, soit environ le vingtième.

Pour les autres produits, leurs importations ont suivi le mouvement général, que ce soient les tissus ou les automobiles; les machines motrices ont mieux ré-

sité, toutefois (1929 : 315 millions; 1935 : 84 millions); les peaux et diverses pelleteries brutes ont baissé davantage, passant du maximum de 266 millions au chiffre de 9 millions en 1934.

Il faut signaler les importations des divers produits obtenus par distillation du goudron de houille, qui ont une tendance à la hausse, soit en valeur : 70 millions actuellement, soit en volume.

Pour la Grande-Bretagne, nos diverses branches d'importation ont évolué sensiblement parallèlement; ce pays nous envoie surtout des matières industrielles et principalement de la houille, mais l'industrie anglaise a su conserver une place avantageuse, car ce sont les objets fabriqués qui ont été proportionnellement le moins réduits dans ces importations; la valeur globale n'a diminué que de moitié, alors que dans l'ensemble notre commerce d'importation était réduit des trois quarts.

UNION BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Nos achats en Belgique ont augmenté de 1927 à 1930, puis après ils se ressentent de la crise et suivent la baisse générale jusqu'en 1935. Nous importons surtout de la houille, de la laine, du cuivre et du lin.

Comme pour la Grande-Bretagne, c'est la houille qui constitue le principal de nos importations avec un maximum de 728 millions en 1930 et un minimum de 351 millions en 1935, soit une réduction de 50 %; les autres articles ont subi de plus fortes réductions, notamment la laine que nous avons importée seulement pour 38 millions en 1934, au lieu de 417 millions en 1930, le lin, 40 millions, au lieu de 234 en 1928.

Le cuivre, par contre, a toujours été importé en quantité croissante, ce qui compensait sa diminution de valeur; en 1935, nous en avons reçu 544.934 quintaux pour la valeur de 135 millions. Enfin, nous remarquons encore qu'avant la crise nous importions des pierres précieuses pour 547 millions et maintenant pour 50 millions à peine.

L'ALLEMAGNE

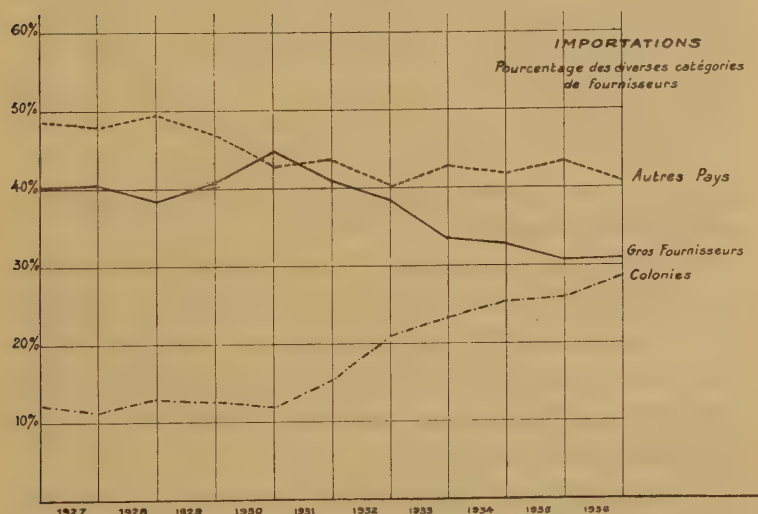
Jusqu'en 1931, nous avons importé beaucoup de chez elle; de 1927 à 1930, elle double presque ses envois, qui passent de 4.204 millions à 7.906 millions. Mais en 1932, chute brusque de près de 3 milliards, qui provient surtout des bestiaux, des bois, des produits chimiques, des voitures automobiles, des embarcations et d'un peu tous les articles, mais principalement de ceux des industries métallurgiques; à partir de cette date, les réductions se font beaucoup plus lentes et régulières. Aujourd'hui, l'Allemagne reste principalement notre fournisseur pour la houille : nous en importons encore pour 620 millions en 1935, au lieu de 1.552 en 1927; pour les machines motrices, 234 millions au lieu d'un milliard en 1929 et, pour les ouvrages en métaux, 134 millions; tous les autres envois ont été réduits dans des proportions de 5 à 1. L'Allemagne nous fournit encore beaucoup de produits chimiques (63 millions) et des outils et pièces détachées de machines (71 millions en 1935).

Dans l'ensemble de notre commerce d'importation avec l'Allemagne, celle-ci a cherché à nous envoyer de plus en plus d'objets fabriqués, mais par contre,

sauf la houille, tous les autres envois ont été considérablement réduits.

Les quatre pays de ce groupe de gros fournisseurs donnent l'aspect général de notre commerce d'importation : les Etats-Unis et la Grande-Bretagne enregistrent surtout nos achats de matières premières et, par contre, c'est l'Allemagne qui a une place prépondérante dans la fabrication des produits industriels que nous laissons pénétrer. Mais depuis 1927 et surtout depuis 1934, nos colonies prennent une place importante dans notre commerce et notre étude serait incomplète si nous ne considérions maintenant quelques-unes des principales de nos possessions d'outre-mer.

IV. — LES COLONIES.



Actuellement, la question coloniale se pose brutalement pour les pays civilisés, en raison des réservoirs

de matières premières qu'elles constituent. La France n'a semblé s'apercevoir qu'elle avait des colonies aux richesses multiples et variées que très tard; en 1913, elle ne tirait qu'une proportion infime de ses importations des colonies, 8,14 %, à peine le dixième, après guerre, dans la période d'euphorie et de facilité du commerce, nos colonies sont négligées de la même façon, et il a fallu l'arrivée de la crise pour que nous puissions nous apercevoir que nos colonies étaient très riches en matières premières et qu'elles étaient en droit de trouver des débouchés dans la métropole pour leurs produits. Comme le commerce florissant d'une colonie ne peut qu'influer favorablement sur l'équilibre de son budget et comme, en fin de compte, la métropole se ressent toujours du déficit des finances de ses colonies, il était normal que nous favorisions l'entrée en France de produits coloniaux plutôt que celle de produits étrangers.

En 1930, nous n'importons encore de nos colonies que 12,5 % du total de nos importations; mais à partir de cette année cette proportion va croître assez rapidement et régulièrement.

En 1932, la proportion d'importations coloniales passe à 21,38 %; elle continue à croître jusqu'en 1936, où elle atteint 28,5 %, soit près du tiers des produits que nous importons et soit la même proportion sensiblement que les produits importés de nos quatre plus gros fournisseurs étrangers.

Nos colonies sont dispersées à travers le monde entier et nous fournissent des produits très divers, mais les unes, comme l'Algérie, se distinguent par l'importance des produits qu'elles nous envoient, et cela grâce

à leur proximité de la métropole; d'autres, comme l'Indo-Chine, par la richesse de leur sol; d'autres, enfin, par le caractère exotique de leurs produits, dû à leur climat tropical.

L'ALGÉRIE

En 1927, elle importait chez nous pour 2.554 millions et venait au cinquième rang de nos fournisseurs; jusqu'en 1931, elle a développé son commerce pour arriver au chiffre de 3.428 millions d'importations et, à partir de cette année, ses envois dans la métropole baissent, mais assez lentement et en tous cas beaucoup moins que ceux de la plupart des autres pays étrangers, puisqu'en 1935 où elle touche le fond de la baisse, ses importations se chiffrent à 2.330 millions, ce qui la maintient au premier rang de nos fournisseurs, rang qu'elle a atteint depuis 1933. En 1936, ses importations augmentent de nouveau et s'élèvent à 2.840 millions.

Le principal chapitre de nos importations d'Algérie est celui des vins, quoique la France soit le premier pays vinicole du monde et qu'elle en produise assez pour sa consommation et même pour l'exportation; il faut croire qu'en Algérie on le produit à meilleur marché puisqu'en 1927 le total des vins algériens importés en France s'élève à 7 millions d'hectolitres pour une valeur de 1.526 millions. En 1934, nous recevons même jusqu'à 15 millions d'hectolitres, mais le prix a déjà considérablement baissé à cette époque, et c'est en 1931 que l'Algérie retire le plus gros profit de cet article, avec 2.386 millions. En 1936, nouvelle augmentation; dans les neuf premiers mois, les envois se chif-

fraient à plus d'un milliard, en hausse sur 1935. Les eaux-de-vie constituaient aussi un poste important de nos importations : au maximum, 201 millions en 1932 et encore 152 millions en 1935. Parmi les autres chapitres importants, signalons les céréales : 134 millions en 1927, 502 en 1930 et encore 275 en 1935; d'ailleurs, le chiffre varie d'après les récoltes françaises. Remarquons aussi l'importation des bestiaux qui s'est maintenue depuis 1927 entre 110 et 130 millions, sauf deux poussées en 1930 (258 millions) et en 1931 (151 millions) et l'importation de fruits de table qui, en 1935, atteint le chiffre de 138 millions.

L'Algérie, qui est pourtant la plus développée de nos colonies, importe chez nous des produits alimentaires pour les neuf dixièmes de ses importations totales; quoique politiquement rattachés à la métropole, nos trois départements algériens conservent bien économiquement leur caractère colonial, puisqu'ils nous fournissent à peu près uniquement des matières premières; c'est de là d'ailleurs que vient le développement de leur commerce avec la France, car s'ils trouvent de nombreux débouchés pour leurs produits chez nous, ils deviendront en échange des clients fidèles pour les produits fabriqués dont ils ont besoin.

L'INDOCHINE

Les importations d'Indo-Chine en France suivent une marche inverse de celles d'Algérie; parties d'un total de 631 millions en 1927 et 710 millions en 1928, elles baissèrent jusqu'en 1931, puis se remettent à progresser dès 1932, pour arriver, en 1934, à un chiffre un peu inférieur à celui de 1927, soit 613 millions; enfin,

en 1936, elles feront un saut énorme en passant à 1.050 millions.

Quelles matières l'Indo-Chine nous envoie-t-elle principalement? D'abord, du riz : 272 millions en 1927, soit plus du tiers de ses importations dans la métropole et plus des deux tiers de la quantité totale de riz importé en France, ce chiffre a été légèrement augmenté en 1928 (334 millions) et, en 1935, il se maintient encore à 205 millions, représentant alors les neuf dixièmes des importations françaises en riz. En 1936, nos importations seront beaucoup plus importantes, puisque pour les 9 premiers mois elles se chiffrent déjà à 300 millions.

Nous importons aussi d'Indo-Chine une quantité considérable de céréales, surtout à partir de 1933, pour 190 millions, et en 1934 et 1935, pour 219 et 209 millions; de la houille en quantité croissante chaque année, en 1935, 45 millions; du caoutchouc également : en 1927, les importations s'élevaient à 107 millions, mais elles ont fortement baissé et tendent à croître de nouveau en 1935 (36 millions).

Le caractère colonial se rencontre facilement aussi dans l'ensemble de notre commerce d'importation d'Indo-Chine, des matières premières presque uniquement ou des produits alimentaires; c'est pour cette raison que l'Indo-Chine a pu maintenir ses importations en France pendant la crise et qu'elle tend à les développer fortement aujourd'hui.

L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Cette colonie est éloignée de la métropole, son sol n'est pas spécialement fertile et son sous-sol ne con-

tient pas de gisements miniers en quantité, mais grâce à sa situation géographique et à son climat, elle peut nous procurer des produits exotiques que l'on ne trouve pas n'importe où ailleurs.

La crise s'est fait sentir dans les importations que nous avons tirées de l'A. O. F. puisqu'en 1927 elles s'élevaient à 848 millions et qu'en 1932 elles sont tombées à 329 millions; à partir de cette année, elles se relèvent assez rapidement et, en 1936, elles atteignent le chiffre le plus élevé qu'elles aient jamais enregistré avec 938 millions. Le produit principal que nous fournit l'A. O. F. consiste en graines et fruits oléagineux; à eux seuls, ils entrent pour plus de moitié dans le chiffre de nos importations : 597 millions en 1927 pour 3 millions de quintaux; en 1932, les quantités et les valeurs ont baissé dans de fortes proportions : 201 millions de francs seulement, mais redressement rapide ensuite, puisqu'en 1934 nous en importons plus de 5 millions de quintaux pour 360 millions et, en 1935, une quantité un peu moindre, mais pour une valeur accrue : 470 millions. En second lieu vient le cacao, 84 millions au maximum en 1927; baisse continue jusqu'en 1934 : 41 millions; en 1935, léger redressement : 42 millions et, en 1936, redressement plus accentué. Nous noterons encore les importations de bois exotiques, de fruits, de café, d'huiles végétales et de cire, qui ont subi les fluctuations d'ensemble.

Il est remarquable que dans ces principaux chapitres d'importations ne figurent que des produits de la terre.

Dans l'ensemble de notre commerce colonial, une tendance se dégage très nettement : c'est la résistance à la diminution des échanges entre la métropole et les

colonies; il est bien certain que la crise s'est fait sentir et par la diminution des prix des matières importées et par la diminution de leur volume, mais il est remarquable que tandis que nos importations générales baissaient de 58 milliards à 21 milliards, celles que nous tirions de nos colonies baissaient très peu, puisqu'en 1927 nous importions de nos colonies pour 6.059 millions, en 1932 pour 6.187 millions et, en 1935, pour 5.383 millions. Le développement intense de nos rapports commerciaux avec nos colonies nous a permis de parer en grande partie à la dépression de la crise. Malgré tous ces efforts, il semble bien que nous ne tirions pas encore de nos colonies tout ce qu'elles peuvent nous donner : en 1936, nous importons pour 2.148 millions de produits exotiques et, sur ce total, 1.274 viennent seulement de nos colonies; or, étant donné la répartition géographique de ses colonies, la France doit arriver, pour ces produits exclusivement exotiques, à se fournir à peu près uniquement auprès d'elles : cela demandera peut-être du temps et un développement intensif de ces pays, mais certainement, dans cette voie, la France doit accroître ses importations coloniales.

En 1936, une amélioration sensible se constate, puisque ces importations augmentent de près de 2 milliards par rapport à 1935, atteignant le chiffre de 7.250 millions; ce progrès doit continuer et s'affirmer.

B. — EXPORTATIONS

De même que pour les importations nous avons des fournisseurs attirés, de même pour les exportations nous possédons des clients habituels.

Les raisons qui nous poussent à nous procurer les produits dont nous avons besoin chez nos voisins, inciteront de même ces voisins à se fournir chez nous pour ce qui leur manque, surtout actuellement où les barrières douanières et les contingentements sont si nombreux et si étroits que, pour vendre dans un pays, il faut être son client et lui acheter les produits qu'il exporte. Malgré cet enchaînement et cette relation nécessaire aujourd'hui entre exportations et importations, les grandes classes que nous avons distinguées chez nos fournisseurs ne se retrouvent pas identiquement les mêmes chez nos clients : les Etats-Unis, qui comptent comme gros fournisseurs, sont des clients médiocres et de second plan.

Nous distinguerons une première catégorie de clients importants comprenant :

La Grande-Bretagne, l'Union Belgo-Luxembourgeoise, l'Allemagne.

L'ensemble des autres pays où l'on remarque spécialement les Etats-Unis, la Suisse, l'Italie, les Pays-Bas et la République Argentine, ont fait chez nous des achats qui ont varié normalement avec la crise et la baisse des prix.

Nous étudierons aussi, dans un paragraphe particulier, les exportations que nous expédions dans nos colonies, avec l'Algérie qui vient en tête.

Le mouvement général de nos exportations se retrouvera dans la plupart des commerces particuliers que nous entretenons avec les différents pays : baisse prolongée de 1927 à 1936, plus rapide de 1930 à 1932, puis plus ralentie ensuite, mais dont nous n'entrevoions pas encore la fin.

Actuellement, les exportations de la France se répartissent entre trois groupes de pays en proportions sensiblement égales : le tiers de nos exportations vont à nos gros clients, un autre tiers à nos colonies et le dernier tiers au reste des autres pays.

Depuis 1927, la part prise par nos gros clients et par l'ensemble des autres pays a peu varié, tendance à une baisse continue, sauf une reprise assez forte en 1936; cette part passe d'un pourcentage de 42 % à 29 % en 1935 pour les gros clients, et de 43 % à 32 % pour les autres pays, leur diversité et leur nombre permettant aux baisses plus accentuées des uns d'être compensées par la hausse des autres.

Mais nos colonies ont pris une place de plus en plus importante puisqu'en 1927 elles n'intervenaient que pour 15 % de nos exportations, tandis qu'en 1936 elles atteignent la proportion de plus de 33 %; l'importance relative de leur commerce s'est surtout accrue pendant les années 1931 et 1932.

I. — LES CLIENTS IMPORTANTS.

LA GRANDE-BRETAGNE

De 10.190 millions en 1927, nos exportations sont tombées, en 1934, à 1.543 millions pour se relever un peu aujourd'hui à 1.912 millions.

Nos exportations en Grande-Bretagne portent pour une grande part sur les objets fabriqués et pour une très faible proportion sur les denrées alimentaires. Pour ces objets fabriqués, nous constatons une régression constante : les tissus de toutes sortes que nous exportons pour une valeur de 2.260 millions en 1927, ne sont plus expédiés que pour 250 millions en 1934. La même régression s'observe pour les vêtements et les articles confectionnés, qui tombent de 787 millions en 1929 à 24 millions en 1934 et 20 millions en 1935. Les perles constituaient une proportion importante de nos exportations en 1927 : 1.296 millions; aujourd'hui ce chiffre est tombé à 35 millions.

En 1932, nous notons une restriction considérable des exportations de denrées alimentaires; les céréales passent de 332 millions à 14 millions, les fruits de table de 191 millions à 77 millions, les vins de 226 millions à 80; après cette chute, les exportations varieront dans des proportions beaucoup moins considérables.

Comme matières premières, un seul article important : les fers et aciers; nous en exportons pour 618 millions en 1927, et maintenant seulement pour une centaine de millions.

Parmi les autres postes intéressants de notre exportation vers la Grande-Bretagne, citons la laine et ses déchets, les eaux-de-vie, les pierres gemmes et les peaux préparées.

Le mouvement général de ces exportations suit surtout celui des objets fabriqués, car l'Angleterre trouve sur son sol ou reçoit de ses colonies la plupart des matières premières qui lui sont nécessaires. Ce sont en grande partie des objets de luxe que nous exportons

outre-Manche; c'est ce qui explique la baisse considérable de nos envois en Grande-Bretagne. Il faut d'ailleurs noter qu'à partir de 1935, et aujourd'hui encore, un mouvement de reprise se dessine.

UNION BELGO-LUXEMBOURGEOISE

Nos exportations vers cette union douanière n'ont jamais atteint des valeurs aussi élevées que pour la Grande-Bretagne; mais, par contre, elles ne sont jamais tombées aussi bas; notre commerce avec la Belgique est plus stable; parti de 7.584 millions en 1927, il se maintient à peu près égal jusqu'en 1929, puis une chute verticale de 2 milliards en 1930 et en 1931, de 1 milliard en 1932 se produit; ensuite la baisse se continue beaucoup plus lente jusqu'en 1935, pour laisser place à une très légère hausse en 1936 : 1.857 millions, soit le quart du chiffre de 1927.

Nos exportations sont constituées surtout par des objets fabriqués : des fils de lin, de coton ou de laine : 686 millions en 1927, 105 millions seulement aujourd'hui; des tissus, 475 millions en 1927, 60 en 1935: les ouvrages en métaux sont passés de même de 315 millions à 33 millions; les expéditions d'automobiles tombent de 191 millions à 53.

Mais nous n'exportons pas uniquement des objets fabriqués; les laines et leurs déchets, que nous envoyons jusqu'à 753 millions en 1927, sont tombés à 159 en 1934; le lin passe de 200 millions à 47 en 1934. Nous exportons aussi de la houille pour 225 millions, des fers et des aciers pour 512 millions, divers minerais pour 302 millions, et ces chiffres sont tombés respectivement à 22, 67 et 210 millions. Très peu de

denrées alimentaires pour la Belgique; un seul article important : les vins, que nous avons exportés pour 203 millions en 1929 et que nous n'exportons plus maintenant que pour 46 millions. Les réductions portent surtout sur les produits textiles; cependant nos produits métallurgiques sont aussi touchés. Malgré ces fluctuations assez considérables, il est remarquable que la Belgique se tienne toujours au deuxième ou troisième rang de nos clients; tantôt elle s'est laissé dépasser par l'Allemagne et l'Angleterre, tantôt — comme aujourd'hui — par l'Algérie et l'Angleterre, mais elle nous offre presque toujours les mêmes débouchés en tenant compte toutefois de la réduction du commerce mondial : nos exportations totales se sont réduites environ au quart; de même la part de la Belgique s'est réduite au quart; il est vrai que nous achetons beaucoup chez elle et en contre-partie, il est normal qu'elle maintienne ses achats en France.

L'ALLEMAGNE

L'évolution de nos exportations vers l'Allemagne n'est pas la même que celle enregistrée pour les autres pays. C'est qu'avec elle nous avons essayé une quantité de systèmes douaniers ou de contingentements, nous avons même essayé de créer un office commercial qui n'a pas donné de résultats très satisfaisants.

Aujourd'hui, l'Allemagne se distingue par une économie fermée rigoureuse; elle veut bien acheter des marchandises au dehors, mais elle ne veut pas les régler en monnaie; elle consent uniquement à les payer avec d'autres marchandises qu'elle exporte : de là vient la réduction considérable de nos échanges avec elle,

surtout dans ces dernières années. Nos exportations en 1927 s'élevaient à 6.552 millions; elles ont baissé régulièrement chaque année, et dans de fortes proportions, jusqu'en 1932 où elles étaient tombées à 1.690 millions. En 1933 et 1934, nous reprenons quelque avantage et nos exportations remontent à 1.980 millions; mais à partir de 1935, rechute grave de 1 milliard et, en 1936, nous atteignons un minimum bien faible de 667 millions, car ne trouvant pas le moyen de faire payer nos créances commerciales sur l'Allemagne, nous sommes réduits à restreindre considérablement nos envois.

En 1927, nous exportons surtout des fils et des tissus pour 925 et 577 millions. En 1935 ces articles étaient réduits à 67 et 3 millions. Nous exportons aussi une quantité considérable d'outils et d'ouvrages en métaux; 255 millions en 1927, aujourd'hui 15 millions; les voitures automobiles tombent de même de 91 millions à 15 millions.

Comme denrées alimentaires, nous avons envoyé jusqu'à 266 milliers d'hectolitres de vins pour 122 millions; en 1934, nous n'en exportons déjà plus que pour 46 millions et aujourd'hui pour des valeurs infimes.

Même les fers et aciers, que l'Allemagne utilise pourtant en quantités considérables pour son réarmement, ne pénètrent plus que très peu chez elle : de 788 millions en 1927, ils sont tombés à 98 millions en 1935, après avoir marqué une brusque hausse en 1934 à 581 millions. Les divers minerais exportés pour 139 millions en 1928, ne comptent plus que pour 79 millions en 1934; en 1935, ils marquent aussi un gonflement sans lendemain avec 173 millions. Les peaux et les

laines, que nous exportions pour 252 et 522 millions, sont passées à 79 et 117 millions.

C'est certainement avec l'Allemagne que nous avons enregistré le plus de déboires au point de vue de nos exportations; après avoir essayé en vain plusieurs accords différents nous avons échoué partout et, aujourd'hui, nous exportons le dixième de ce que nous exportions en 1927.

II. — LES CLIENTS MOYENS.

LES ÉTATS-UNIS

Les Etats-Unis, grâce à la richesse de leur pays soit au point de vue matières premières, soit au point de vue industriel, trouvent des clients un peu partout et même en Europe dans des pays très industrialisés; mais, par contre, ils se suffisent en grande partie à eux-mêmes et ils sont mauvais clients pour l'Europe. La France a toujours eu une balance déficitaire vis-à-vis des Etats-Unis : nos exportations ont décliné régulièrement depuis 1927, où elles s'élevaient à 3.610 millions, jusqu'en 1935, où elles se réduisent à 717 millions. En 1936, nous constatons une reprise de plus de 100 millions, avec 877 millions d'exportations.

Nous exportons aux Etats-Unis des objets fabriqués; ce sont surtout des tissus pour 747 millions en 1927 et 149 millions en 1935, des vêtements : 187 millions en 1930 et 21 en 1935. En dehors de ces articles, nous avons exporté aussi des peaux pour 228 millions en 1928, pour 56 millions en 1934; c'est la dépression maximum et, en 1935, nous remontons à 74 millions.

Les papiers tiennent aussi une certaine place; ils tombent de 127 millions à 57, et les ouvrages en peaux de 201 millions en 1929 à 16 en 1935. Un article d'exportation assez original prit une certaine extension en 1928, 1929 et 1930 : ce fut celui des objets de collection; nous en avons exporté jusqu'à 154 millions, mais la crise a ramené ce chiffre à 16 millions en 1935.

Par contre, à partir de 1933, nous exportons du vin : 33 millions, 112 en 1934 et 46 en 1935.

En résumé, les exportations que nous expédions aux Etats-Unis se réduisent à peu près uniquement en des objets fabriqués; il est d'ailleurs à remarquer que nos débouchés aux Etats-Unis ont été réduits au quart de ce qu'elles étaient, tout comme le montant total de nos exportations d'objets fabriqués.

LA SUISSE

Vis-à-vis de notre commerce extérieur, elle tient un rôle inverse de celui des Etats-Unis; elle exporte relativement peu chez nous; par contre, elle importe beaucoup de nos produits; malgré sa population peu importante, elle tient la cinquième place parmi nos clients. En 1927, elle nous achetait pour 3.424 millions, aujourd'hui, pour 971 millions. Nos exportations dans ce pays diminuent régulièrement de 1927 à 1936.

Nous exportons de la houille pour 275 millions en 1929 et 77 millions en 1935; c'est là notre principale matière d'exportation; les fers et les aciers ont diminué de même de 184 millions à 67 millions en 1935.

La soie et les bourres de soie, la laine et ses déchets constituent également des postes importants dans nos exportations : 110 millions et 195 millions en 1927,

puis minimum en 1933 et relèvement en 1934 et 1935, pour arriver à 43 et 24 millions. Comme objets fabriqués, ce sont toujours des tissus de toutes sortes qui occupent la place principale : 513 millions en 1927, 679 en 1928, et 66 millions seulement en 1935 ; les fils de coton, de laine et de soie ont subi la baisse, mais moins fortement, passant de 302 à 70 millions en 1935. Les vins que nous exportons ont mieux résisté à la crise, leurs envois n'ont guère été réduits que de moitié, de 70 millions à 32 millions en 1935. Signalons encore les exportations d'automobiles : 31 millions en 1935, au lieu de 145 millions, et les ouvrages en caoutchouc : 13 millions au lieu de 118.

L'ITALIE

Jusqu'en 1932, l'Italie se tenait, avec une remarquable continuité, au septième rang de nos clients ; mais à cette date elle est tombée au dixième rang, se laissant dépasser notamment par les Pays-Bas ; en 1935, elle était remontée au septième rang, lorsque les sanctions au sujet de la guerre éthiopienne la reléguèrent au dix-septième rang, avec un chiffre de 137 millions pour les exportations que nous lui envoyions.

Normalement, de 1927 à 1929, elle nous avait acheté des produits pour une valeur croissante de 2.063 millions à 2.209, puis après c'est la baisse assez rapide, surtout en 1930 et 1931 ; en 1934, elle n'était plus notre cliente que pour 552 millions et, en 1935, elle remontait à 596 millions, quand les sanctions arrivèrent.

L'Italie nous achetait surtout des fers et des aciers : 178 millions en 1927, minimum en 1932 avec 63 millions et reprise en 1935 jusqu'à 124 millions. Elle im-

portait aussi de la houille pour 122 millions en 1927 et 29 millions seulement en 1935. La diminution a porté également sur les laines : 163 millions à 28 millions, et sur les perles fines qu'elle nous achetait pour 177 millions en 1927.

1936 est une année tout à fait anormale pour notre commerce avec l'Italie; peut-être dans la suite retrouverons-nous des débouchés plus larges dans ce pays voisin.

LES PAYS-BAS

De 1.802 millions en 1927, nos exportations sont tombées à 459 millions en 1936. Nous exportons surtout des produits chimiques, et ils ont assez bien résisté à la crise, ne baissant que de 100 millions à 50 millions en 1934. La baisse a surtout porté sur nos exportations de pierres, de tissus et de lingerie. Aujourd'hui les Pays-Bas tiennent la huitième place parmi nos clients.

LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Nos exportations sont passées de 1.147 millions en 1928 à 315 en 1935, soit une réduction d'un peu plus des deux tiers; elles remontent à 389 millions en 1936. Nos envois se composent en grande partie de tissus de toutes sortes : 474 millions en 1928 et 39 millions en 1935. Nous exportons aussi en Argentine des fers et des aciers, des poudres et des munitions.

III. — LES PETITS CLIENTS.

Pour chacun d'eux, la diminution de nos articles d'exportation année par année n'est pas très importante vis-à-vis de l'ensemble de nos exportations; ils

présentent tous sensiblement le même graphique : baisse prolongée qui part de 1927 ou 1928 et se prolonge jusqu'en 1936; quelques-uns cependant semblent marquer une reprise en 1936, comme le Brésil, la Pologne, la Suède et la Tchécoslovaquie. Cette reprise durera-t-elle? En tous cas, nos petits clients se sont montrés plus stables que les grands pays comme l'Allemagne ou l'Angleterre; la baisse n'est chez eux que des trois quarts ou même des deux tiers, alors que pour l'Allemagne elle est des neuf dixièmes et, pour l'Angleterre, des quatre cinquièmes.

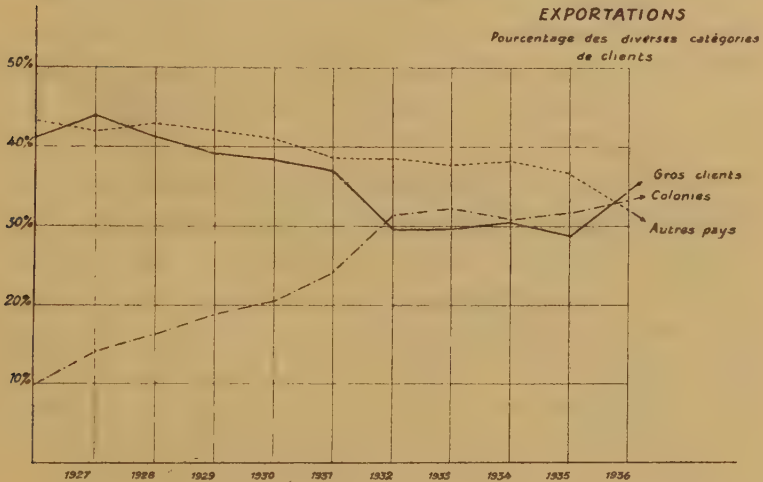
Jusqu'en 1932, même en volume, ces petits clients nous ont acheté autant de produits qu'en 1927; ce n'est qu'à la suite de la longueur de la dépression économique qu'ils ont été obligés de réduire leurs achats, accentuant ainsi le marasme de notre commerce extérieur.

Heureusement que nous avons nos colonies chez lesquelles nous avons essayé, dans la suite, de placer plus de produits pour compenser la déficience des autres pays, mais elles n'ont pu le faire complètement.

IV. — LES COLONIES.

Plus encore que pour nos importations, nos colonies tendent à prendre une place prépondérante dans nos exportations. Sans vouloir revenir à une politique coloniale périmée, obligeant les colonies à se fournir nécessairement dans la métropole pour tous les produits que celle-ci fabrique, le développement de l'autarchie économique a poussé la France à se replier sur elle-même et sur son empire colonial. Gros producteurs

d'objets fabriqués, nous devons trouver des débouchés naturels dans nos possessions d'outre-mer. Ce ne sont toutefois pas les pays les plus arriérés qui seront nos meilleurs clients, car il ne suffit pas d'avoir des besoins nombreux et multiples, il faut encore avoir de quoi les satisfaire. Mais aujourd'hui surtout où les exportations dépendent étroitement des importations, nos



colonies trouvant plus de facilités à écouler leurs produits dans la métropole, pourront, en échange, devenir meilleures clientes.

Sauf une légère baisse en 1934, le pourcentage de nos exportations aux colonies n'a cessé de croître de 1927 à 1936, mais surtout à partir de 1930, où ce pourcentage monte de 20 %, pour arriver à 31 % en 1932; depuis, cette proportion reste sensiblement la même; elle aboutit en 1936 à 33,4 %. En valeur absolue, nos exportations totales vers nos colonies se sont élevées

en 1927 à 8.184 millions, en 1931 elles étaient encore de 7.162 millions; à partir de cette année, elles baissent plus fortement et tombent au minimum de 4.891 millions en 1935. En 1936, nos exportations marquent une légère reprise et remontent à 5.159 millions.

Ainsi, les efforts dépensés pour intensifier les exportations de la France vers ses colonies n'auront pu empêcher complètement l'effet de la crise, mais ils auront tout de même abouti à un résultat appréciable, puisque des exportations n'ont même pas baissé de moitié tandis que nos exportations totales ont été diminuées des trois quarts.

Comme pour les importations, nous étudions en particulier l'Algérie, l'Indo-Chine et l'Afrique Occidentale comme représentant chacun un type de colonie bien déterminé; cependant, les exportations présentent beaucoup moins de diversités; ce sont surtout des objets fabriqués que nous envoyons partout. Nous ferons remarquer aussi que les trois colonies envisagées ne sont pas nos trois plus importants clients coloniaux; l'A. O. F. ne vient qu'au cinquième rang, se laissant distancer par la Tunisie et le Maroc; mais ces deux derniers pays, qui nous ont acheté respectivement en 1936 pour 610 millions et 383 millions, présentent les mêmes caractéristiques économiques que l'Algérie, si leur régime douanier envers la métropole n'est pas le même.

L'ALGÉRIE

En 1927, nous exportons chez elle pour 3.462 millions de produits; jusqu'en 1930 nous n'avons cessé de développer nos envois, qui atteignent à cette date le total de 4.564 millions; mais ensuite nos exporta-

tions diminuent dans d'assez fortes proportions jusqu'en 1935, où elles sont réduites à 2.578 millions; en 1936, reprise à 2.691 millions.

L'Algérie, jusqu'en 1931, absorbe la moitié de nos ventes aux colonies; ses augmentations d'achats compensent les diminutions des autres colonies, mais ce n'est qu'en 1932 que l'Algérie deviendra notre première cliente; en 1929 elle n'occupait encore que la quatrième place, elle en a gagné jusqu'en 1932 et, depuis, elle se maintient en tête avec une belle avance sur la Belgique et la Grande-Bretagne.

Notre grosse source d'exportations réside dans les tissus de toutes sortes, mais spécialement ceux de coton; en 1927, nous en exportons pour plus de 500 millions et, en 1929, pour 650 millions; depuis, ce chiffre a été réduit de plus de moitié et il est tombé à 239 millions en 1935. En 1927, nous exportons pour 151 millions d'automobiles, en 1929 pour 307 et en 1935 pour 108 millions. Les outils et les ouvrages en métaux tiennent une place importante avec 301 millions en 1930 et 132 en 1935. Les machines motrices et à vapeur s'expédiaient pour 214 millions en 1930 et seulement 79 millions en 1935. Nous exportons aussi en Algérie des fers et des aciers; c'est en 1931 que nous en vendons le maximum, en volume et en valeur : 1.760 millions de quintaux pour 154 millions; en 1935 ce chiffre est réduit des trois cinquièmes, à 61 millions.

Nous avons encore vendu des huiles végétales pour 110 millions en 1929 et 84 millions en 1935; cet article s'est bien maintenu. Enfin, les sucres bruts ou raffinés tiennent aussi une certaine place, avec un maximum de 215 millions en 1930 et un minimum de 164 mil-

lions en 1935, soit une diminution du quart seulement.

En résumé, pour ces principaux articles les réductions sont parfois assez légères, par rapport à ce que nous exportions au moment le plus favorable, en 1929 ou 1930; c'est grâce à ces postes assez stables que nous avons pu maintenir le total de nos exportations à un niveau relativement élevé comparativement aux chutes verticales enregistrées dans nos envois aux différents autres pays.

L'INDO-CHINE

L'évolution de nos exportations en Indo-Chine est un peu différente de celle remarquée en Algérie. Le maximum s'observe en 1927, avec 1.075 millions; jusqu'en 1929 ce chiffre se maintient sensiblement, la crise se fait sentir surtout en 1931. Depuis 1932, par contre, le total se maintient entre 430 et 460 millions; en 1936, il se relève légèrement à 467 millions. L'Indo-Chine a suivi exactement la même marche que l'ensemble de nos colonies; nous pourrions l'appeler la colonie-type à ce point de vue.

Ce sont les tissus qui tiennent la première place — et de loin — avec 332 millions en 1927; en 1933, ils passent par leur minimum, avec 130 millions et, en 1934 et 1935, ils ont tendance à se relever. Parmi nos autres envois, nous pouvons citer les fers et aciers, qui tombent de 66 millions en 1929 à 20 millions en 1935; les voitures automobiles : 70 millions en 1928, 10 en 1933, mais relèvement à 23 millions en 1935. Enfin, les outils et ouvrages en métaux tiennent une certaine place avec 83 millions en 1927 et 30 millions en 1935,

ainsi que les machines motrices et à vapeur : 56 millions en 1927 et 14 seulement en 1935.

En somme, sauf les aciers et les fers, ce sont surtout des objets fabriqués que nous envoyons en Indo-Chine qui absorbe ainsi les produits des industries de la métropole.

L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Elle était notre cliente pour 606 millions en 1927; en 1928, elle nous achète des produits pour une valeur de 679 millions; en 1931 ce chiffre s'abaisse fortement à 284 millions; en 1933, minimum à 215 millions puis, ensuite, ce total se relève progressivement jusqu'en 1936, où il atteint 353 millions, soit plus de la moitié du maximum de 1928.

Ce sont encore les tissus qui tiennent la place importante dans nos exportations, et spécialement ceux de coton : 76 millions en 1927, 95 en 1928, 42 en 1933 et, en 1935 : 74 millions, soit sensiblement le chiffre de 1927. Comme objets fabriqués, nous expédions encore des outils et ouvrages en métaux : 48 millions en 1927 et 13 millions en 1934. La réduction de notre commerce est due aussi à la diminution importante des exportations de riz qui sont tombées de 86 millions à 7 millions en 1935.

Les sucres tenaient aussi une certaine place, avec 51 millions en 1928, et ils tombent à 6 millions en 1934.

Les exportations d'automobiles atteignaient 37 millions en 1928, mais dès 1932 elles n'étaient plus que de 7 millions, pour se relever ensuite et atteindre 19 millions en 1935.

En somme, l'A. O. F. nous achète presque exclusivement des objets fabriqués ou des produits d'alimen-

tation ; cela vient des caractéristiques de son climat qui ne lui permet pas de trouver sur son sol tous les objets nécessaires à son entretien et qui empêche de développer des industries sur son sol. Nous devons remarquer toutefois qu'en 1935 et en 1936, ses importations de France se relèvent notablement, en corrélation d'ailleurs avec ses envois dans la métropole ; trouvant des débouchés pour ses produits propres en France, l'A. O. F. y augmente de même ses achats pour satisfaire ses besoins dans une mesure plus large, autant que le lui permettent ses ventes au dehors.

D'une façon plus générale, la plupart de nos colonies se trouvent sensiblement dans la même situation : quand elles ont des débouchés pour leurs produits, elles ont des ressources pour se procurer ce qui leur manque, et ce sont surtout des produits fabriqués. Leur commerce avec la métropole est éloquent à ce sujet, les colonies envoient leurs matières premières ou leurs produits d'alimentation en France et, par contre, elles lui achètent les objets fabriqués dont elles peuvent avoir besoin, ou les produits alimentaires qu'elles ne peuvent récolter sur leur sol.

Ainsi, en 1927, sur 8.184 millions d'achats des colonies en France, les produits d'alimentation comptent pour 1 milliard et demi et les objets fabriqués pour 5.897 millions ; en 1930, on retrouve des proportions semblables : un cinquième pour l'alimentation et trois quarts pour les produits manufacturés.

En 1935, peu de modification dans la répartition : les exportations totales de France aux colonies s'élevant à 5.514 millions, les produits alimentaires comptent pour 1.114 millions et les objets fabriqués pour 3.764

millions. Si nos exportations aux colonies ont baissé par suite de la crise, elles l'ont fait moins que pour les autres pays, car les produits exportés présentaient un caractère plus grand de nécessité que pour les autres clients; en tous cas, nos colonies présentent encore pour nos industries des possibilités de débouchés considérables.

C. — MOUVEMENTS COMPARÉS PAR PAYS DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS

En général, notre commerce envisagé pour chaque pays en particulier, présente sensiblement les mêmes mouvements : nos importations sont légèrement inférieures à nos exportations en 1927, mais tout de suite ce décalage se renverse, car nos exportations, suivant les mouvements de nos exportations d'objets fabriqués, décroissent, tandis que nos importations croissent jusqu'en 1929, parallèlement aux mouvements d'importations de matières premières et de produits alimentaires; ainsi se creuse un déficit dans notre balance commerciale qui ira en s'aggravant jusqu'en 1933. Ce sont surtout l'Allemagne et la Belgique qui sont cause de ce déficit, car tandis que nos exportations dans ces pays baissaient considérablement de 1927 à 1930, nos importations ne cessaient de croître. D'ailleurs, mieux que tout raisonnement, l'état de nos balances commerciales particulières avec les différents pays principaux montre l'évolution qui s'est produite dans notre commerce extérieur : en 1927 ces balances nous étaient

toutes favorables, sauf celles vis-à-vis des Etats-Unis et de l'Argentine; aujourd'hui, c'est le contraire, elles sont presque toutes défavorables.

Pays	1927	1936	Pays	1927	1936
Belgique. .	+ 3 794	+ 212	Tunisie . .	+ 310	+ 74
Angleterre .	+ 3.718	+ 113	Espagne . .	+ 293	— 184
Suisse. . .	+ 2.647	+ 394	A. O. F. . .	— 242	— 585
Allemagne .	+ 2.348	— 1.004	Madagascar.	+ 28	— 121
Algérie . .	+ 908	— 148	Argentine .	— 1.199	— 117
Maroc . . .	+ 561	— 198	Etats-Unis .	— 3 456	— 1.657
Italie . . .	+ 437	— 76	Colonies. .	— 350	— 529
Indo-Chine.	+ 444	— 583	TOTAL .	+ 1.875	— 9.944

(Millions de francs). + : créditrice. — : débitrice.

DEUXIÈME PARTIE

Causes des fluctuations du commerce extérieur français de 1927 à 1936

Pourquoi notre commerce extérieur a-t-il baissé dans de si fortes proportions ? Une des premières réponses qui vient à l'esprit, parce qu'elle est assez simple et qu'elle englobe toutes les autres, et aussi parce qu'elle fut très à la mode : c'est la crise.

C'est une réponse peut-être un peu trop simpliste, parce qu'une crise est un phénomène assez complexe qui lui-même provient de l'action de plusieurs facteurs combinés ; il ne serait même pas tout à fait exagéré de dire que la chute du commerce international est un des facteurs de cette crise ou tout au moins qu'il en est une manifestation intimement liée au phénomène. Certainement la restriction du commerce international, plus accentuée que dans toutes les crises précédentes, a influé sur la durée et sur la profondeur de celle de 1928-1936.

Il faut donc aller chercher les causes directes de la baisse de notre commerce extérieur. Pour notre part, nous distinguerons deux sortes de facteurs déterminants :

Les premiers, les facteurs naturels, indépendants de la volonté humaine, ou qui ne découlent pas directement des mesures prises par les dirigeants des divers pays pendant la période que nous considérons : c'est ainsi que la périodicité des crises observée dans le régime capitaliste où nous vivons résulte indirectement du fait de l'homme, puisqu'en dernière analyse c'est lui qui a organisé et qui dirige l'économie capitaliste, mais on ne peut dire que l'homme ait voulu obtenir ce cycle périodique de crises; il ne fait que subir les inconvénients de l'organisation économique qu'il a établie.

En second lieu, nous étudierons les facteurs humains, ceux qui dérivent de mesures prises récemment par les divers gouvernements, soit par goût personnel, soit par nécessité économique, soit encore comme remèdes ou jugés comme tels.

CHAPITRE PREMIER

Facteurs naturels

Nous pourrions citer tous les facteurs qui ont déterminé la crise : mauvais fonctionnement du régime capitaliste, bouleversements dus à la guerre et dont les conséquences sont encore loin d'être effacées, insatiableté des hommes qui veulent réaliser trop de bénéfices, etc., mais nous nous limitons à trois facteurs plus particuliers qui semblent déterminants et qui ont eu une influence plus directe sur l'évolution du commerce extérieur français. Ce sont :

- 1° La baisse des prix;
 - 2° La variation des besoins;
 - 3° La dénivellation des prix.
-

A. — BAISSÉ DES PRIX

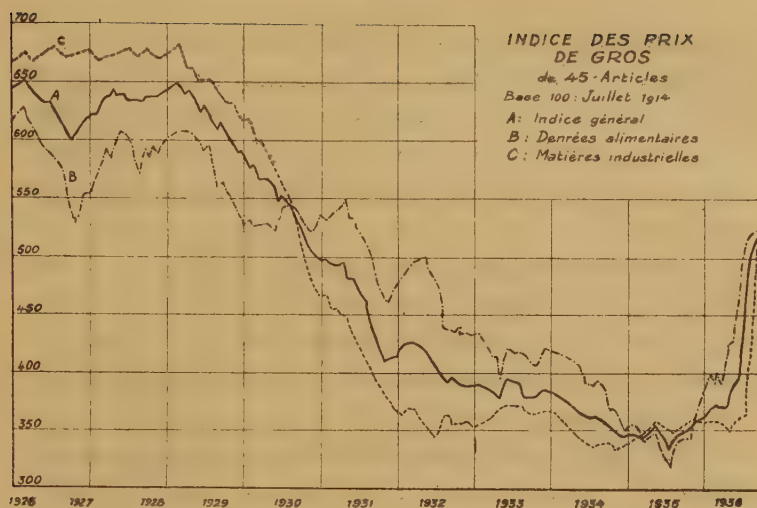
Nous parlerons ici des prix de gros, puisque ce sont eux surtout qui nous intéressent pour les matières entrant dans le commerce extérieur. Or, ces prix de gros sont en baisse dans la plupart des pays depuis 1926 : nous ne disposons d'aucun indice global, synthétique,

qui permette, après les rectifications nécessaires faites, d'exprimer à proprement parler les prix mondiaux. D'autre part, l'évolution des prix de gros n'est pas identique dans tous les pays, et surtout lorsqu'ils sont exprimés en diverses monnaies, dans une période d'instabilité monétaire.

Mais nous pouvons éviter en partie ces deux écueils, et d'abord (1) « en fait le cours de certains grands marchés qui sont précisément ceux, en général, des produits qui entrent dans la composition des indices statistiques, blé, coton, caoutchouc, métaux, laine, etc., continuent à concentrer pour une grande part ou à refléter l'offre et la demande universelles, par exemple les marchés britanniques et ceux de l'Amérique du Nord. »

En second lieu, nous pouvons éviter la seconde difficulté, résultant des diverses fluctuations des monnaies par rapport à l'or, à la suite de dévaluations ou autres manipulations monétaires en suivant l'évolution des prix mondiaux calculés sur la base de l'or. Sous cette réserve, qu'en général les prix or des pays à monnaie dépréciée ou dévaluée sont en général légèrement plus bas que ceux des pays qui ont une monnaie stable par rapport à l'or, comme cela a pu s'observer facilement après la guerre, nous aurons des indices comparables aux différentes époques et dans les principaux pays où se trouvent les grands marchés mondiaux qui nous intéressent.

(1) R. NOGARO. La crise économique dans le monde et en France. Paris, 1936.



1° Les variations en valeur sont influencées par la chute des prix.

C'est ainsi qu'en France, l'indice général des prix-or calculé par la Statistique Générale sur une base 100 en 1913, est passé de 119 en 1926 à 71 en 1935, pour se relever légèrement, seulement en 1936, à 75. En Angleterre, l'indice donné par le Statist tombe de 163 en 1925, à 61 en 1935 et, aux Etats-Unis, l'indice du Bureau of Labor est descendu de 145 en 1926 à 90 en 1935.

Sur des marchés moins importants, nous pourrions constater une baisse analogue; en Hollande, par exemple, l'indice tombe de 148 en 1927, à 76 en 1935 et, en Suisse, où il descend de 145 en 1926 à 90 en 1935.

De 1925 à 1929, la tendance des prix de gros, à travers quelques oscillations, est lentement descendante, mais laisse l'indice aux environs de 140 pour les pays

étrangers et de 130 pour la France, mais en 1929, après le krach de New-York, nous assistons à une descente vertigineuse des prix-or, qui se poursuit jusqu'en 1934 pour les Etats-Unis et jusqu'en 1935 pour les autres pays; la baisse moyenne par rapport à 1927 est de 50 %.

Ce phénomène de baisse des prix de gros bien établi, à la suite de cette observation des indices des prix-or, nous pouvons constater maintenant que les prix de gros évalués en monnaie nationale n'ont pas suivi exactement la même marche; en France, ces prix montent de 1927 jusqu'au début de 1929, leur indice passant de 625 à 634, puis descendent rapidement jusqu'en 1935, où leur indice est de 348, soit une baisse légèrement inférieure à 50 %. Par contre, en Grande-Bretagne, les prix baissent dès 1927; de 138, leur indice tombe à 95 en 1935, soit seulement une diminution de 31 % et, dans la même période, aux Etats-Unis, l'indice baissait de 139 à 95 en 1934, soit de 32 %.

Nous observons donc que les prix de gros, qu'ils soient exprimés en monnaie nationale, ou qu'ils soient exprimés en valeur or, ont baissé dans une proportion variant de 30 à 50 %.

Cette remarque de l'influence de la variation des prix sur les valeurs du commerce n'est pas valable uniquement pour les périodes de baisse; elle se retrouve également dans les périodes de hausse et peut-être avec une intensité plus grande, car les prix marquent une plus grande facilité à monter qu'à descendre : ainsi, à la fin de 1936 et au début de 1937, on a constaté une reprise assez forte de nos importations et une autre beaucoup plus légère pour nos importations; là en-

côre, les variations de prix sont intervenues, puisque les indices des prix de gros en Grande-Bretagne sont passés de 103 à 120 en décembre 1936. Cette hausse a influé sur la valeur de nos importations venant d'Angleterre, et de même les hausses de prix constatées dans les autres pays ont gonflé la valeur de nos importations; car les volumes de ces importations n'ont pas augmenté dans des proportions semblables. Pour les exportations, c'est encore plus remarquable; alors que leur valeur croissait légèrement, leur volume continuait à décroître en 1936, mais de 1935 à février 1937, les prix de gros français montaient brusquement, et leur indice passait de 347 à 516. La reprise qu'on avait montée en épingle ne serait donc due qu'à une hausse vertigineuse des prix qui masquerait en réalité la stagnation, si ce n'est la baisse, de nos exportations. C'est ainsi qu'un professeur de Strasbourg pouvait écrire que « du seul point de vue économique, la reprise française, tardive dans ses origines — comparative-ment aux autres pays, — très relative dans le présent, est encore dans son avenir assez mal assurée » (1).

Ces observations vont nous permettre de disséquer en quelque sorte le commerce extérieur français et de nous rendre compte que l'une des premières causes de la baisse de notre commerce extérieur en valeur est cette chute des prix de gros de 1927 à 1935; elle explique que cette baisse du commerce est apparemment plus forte qu'elle ne le fut en réalité. Pour prendre un exemple concret, nos importations sont tom-

(1) A. PIETTRE. La reprise française. Apparences. Réalité *Revue politique et parlementaire*. 10 mars 1937.

bées de 58 milliards en 1929 à 21 milliards en 1935; mais, comme dans ce même laps de temps, les prix des produits importés baissaient de 30 %, il faudrait, toute autre cause étant laissée de côté, multiplier les valeurs de 1935 par le rapport inverse, pour les comparer utilement avec celles de 1929. C'est ainsi que si les prix n'avaient pas baissé, nos importations en 1935 se seraient élevées à :

$$\frac{21 \times 100}{70}$$

soit 30 milliards.

En réalité donc, nous avons importé, en 1935, la moitié de ce que nous avons importé en 1927, tandis qu'à s'en tenir aux valeurs apparentes nous constatons une baisse des deux tiers.

Pour les exportations, il faudrait rétablir la même proportion, avec cette différence que la monnaie restant stable, les prix de gros français ont baissé de 30 % de 1929 à 1935; au total de 55 milliards de 1927, nous devrions donc comparer celui de $\frac{15 \times 100}{70} = 21$ milliards de 1935, ce qui nous donnerait une diminution d'exportation des trois cinquièmes seulement, au lieu de la différence apparente de plus des trois quarts.

Il y aurait un moyen bien simple, semble-t-il, d'éviter cette difficulté dans la comparaison des valeurs; ce serait de considérer les poids. Outre les objections qui se présentent à l'étude de notre commerce sous cet angle et que nous allons examiner ci-dessous, il im-

porte de faire remarquer qu'en fin de compte ce sont les valeurs qui nous intéressent dans la balance du commerce extérieur; en effet, si nous nous inquiétons relativement peu d'avoir importé des marchandises pour un tonnage global plus fort que nous n'en avons exporté, nous désirons par contre beaucoup que la valeur de nos exportations dépasse celle de nos importations; cette différence se traduira, en effet, par un gain de plus ou moins de milliards qui rentreront en France et viendront alimenter les caisses publiques ou les caisses privées de nos industriels ou de nos commerçants.

Nous ne voudrions pas tomber dans une exagération assez courante, qui consiste à ne considérer que la balance commerciale au point de vue des échanges d'un pays avec l'extérieur; il est certain que cette balance commerciale n'est qu'un élément de la balance des comptes qui, seule, importe finalement; mais il est non moins vrai qu'un pays à très fort déficit commercial aura difficilement et rarement une balance des comptes équilibrée, car c'est sur la balance commerciale qu'on peut agir le plus efficacement pour redresser une balance des comptes défavorable. Et si un déficit commercial léger traduit souvent un état de prospérité et de richesse du pays qui le constate, il a été démontré que ce déficit ne doit pas néanmoins dépasser certaines proportions. Or, le déficit constaté pendant ces dernières années pour la balance du commerce extérieur français a certainement dépassé les limites convenables et a entraîné parallèlement un déficit dans la balance des comptes.

2° Les variations en poids sont imparfaitement comparables.

En dehors de la considération de la balance commerciale, l'étude des variations en poids de notre commerce extérieur peut conduire à des erreurs considérables. Les fluctuations des prix sont éliminées, mais elles sont remplacées par des changements dans la catégorie des marchandises.

D'abord, en ne considérant que le total général annuel du commerce extérieur français, il est évident que les variations de poids donnent des indications très souvent fausses, puisque, dans ce total, rentrent des matières premières souvent très pondéreuses et de peu de valeur et des objets fabriqués de peu de poids et de grande valeur. Ainsi, de 1929 à 1930, nos importations sont tombées de 6 milliards, malgré une augmentation de poids de 1 million et demi de tonnes. Cette baisse était due en partie à la chute des prix, c'est certain, mais aussi au fait que la branche des matières premières avait enregistré une augmentation d'un million et demi de tonnes, tandis que la branche des matières alimentaires baissait de 400.000 tonnes et celle des objets fabriqués augmentait très légèrement.

Nous avons constaté, au cours de la première partie, que les proportions des différentes matières composant notre commerce n'étaient pas restées invariables, puisque nos importations de produits alimentaires, qui intervenaient en 1927 pour un quart du total sont passées à un tiers, à partir de 1931; les matières premières ont suivi une marche inverse, tombant des deux tiers à moitié seulement en 1931. Pour les expor-

tations, les proportions des diverses matières sont restées plus stables, mais il y a tout de même des variations d'année en année, comme en 1935 par exemple, où nos exportations de produits fabriqués baissaient tandis que nos exportations de matières premières étaient en hausse.

Si nous considérons alors chacune des branches du commerce extérieur séparément : matières premières, matières alimentaires et objets fabriqués, nous éliminerons les erreurs les plus grossières dans ce genre, mais nous ne les éliminerons pas toutes, car là aussi il y a des fluctuations dans les proportions des divers produits importés; même dans les matières premières, il rentre des métaux comme le cuivre qui, pour le même poids, ont beaucoup plus de valeur que le coton ou la houille.

Pour la balance commerciale, il est inutile de comparer les poids de nos exportations et de nos importations, car c'est là que nous commettrions le plus d'erreurs, étant donné que nous exportons surtout des objets fabriqués très peu pondéreux, tandis que nous importons principalement des matières premières.

Les indications données par les poids des marchandises importées ne correspondent d'ailleurs pas du tout avec celles données par les valeurs, même rectifiées, en tenant compte de la chute des prix.

C'est ainsi que, de 1930 à 1935, nos importations ont baissé par rapport aux chiffres de 1930 de :

25 % en poids;

65 % en valeur;

50 % en valeur rectifiée.

Nos exportations donneraient de même, de 1928 à 1935, par rapport aux chiffres de 1928, des baisses de :

- 30 % en poids;
- 75 % en valeur;
- 60 % en valeur rectifiée.

Malgré les erreurs que peuvent nous occasionner les comparaisons de poids, elles nous donnent une indication très nette : tout d'abord elles nous montrent que ce n'est qu'à partir de 1931 que nos importations ont baissé réellement et d'une manière importante, et nos exportations à partir de 1929.

De plus, nous pouvons en retirer une autre conclusion, c'est que notre commerce extérieur a baissé beaucoup moins que l'étude des valeurs ne le laisserait supposer; peut-être, la baisse enregistrée dans les poids des marchandises importées et exportées est-elle inférieure à la réalité? Mais même, si elle est par trop réduite, elle indique qu'il faut compter la baisse des prix comme une cause considérable de la baisse de la valeur de notre commerce extérieur.

3° Les fluctuations du commerce sont mieux marquées par les variations des indices en volume.

La Statistique Générale de la France se rendant compte que les variations du tonnage global des marchandises entrées ou sorties sont fortement influencées par les changements qui interviennent dans la distribution du commerce entre les différents produits, et que, d'autre part, les valeurs qui permettent théoriquement d'aboutir à des résultats mieux comparables dépendent à la fois des prix et des quantités, a établi

des indices affranchis dans la mesure du possible des variations des prix et des changements dans la répartition des marchandises.

Ces indices sont susceptibles de représenter plus exactement les fluctuations de l'activité réelle, et c'est pourquoi nous donnons ces indices du volume du commerce comme les plus représentatifs de l'évolution de notre commerce extérieur.

(Voir tableau.)

D'après ces indices, nos importations auraient baissé à partir de 1931, et seulement de 30 %, et nos exportations à partir de 1928, et seulement de 47 %. Nous ferons remarquer que ces indices donnent des indications se rapprochant beaucoup plus de celles données par les fluctuations du tonnage que celles enregistrées dans les variations de valeurs et font ressortir l'influence prépondérante de la chute des prix.

B. — VARIATIONS DES BESOINS

Les diverses branches de nos importations, comme celles de nos exportations, se développent suivant nos besoins et suivant ceux de nos clients; sur une période assez longue, ces besoins s'amplifient, puisque la civilisation tend à donner aux hommes des désirs nouveaux qu'ils tâchent de satisfaire le plus possible; d'ailleurs une preuve éclatante de l'évolution croissante de ces besoins et de leur satisfaction réside dans le fait que l'échange international qui, autrefois, portait sur des valeurs minimes, porte sur d'énormes volumes. Le vo-

VOLUME DU COMMERCE

*Indices indépendants de la variation des prix. S. G. F.
Importations et exportations ajustées : 6 mois. — 1913-1 = 100.*

	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
IMPORTATIONS.										
Alimentation	130	119	131	137	181	163	149	126	116	128
Matières premières . . .	112	119	130	134	118	103	120	107	103	116
Objets fabriqués.	76	105	143	179	165	113	104	97	84	86
TOTAL. . .	109	116	133	143	141	118	123	109	102	113
EXPORTATIONS.										
Alimentation	96	116	111	114	89	74	70	69	77	72
Matières premières. . . .	121	120	116	108	95	73	79	85	82	79
Objets fabriqués.	167	168	169	145	124	95	97	97	82	80
TOTAL. . .	146	148	147	131	112	86	88	90	81	78

lume de ces échanges n'est toutefois pas constamment croissant, il présente des reculs, justement, au moment des crises : dans ces périodes de dépression, ce sont les produits superflus qui sont négligés les premiers, et nous trouvons ici une explication du marasme de nos exportations, puisque la France est exportatrice de produits de luxe, de ceux dont on se prive le plus facilement. « Les produits qui ne sont pas de première nécessité sont, en temps de crise, ceux dont la demande diminue le plus sensiblement et, en même temps, ceux dont l'Etat réglemente le plus sévèrement l'importation. La nature même de nos ventes les rend ainsi plus sensibles aux effets de la crise (1). »

Une autre explication se rencontre aussi dans le fait actuel de l'industrialisation presque universelle et exagérée de la plupart des pays, mais en Europe surtout. « Aussi l'impatience des jeunes nations de transformer elles-mêmes les ressources de leur sol et de subvenir à l'ensemble de leurs besoins a-t-elle été singulièrement favorisée par le cours des événements qui a accéléré et amplifié l'évolution nouvelle. La guerre a conduit les pays neutres à développer très largement leur production pour assurer leur propre consommation, pour subvenir même aux besoins des belligérants ou pour se substituer à eux-mêmes sur les marchés extérieurs. La durée des hostilités et la période de reconstruction qui les a suivies ont prolongé cette situation pendant un certain temps, et les moyens de production créés pour des débouchés temporaires

(1) FILIPPI. — Crise des exportations françaises. Rapport au Conseil National Economique.

par essence ont subsisté. La transformation de l'armature économique des nations a été facilitée dans une très large mesure par la standardisation de l'outillage qui a permis de monter n'importe où, sans main-d'œuvre spécialisée, les fabrications dont la mise au point avait demandé des années d'expérience. Lorsque les difficultés techniques empêchaient la création d'industries purement nationales, les firmes étrangères étaient souvent contraintes, par le caractère prohibitif des droits de douane, d'installer des usines dans les pays où il leur devenait impossible d'exporter. Cette augmentation et, en même temps, cette nouvelle répartition dans le monde, de la capacité de production, a incontestablement limité la possibilité des échanges complémentaires (1). »

Ce concours de circonstances a amené un tel développement de la production, en Europe surtout, que les besoins se sont trouvés largement satisfaits et même trop largement; on a essayé alors de susciter de nouvelles sources de besoins et, à défaut, de stocker les produits de toutes sortes qu'on ne pouvait écouler en prévision des besoins futurs qui étaient ainsi satisfaits d'avance. Cette surproduction généralisée ne trouvant plus de débouchés, il en est résulté une aggravation et une prolongation de la crise qui s'est manifestée dans la réduction considérable du commerce international.

C'est là qu'il faut chercher l'une des principales raisons de la diminution de nos exportations qui, pour les trois cinquièmes, se composent d'objets fabriqués.

(1) M. FILIPPI. — 5 juillet 1935. Rapport ci-dessus cité.

et dont la plupart sont des objets de luxe : ainsi les articles de soie, qui constituaient notre principale branche d'exportation, ont enregistré une réduction des six septièmes dans leurs exportations, de même les tissus de toutes sortes ou encore les automobiles. Toutefois, la crise s'atténue déjà dans certains pays et les conditions économiques paraissent en voie d'amélioration, car si l'industrialisation croissante des pays neufs a pour effet de limiter désormais l'importance des échanges complémentaires, elle est, par contre, de nature à y provoquer un accroissement de l'activité économique en y créant de nouveaux besoins et, par suite, de nouveaux courants d'échanges.

Pour nos importations, il n'en est pas de même, car nous importons peu de produits fabriqués, mais plutôt des matières alimentaires ou des matières premières. Sauf pour les matières nécessaires à l'industrie, ces importations présentent un caractère certain de nécessité et satisfont des besoins réels. Or, en régime normal et dans un pays riche comme la France, les importations dépendent avant tout des besoins qui s'y font sentir : ces besoins peuvent être de différentes sortes et avoir des mobiles divers : la consommation, la production d'objets fabriqués, le stockage et même l'exportation.

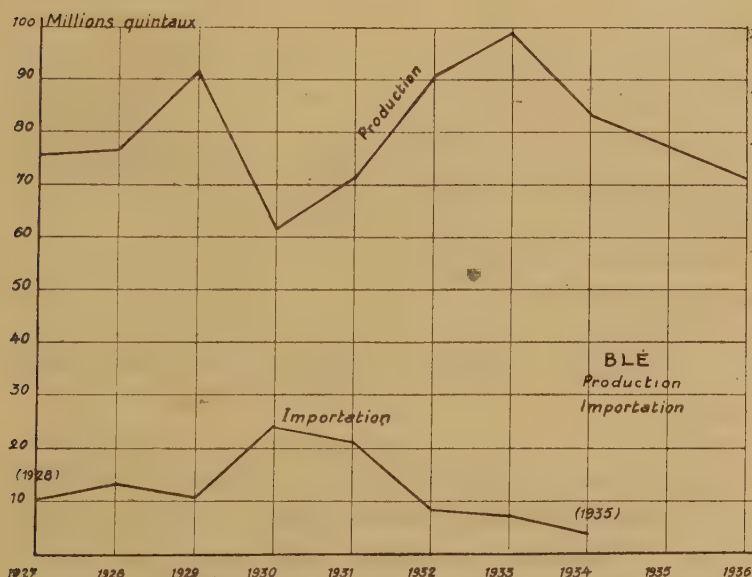
Cette règle se vérifie particulièrement pour les denrées alimentaires et les matières premières ; pour les objets fabriqués, et surtout ceux qui ne sont pas de première nécessité, les besoins sont beaucoup moins impérieux. Ce sont en effet les importations de denrées alimentaires surtout qui présentent un caractère de nécessité, et leur importation devra obligatoirement,

au minimum, compenser la différence entre la production du pays et la consommation de ses habitants. Les importations de matières premières subiront des fluctuations de même genre, mais leur demande est plus élastique, car ici nous trouvons une réaction des exportations sur les importations, puisque, selon nos débouchés, nos industries travailleront plus ou moins et auront besoin de quantités différentes de matières premières.

Or, les différents besoins en France ne sont pas absolument fixes, et invariables : si nous considérons, par exemple, la production du blé, nous constatons que les récoltes sont en général inférieures à la consommation du pays, et suivant l'insuffisance des récoltes, nous importerons plus ou moins de blé étranger.

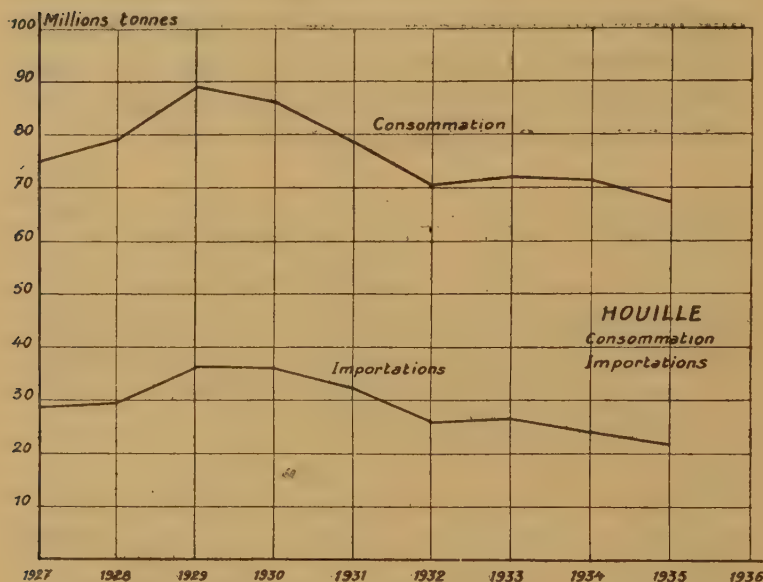
En 1927, la récolte de blé en France est abondante et de bonne qualité (75 millions de quintaux) ; aussi les achats de blé canadien sont fortement réduits. En 1928, la récolte est encore plus abondante, l'importation de blé diminuera. Cette importation, toutefois, ne dépend pas uniquement de la production française, car la consommation elle-même est assez variable ; de plus, nous exportons des céréales, même si nous devons en contre-partie en faire venir plus. Malgré ces influences contraires qui pourraient ramener nos importations à un chiffre sensiblement constant, il n'est pas douteux que l'importance de la récolte française joue un rôle prépondérant : c'est ainsi que si l'on tient compte du fait que la récolte d'une année est généralement consommée l'année suivante et, qu'au chiffre de la récolte de 1927, par exemple, il faut juxtaposer le chiffre d'importation de l'année 1928, on remarque

que les variations des récoltes provoquent des réactions de sens contraire pour les importations : en 1929, particulièrement, à une récolte spécialement mauvaise, avec 62 millions de quintaux, a correspondu, en 1930, une importation élevée de blé de 24 millions de quintaux. Inversement, en 1933, à une récolte abondante de 99 millions de quintaux a correspondu une importation faible de 8 millions de quintaux.



Pour la houille, les mêmes observations peuvent se faire, avec cette différence, toutefois, que la production française est sensiblement constante, et alors, c'est à la consommation — c'est-à-dire aux besoins de notre industrie — que nous comparons les importa-

tions : les deux courbes représentant les fluctuations de la consommation et celle des importations montrent un parallélisme frappant.



En résumé, malgré tous les obstacles qui s'opposent à la satisfaction des besoins, ceux-ci demeurent plus forts et imposent un sens bien déterminé, soit à nos importations, soit à nos exportations. Ils expliquent le déficit accentué de notre balance commerciale : en effet, tandis que nos importations présentent un caractère de nécessité et sont en partie inéluctables, nos exportations, par contre, consistent principalement en produits de luxe dont les étrangers peuvent se passer, soit parce qu'ils sont arrivés à les fabriquer eux-mêmes,

soit parce qu'ils n'ont pas les moyens de se les procurer. Le résultat se trouve dans la diminution très forte de nos exportations, qui a entraîné un déficit de 10 milliards pour notre balance commerciale actuelle.

C. — DÉNIVELLATION DES PRIX

On ne saurait méconnaître l'influence, sur notre commerce extérieur, des mouvements de prix en France, relativement à ceux de l'étranger. De même que la dépréciation du franc et le retard dans l'adaptation de nos prix à l'abaissement de la monnaie avait provoqué le développement exceptionnel de nos ventes à l'étranger jusqu'en 1929, de même la disparité des prix français et des prix mondiaux explique, dans une large mesure, notre position, actuellement défavorable dans la concurrence internationale.

Nous étudierons ce facteur important dans trois paragraphes, en montrant d'abord :

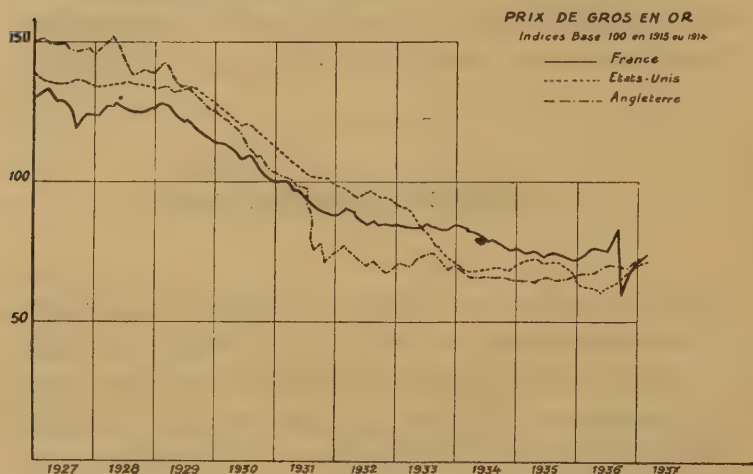
Le fait de la dénivellation des prix, puis en recherchant :

Les causes de cette disparité, et, enfin, en dégageant :

Les conséquences sur notre commerce extérieur et spécialement sur nos exportations.

Ici encore, nous nous occuperons tout spécialement des prix de gros, puisque ce sont eux surtout qui entrent en ligne de compte pour les transactions commerciales que nous envisageons.

I. — LE FAIT DE LA DÉNIVELLATION DES PRIX.



La comparaison des niveaux des prix internationaux peut se faire sur la base des indices ou sur la base des prix absolus.

En comparant les indices des prix de gros, nous constatons que si, de 1920 au début de 1926, les prix français sont nettement inférieurs aux prix anglo-saxons, la discordance atteignant son maximum en 1926, avec un écart de 20 %, cette infériorité sera vite comblée au cours des deux ou trois années suivantes, et se changera même ensuite en une supériorité marquée. L'évolution à partir de 1926 a été de sens contraire à celle observée jusqu'alors, et l'écart entre prix français et prix anglo-saxons, à partir de la dévaluation de la livre en 1931, a été grandissant; le dollar a été dévalué à son tour en 1933 et la France, qui a voulu maintenir à sa monnaie la définition donnée en 1928,

a en vain tenté, dans quelques domaines, un certain effort de déflation; elle est devenue un pays cher : tandis que les indices des prix-or en 1936 sont, en Angleterre de 65, aux Etats-Unis de 69 et au Japon de 55, l'indice des prix français est de 79, soit un décalage de 13 à 30 %.

La Statistique Générale de la France nous donne un autre moyen de comparaison en distinguant l'indice des prix des produits nationaux et celui des produits importés. En 1927 et 1928, ces deux indices sont sensiblement égaux, mais à partir de 1929 une disparité se manifeste qui ira en grandissant jusqu'en 1936; l'indice des produits importés, reflétant la chute brusque des prix mondiaux, est tombé en 1934 à 294, soit une baisse de 50 % par rapport à 1928. En 1935 et 1936, il se relève légèrement à 299 et 307 avant la dévaluation française. Par contre, l'indice des produits nationaux a connu une baisse beaucoup plus lente qui a atteint seulement 40 % en 1935. Cette baisse a été insuffisante pour lui permettre de rejoindre l'indice des produits importés; d'ailleurs, dès le début de 1936, une hausse se manifeste qui est plus marquée pour les produits nationaux que pour les produits importés. De septembre à octobre 1936, l'indice des produits importés passe de 319 à 391, tandis que celui des matières nationales monte seulement de 457 à 486, mais l'atténuation de la différence entre les deux sortes de prix, due à la dévaluation, ne tardera pas à disparaître à la suite des diverses mesures sociales hâtives et du ralentissement de la production constaté en France.

Les conclusions suggérées par un tel examen sont cependant précaires, car les divers indices confrontés

sont établis, selon les pays, sur des bases très différentes. L'indice français des prix de gros, publié par la Statistique Générale de la France comprend 45 articles, tandis que l'indice publié aux Etats-Unis par le Bureau of Labor comprend 550 articles, et celui d'Angleterre du Statist, 45 produits, mais différents de ceux de France. Cependant, si l'on observe les indices partiels qui représentent le mouvement des prix de certains groupes de marchandises, on arrive à des conclusions qui confirment celles obtenues ci-dessus : si les produits alimentaires d'origine végétale ont baissé en France plus qu'aux Etats-Unis, et si le caoutchouc, les textiles et les cuirs présentent des courbes semblables en Amérique et en France, par contre, dans l'ensemble, les prix américains et anglais ont baissé plus que les prix français.

Les indices souffrent d'un vice originel, car ils nécessitent une base commune; d'habitude, on prend l'année 1913-1914 parce qu'on la considère comme année d'équilibre, aussi bien en France qu'en Angleterre ou aux Etats-Unis, mais rien ne prouve que cet équilibre soit rigoureux. La véritable méthode pour comparer les prix de pays à pays consisterait à observer les prix absolus d'un certain nombre de denrées caractéristiques; la difficulté est de trouver des listes de prix de marchandises comparables.

L'Institut International de Statistique publie chaque trimestre une liste mondiale des prix de gros; la Statistique Générale, dans son bulletin, donne une liste analogue. De l'utilisation de ces deux sources et de la comparaison de 34 articles en France, en Angleterre et aux Etats-Unis, il résulte que pour 19 articles, dont

les principaux sont le froment, le coton, le sucre, la houille et le cuivre, la France est, dès 1928, le pays le plus cher et conserve cette situation les années suivantes dans une proportion identique ou même accrue ; pour six articles, dont les œufs, le beurre, l'aluminium, les prix français, moins élevés en 1928, sont supérieurs en 1935 ; enfin, pour neuf articles parmi lesquels le cacao, le café, l'huile d'olive, la fonte de fer, les prix se maintiennent au-dessous des niveaux anglo-saxons.

Pour les denrées agricoles, notamment, la cherté des prix français est particulièrement nette : le blé, par exemple, dont le quintal valait, en 1928, 162 francs en France et 123 en Angleterre, a enregistré seulement une baisse de 50 % en France jusqu'en 1935, où il vaut 79 fr., tandis qu'en Angleterre il baissait de près des deux tiers à 37 francs (1).

En 1936, de fin février à la seconde quinzaine de juillet, l'Institut Scientifique de Recherches Economiques et Sociales a procédé à une enquête sur les écarts de prix entre la France et l'étranger, en procédant à des comparaisons directes entre les prix d'un certain nombre de produits agricoles et manufacturés choisis parmi ceux qui paraissaient légitimement comparables d'un pays à l'autre et dont le nombre ne fut pas inférieur à 200. Après les corrections nécessitées par les variations saisonnières et compte tenu de ce que ces observations ont été faites avant la dévaluation fran-

(1) Etude tirée des « Ecart de prix. France. Etranger », tableaux et commentaires. Ch. RIST.

çaise, cette enquête a donné des résultats dont nous extrayons les lignes ci-dessous :

En Belgique, les prix sont, à peu près sans exception, inférieurs aux nôtres, dans une proportion qui varie, mais qui atteint le plus souvent 40 à 50 %.

L'Angleterre, par contre, connaît des prix industriels assez analogues aux prix français, mais il faut noter que ces articles sont très souvent de qualité supérieure à ce que nous produisons chez nous; par contre, pour les machines, l'infériorité des prix britanniques peut être évaluée à 15 ou 20 %. Pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, l'écart atteint parfois 30 % et davantage.

En Suède, de même, les prix sont sensiblement égaux aux prix français, mais les articles sont de qualité supérieure; pour les produits agricoles, on observe une infériorité de 25 à 30 % pour les prix suédois.

Aux Pays-Bas, les prix agricoles sont inférieurs de 30 à 40 %, les machines sont d'un coût moins élevé qu'en France; à l'inverse, les tissus, vêtements et chaussures accusent des prix supérieurs de 10 %.

La Suisse est le pays cher par excellence; ses produits agricoles atteignent des prix au minimum égaux aux prix français; les produits industriels sont plus chers de 20 %. En ce qui concerne ce pays, il faut remarquer que la Suisse étant restée fidèle à l'étalon or, il est normal que le niveau des prix apparaisse plus élevé qu'en France, où le franc a perdu les quatre cinquièmes de sa valeur.

La Hollande, qui s'est trouvée dans la même situation, a cependant des prix en partie inférieurs aux prix français, parce que, surtout en matière agricole,

elle a pratiqué une politique commerciale plus libérale que la France.

En Europe centrale, les remarques suivantes ont été faites :

En Tchécoslovaquie, après une dévaluation de la couronne en 1934, l'infériorité des prix industriels est de 25 à 30 % pour les denrées alimentaires, l'écart augmente jusqu'à 50 et 60 % pour les produits de ferme et pour les viandes.

En Autriche, si les tissus et les machines sont des articles chers, par contre les produits industriels ont des prix inférieurs de 10 à 15 % aux produits français. Pour les prix agricoles, l'infériorité s'accroît jusqu'à 20 %.

L'Allemagne présente un caractère plus complexe, du fait de l'étroit contrôle auquel est soumis le mark. En prenant le mark au cours officiel de 6 francs non dévalués, il apparaît que les prix allemands sont légèrement inférieurs aux prix français pour les produits industriels comme les machines et l'essence. Pour les tissus, par contre, les chaussures et les divers articles de lingerie, les prix allemands dépassent les prix correspondants français de 10 à 20 % (1).

En résumé, c'est surtout pour les prix des produits agricoles et des denrées alimentaires que la France apparaît spécialement comme un pays cher, et ce taux élevé des prix français se comprend facilement, vu le régime de protection particulier dont bénéficie notre

(1) *Activité Economique*, 30 octobre 1936.

agriculture et qui se traduit par un régime généralisé de contingents.

Pour les produits industriels, les indications sont beaucoup moins concordantes; néanmoins, il semble que le prix des tissus est sensiblement inférieur en France à ce qu'il est à l'étranger; mais pour les articles de consommation courante, la cherté des prix français reparait.

II. — CAUSES DE LA DÉNIVELLATION DES PRIX.

S'il y a tendance à un équilibre mondial des prix, ou plutôt à un « parallélisme des mouvements des prix dans les diverses contrées du globe » (1), il n'a jamais été affirmé qu'un tel équilibre implique uniformité mondiale des prix. L'inégalité entre les prix des produits particuliers des divers pays est même la règle. Elle est due surtout à tout ce qui provoque les inégalités dans la valeur des marchandises particulières et aux facteurs qui entravent la circulation des choses et des hommes.

Ces obstacles peuvent être des facteurs naturels, comme la difficulté et le prix des transports, la difficile mobilité des moyens matériels de production ou de diverses parties de l'outillage industriel. Ce peut être, aussi, l'insuffisante mobilité des agents humains de la production, retenus dans leur pays par des questions de langue ou d'usage, et encore même l'absence de parfaite mobilité des capitaux.

(1) AFTALION. — *Equilibre dans les relations internationales*, p. 380 et s.

Des obstacles artificiels peuvent être dressés par les hommes et résident principalement dans des droits de douane, des contingentements, etc.

D'autre part, les marchés économiques des différents pays, par suite justement des différents obstacles dressés aux échanges économiques, ne sont pas essentiellement dépendants et constituent des cercles particuliers qui, s'ils ne sont pas fermés, sont tout au moins très inégaux.

Enfin, et surtout, cette inégalité des prix résulte de la différenciation des prix de revient. Les causes de cette différenciation sont multiples; on peut noter (1) : « Les différences dans les facteurs naturels de la production, climat, température, pluie, fertilité du sol, richesse du sous-sol. Des différences dans les aptitudes des individus, des chefs, des cadres supérieurs, des employés, des ouvriers : capacité de diriger, de prévoir, d'organiser des uns, discipline, conscience, ardeur au travail des autres, intelligence, habileté des premiers et des seconds.

Différences quant au capital argent et au capital possédé, penchant à l'épargne, degré de perfectionnement de l'outillage. Différences dans l'organisation bancaire, dans l'état du crédit, dans la facilité des émissions des valeurs industrielles. Différences dans la technique, dans la rapidité des inventions et dans leur mise en application, dans les progrès de la concentration. Différences dans le concours ou, au contraire, dans les entraves que l'Etat apporte à la production et, comme conséquence de tous ces facteurs, diffé-

(1) AFTALION. *Op. cit.*, p. 434.

rence dans le taux des salaires, dans le taux de l'intérêt, dans le taux de l'escompte, dans les charges fiscales, dans les charges sociales et, enfin, dans la productivité. »

A bien des points de vue la France semble un pays privilégié : si nous devons faire quelques restrictions quant aux aptitudes de nos dirigeants et à leur faculté de vouloir, nous sommes obligés de convenir que la France est favorisée tant par son climat que par son sol : ses habitants sont travailleurs et économes et son bas de laine n'est pas une fiction.

Sur quelques points cependant, la France peut être défavorisée par rapport aux autres pays : à part les mines de fer et les gisements de houille, d'ailleurs insuffisants, elle ne possède pas de matières premières industrielles; mais cette cause ne joue pas dans le sens de l'élévation des prix de revient, puisqu'à l'heure actuelle les matières premières dont les cours sont les plus élevés par rapport aux prix de nos concurrents ne sont pas celles que nous importons, mais celles qui sont produites sur le territoire national (1).

Les facteurs qui semblent déterminants dans la cherté des prix français sont autres; nous en distinguerons trois principalement :

Le taux des salaires;

Le taux des impôts et les charges sociales;

Le taux de l'intérêt.

(1) Rapport de M. FILIPPI. Conseil National Economique.

1° TAUX DES SALAIRES (1)

Il est encore un peu tôt pour juger la répercussion des dernières lois sociales sur les salaires; ceux-ci ne sont d'ailleurs pas encore stabilisés aujourd'hui à la suite de ces différentes mesures; mais depuis 1927, jusqu'au début de 1936, les statistiques du Bureau International du Travail nous permettent de faire les constatations suivantes : l'année prise comme base a été l'année 1929, et les indices se rapportent aux taux horaires moyens payés en 1929 (2).

En France, le niveau général des salaires a atteint son point culminant en 1930-1931. En 1927, l'indice général de la rémunération du travail était de 80; il est monté jusqu'à 109 en 1930 à Paris et à 107 en 1931 dans les départements. Ensuite, il a fléchi progressivement à 102 et à 90 à la fin de 1935.

De 1927 à 1930, hausse de 30 %; de 1931 à 1935, baisse de 8 %.

Dans les autres pays, l'évolution a été différente; en Allemagne, l'indice moyen des gains horaires est tombé de 100 en 1929 à 78 en 1933, il a été maintenu depuis à ce niveau, par le gouvernement hitlérien. Aux Etats-Unis, au contraire, la revalorisation des salaires a été l'une des principales occupations du président Roosevelt, et le recul des premières années 1929 : 100, 1932 : 81, a été effacé pratiquement en 1935, où l'indice atteint 103. L'Angleterre a pu, au contraire, grâce à

(1) V. *Bulletin Economique et Financier*. Société Générale Alsacienne de Banque. Juillet 1936.

(2) Tels qu'ils résultent des enquêtes auprès des conseils de prud'hommes ou des maires en France.

l'important allègement des prix de revient dus à la dévaluation de 1931, éviter une réduction notable de ses salaires nominaux en livres sterling; ils ont fait preuve d'une stabilité remarquable. L'indice général était de 100 en 1929, 95 en 1933 et de 97 à la fin de 1935.

Mais ces comparaisons, qui ne semblent pas trop défavorables à la France, conduisent à des conclusions erronées en partie, car elles ne tiennent pas compte des modifications intervenues entre les parités monétaires internationales.

Si nous comparons les niveaux des salaires-or, nous constatons que la baisse en France a toujours été la même, de 10 % environ; l'Allemagne a enregistré aussi une baisse de 23 %, mais, pour l'Angleterre, les salaires ont subi une diminution d'environ 40 %; la Belgique et les Etats-Unis ont enregistré des dépressions semblables. En Amérique spécialement, malgré la hausse des salaires obtenue par Roosevelt, les prix de revient n'ont pas subi de majorations réelles, car la dévaluation du dollar a compensé largement cette hausse. Au Japon, la différence avec les salaires français est encore beaucoup plus considérable, puisque l'abaissement des tarifs et la dépréciation du yen conjugués ont abouti à une baisse des salaires de plus des deux tiers. Seules, la Hollande et la Suisse n'ont pas subi de réductions supérieures à celles de la France pour les salaires.

Ainsi, les services sont plus coûteux en Suisse, en Hollande et en Allemagne qu'à Paris, mais dans les autres pays ils sont moins coûteux et marquent un écart qui va jusqu'à 30 % en Tchécoslovaquie et 15 %

en Autriche. De telles divergences ne s'expliquent pas par des modifications profondes survenues dans les conditions d'existence respectives des masses laborieuses des divers pays, car les salaires font preuve, surtout au cours de ces dernières années, d'une stabilité certaine; elles révèlent, au contraire, le décalage qui s'est produit depuis la crise entre les prix nationaux et les prix de la plupart des pays. Le coût de la vie en France restait élevé, il fallait que les salaires le restent aussi pour permettre aux ouvriers de vivre.

Dès avant la mise en vigueur des dernières lois sociales, les salaires français étaient déjà à un taux supérieur à celui des salaires étrangers, et ces dernières mesures ont contribué, depuis 1936, à relever les salaires, non de 12 % comme le prévoyaient les accords « Matignon », mais dans une proportion moyenne de 20 %. A cela, la répercussion de la loi des congés payés et de la loi de 40 heures va s'ajouter, et de l'aveu même de la C. G. T., l'accroissement moyen des salaires pour l'ensemble de l'industrie ne sera pas inférieur à 35 %, ce qui annihilera complètement les effets qu'on pouvait attendre de la dévaluation sur nos exportations.

Il est impossible de déterminer la part exacte du prix de revient qui est attribuée au salaire, mais d'après une enquête récente (1), on peut admettre que le salaire intervient pour les deux tiers dans le prix de revient; c'est dire l'importance qu'il convient d'attacher à ce facteur dans ses répercussions sur les prix et plus généralement sur les facilités d'exportation de nos produits.

(1) Déclarations de M. E. Mercier à la Société Alsthom; supplément au *Bulletin quotidien S. E. I. E.* 8 juillet 1936.

Le tableau suivant, après conversion des salaires étrangers en francs, donne une idée de l'écart entre salaires français et étrangers.

	SALAIRES HORAIRES			
	1913	1929	1933	FIN 1935
<i>France.</i> — Industries et divers.				
Paris	4,30	6,10	6,34	6,23
Autres villes.	2,26	3,83	3,89	3,80
<i>Royaume-Uni.</i> — Constructions mécaniques. Ajusteurs. . .		7,74	5,25	4,70
<i>Belgique.</i> — Ajusteurs, méca- niciens. Bruxelles.		4,52	4,08	3,86
<i>Allemagne.</i> — Industrie. Hom- mes qualifiés		6,20	4,83	4,76
<i>Suisse.</i> — Industrie. Hommes qualifiés.	3,20	7,28	7,05	6,85
<i>Italie.</i> — Industrie. Hommes qualifiés.		2,70	2,26	2,13
<i>États-Unis.</i> — Industrie. Hom- mes qualifiés	7,43	17,04	9,29	10,13
Moyenne générale		15,04	10,10	9,18
<i>Japon.</i> — Industrie. Hommes qualifiés		3,10	1,31	1,05
Moyenne générale		2,42	0,97	0,81

(La conversion en francs est effectuée d'après la loi de juin 1928.)

2° TAUX DES IMPOTS ET CHARGES SOCIALES.

Une vue d'ensemble des budgets des principaux pays permettra d'abord de constater que, comparative-ment au nombre de ses habitants, la France est l'un des pays où les charges de l'Etat sont les plus lourdes. Sans aller dans le détail, le budget annuel français s'élève environ à 50 milliards; il est même plutôt supérieur; aux Etats-Unis, il n'est que de 70 milliards, en Grande-Bretagne, 60 milliards, en Allemagne, 40 milliards, en Italie 30 milliards, et, au Japon, 10 mil- liards.

Ces chiffres sont ceux de l'exercice 1935; en 1936, malgré la déflation, le montant des dépenses de l'Etat n'a pas été bien inférieur; peut-être celles des pays étrangers ont-elles eu tendance à s'accroître par suite du réarmement presque généralisé. Mais l'incidence de ces dépenses n'a été qu'indirecte, car la plupart ont été financées par des emprunts à long terme dont le service des intérêts seul est venu s'ajouter au budget. L'évolution du problème des finances publiques depuis 1927 montre que l'Etat a été touché tout d'abord par la diminution de ses recettes; la crise atteignait les différentes activités des particuliers, diminuait le chiffre d'affaires, les bénéfices et les revenus; aussi les rendements des impôts devenaient très vite insuffisants. L'Etat a voulu remédier à cette déficience en cherchant à augmenter ses sources de revenus, soit en majorant le taux des impôts ou celui des droits de douane, soit encore en créant des impôts nouveaux (1) : parmi ces tendances, on peut citer la majoration et la multiplication des droits et charges administratives, l'institution de taxes, pour des fins spéciales, sur certains articles, tels que les automobiles, l'importance croissante des entreprises d'Etat et l'imposition de taxes supplémentaires ou de surtaxes sur un grand nombre de marchandises ou de services, ainsi qu'une plus grande rigueur dans la perception des droits et la révision des barèmes de contributions.

Dans la plupart des pays, le rendement des impôts sur le revenu et la fortune a diminué si fortement que

(1) S. D. N. *Revue de la situation économique mondiale*, 1935-1936 ; p. 246.

l'importance relative des impôts qui frappent la consommation, tels que les impôts sur le chiffre d'affaires et, dans certains cas, celle des droits de douane, s'est notablement accrue.

En France, en 1932, d'après une enquête faite par l'Association Nationale des Sociétés par actions et qui a porté sur 126 sociétés, l'ensemble des impôts a représenté 8 % du chiffre d'affaires, 138 % du bénéfice, 231 % des dividendes nets, et ce n'est pas 1932 qui marque l'année la plus mauvaise au point de vue fiscal; dans la suite, les charges se sont encore élevées jusqu'en 1936.

Au Royaume-Uni, par contre, depuis 1933, l'activité économique a repris une marche ascendante et on a trouvé des tendances à abaisser des taux d'imposition et à accorder des dégrèvements, l'équilibre du budget une fois rétabli.

Pour parer aux déficits importants des budgets, pendant toutes ces dernières années en France, on a eu recours largement à l'emprunt; les contribuables ont été soulagés momentanément, mais la dette publique s'est accrue considérablement et les intérêts de cette dette se sont élevés proportionnellement. Indépendamment des diminutions de recettes fiscales, les dépenses publiques ont augmenté dans de fortes proportions : les frais d'armement y ont contribué pour une grosse partie, car si apparemment, en France, le chapitre du budget concernant les dépenses militaires est tombé de 11 milliards en 1929 à 7 milliards en 1936, par contre il a été créé des fonds d'armement spéciaux, ou des budgets extraordinaires qui ont été couverts par des

emprunts, d'où nouvelle source d'augmentation de la dette publique.

Enfin, les charges sociales se sont accrues aussi beaucoup; indépendamment des assurances sociales qui jouent depuis plusieurs années déjà, mais qui sont très onéreuses par suite de leur structure, l'application brutale et trop rapide des congés payés, des 40 heures et de la semaine de 5 jours a aggravé encore les charges de l'Etat et des particuliers, industriels et commerçants, à la fin de 1936. Les économies budgétaires qui étaient résultées du défaut de paiement, de la conversion des dettes, de la déflation, de l'abaissement du taux de l'intérêt, sont neutralisées du fait que l'Etat a contracté de nouveaux engagements financiers. Plus spécialement, le système fiscal qui pèse sur la production en général a été critiqué, en particulier la taxe sur le chiffre d'affaires, dont l'influence était lourde surtout par suite de sa répétition aux différents stades de la production; il est vrai qu'elle vient d'être supprimée et remplacée par une taxe unique à la production, mais l'allègement ne sera pas grand pour l'industrie, quoiqu'il soit un peu tôt pour se prononcer sur ses effets.

Les droits de douanes, qui ont été progressivement augmentés pour fournir des ressources à l'Etat, ou par mesure de représailles contre les pays étrangers, ont agi dans le sens du relèvement, ou tout au moins dans la résistance à la baisse du prix des produits fabriqués avec des matières importées; enfin, les divers impôts qui écrasent l'industrie ont été forcément incorporés aux prix de revient, surtout depuis que les bénéfices sont tombés à néant ou presque dans beaucoup d'industries.

Ce qu'il importe surtout de signaler, c'est le fardeau de plus en plus lourd des emprunts répétés que l'Etat a fait depuis 1930; la dette intérieure a progressé dans des proportions considérables :

EN MILLIARDS						
1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
262	266	281	288	308	335	370

A ces chiffres viennent s'ajouter la dette obligataire des P. T. T., qui s'est élevée de 3 milliards à 10 milliards en 1935; aussi la dette publique française, malgré la conversion de 1932, nécessite aujourd'hui un service d'arrérage qui n'est pas inférieur à 18 milliards. C'est une partie considérable du total du budget, et l'on comprend que, aussi longtemps que cette dette ne sera pas amortie en partie, les charges fiscales ne pourront guère diminuer sensiblement.

La comparaison avec l'Angleterre met encore plus en évidence cet écrasement du contribuable français, car tandis que le service de la dette française s'élevait de 1932 à 1936, le service de la dette intérieure anglaise s'abaissait de 330 millions de livres à 224 millions. Aux Etats-Unis, la dette publique s'est accrue aussi depuis 1932, passant de 17 milliards de dollars à une trentaine, aujourd'hui équivalents à 500 milliards de francs non dévalués; mais il ne faut pas oublier que c'est un pays de 120 millions d'habitants et que les richesses naturelles y sont beaucoup plus abondantes qu'en France. En Allemagne, la dette publique a été réduite considérablement du fait de la banqueroute de l'Etat et, en Italie, la dette n'est que de 104 milliards de lires.

Il semble donc bien que la France soit à l'heure actuelle l'un des pays où les charges fiscales sont les plus lourdes; les charges sociales ne sont pas inférieures à celles des autres pays; aussi les impôts pèsent avec beaucoup plus de poids sur les prix des marchandises et sur la consommation; ils élèvent le coût de la vie et ont comme conséquence indirecte la hausse des salaires. Les impôts sont restés sensiblement les mêmes depuis 1927, alors que les revenus ont baissé dans de fortes proportions (1) : « Souvent les sommes versées à l'Etat dépassent de beaucoup les dividendes totaux distribués aux actionnaires. Souvent même les actionnaires ne reçoivent rien, alors que les prélèvements de l'Etat ont continué d'être fort abondants. »

En résumé, les difficultés financières d'aujourd'hui proviennent toutes de la réduction des revenus privés, lesquels sont tombés de 245 milliards environ, en 1929, à 178 milliards en 1934 (2) et du fait que les dépenses publiques avaient été ajustées peu à peu sur la base du revenu maximum à espérer, celui de 1929. Cette diminution de revenu a entraîné dès 1930 une réduction des recettes budgétaires qui est allée en grossissant chaque année et, par là, des impôts plus lourds. Ces charges fiscales sont responsables non seulement de la cherté des prix des matières premières extraites de France, mais encore de celle des objets fabriqués que nous exportons en grande quantité; elles concourent à empêcher la baisse des prix français.

(1) AFTALION. *Op. cit.*, p. 63.

(2) Etude de M. de Bernonville. *Revue Economie politique*, 1934.

3^e TAUX DE L'INTÉRÊT

En France, le taux de l'intérêt n'est pas uniformément le même; on distingue diverses séries, parmi lesquelles les plus importantes sont :

L'escompte de la Banque de France;

Les emprunts d'Etat, emprunt type 3 % perpétuel;

Le rendement des valeurs mobilières à revenu fixe.

(1) D'après diverses observations, on peut, avec ces différents éléments et en les affectant chacun d'un coefficient proportionnel à leur importance, obtenir un taux moyen de l'intérêt en France. Le résultat de ce travail donne les chiffres suivants.

1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936
7,21	5,85	4,56	4,21	3,48	3,26	3,78	4,21	4,16	4,31	4,66

Après un niveau très élevé en 1926, le taux de l'intérêt est passé par un minimum en 1931, et il remonte très sensiblement.

Mais il est intéressant d'observer les écarts entre le taux des divers pays; plusieurs groupes de pays peuvent être distingués à ce sujet :

Les pays anglo-saxons : Angleterre et Etats-Unis.

Ils ont enregistré des variations de taux dont le parallélisme est frappant.

La Belgique constitue un second groupe avec la France.

(1) J. L'HOMME. Le taux de l'intérêt et l'évolution économique depuis 1919. Paris, Sirey, 1936.

L'Allemagne, par contre, à elle seule, enregistre des fluctuations différentes des autres groupes.

Ce sont surtout les variations du taux anglo-saxon qui nous intéressent, car elles représentent la tendance mondiale, étant donné l'énorme masse de capitaux dont disposent ces deux pays. En 1931, au moment de la dévaluation de la livre, le taux anglais obéit à des influences nationales et se singularise pour quelque temps; en 1932-1933, à l'inverse, c'est le taux américain qui enregistre des phénomènes semblables; il suffira de considérer à ce moment soit le taux américain, soit le taux anglais, pour obtenir la tendance mondiale.

La comparaison du taux français et des taux anglais et américain donne les écarts suivants.

Années	Taux français	Taux américain	Ecart	Taux anglais	Ecart
—	—	—	—	—	—
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
1927	5,85	4,11	+ 1,74	4,64	+ 1,21
1928	4,56	4,37	+ 0,19	4,53	+ 0,03
1929	4,21	4,73	— 0,52	4,96	— 0,75
1930	3,48	3,91	— 0,43	4,18	— 0,70
1931	3,26	3,79	— 0,53	4,33	— 1,07
1932	3,78	3,82	— 0,04	3,64	+ 0,14
1933	4,21	4,53	— 0,32	3,04	+ 1,17
1934	4,16	3,42	+ 0,68	2,86	+ 1,30
1935	4,31	3,01	+ 1,21	2,76	+ 1,55
1936	4,66	2,83	+ 1,83	2,60	+ 2,06

Sauf pendant trois années (1929-1931), le taux français dépasse constamment le taux anglais; le taux américain qui, de 1929 à 1933, fut légèrement inférieur au taux français, tend depuis cette date à s'en écarter considérablement. On remarque que, surtout depuis 1931, le taux français manifeste à l'égard du taux anglais une indépendance de plus en plus accentuée. En

tous cas, depuis 1931, le taux français, se séparant même de celui de la Belgique, est le seul qui continue à s'élever, alors qu'une baisse se manifeste partout.

Il faut noter de plus que le taux moyen d'intérêt que nous avons calculé est nettement inférieur au taux pratiqué par les valeurs à revenu fixe ou par les émissions d'obligations. Or, ce sont ces taux qui sont pratiqués pour les prêts aux industries ou aux différentes entreprises commerciales, et ce troisième facteur de la production apparaît encore comme un facteur de hausse des prix français et comme une entrave à nos exportations. Dans l'ensemble de la période considérée, peu de concordance, en somme, entre le taux anglo-américain et le taux français, sauf pendant les deux années 1929 à 1931. De 1927 à 1929, le taux baisse en France, alors qu'il s'élève en Angleterre et aux Etats-Unis. De 1932 à 1935, c'est le contraire, la baisse des taux dans les pays anglo-saxons s'accompagne d'une hausse en France.

Il semble que la baisse du taux accompagne une activité assez grande, tandis que sa hausse indique au contraire des difficultés économiques croissantes et un commerce dans le marasme.

De 1927 à 1929, la crise n'a pas atteint profondément la France; ses exportations fléchissent très légèrement, mais ses importations augmentent encore, tandis que les Etats-Unis et l'Angleterre sont déjà durement touchés et voient leurs capitaux se raréfier, d'où augmentation du taux de l'intérêt. Après 1931, c'est l'inverse; alors que ces deux pays triomphent des difficultés de la crise et trouvent des capitaux bon marché, la France au contraire, s'enfonce un peu plus dans la

crise et doit élever le taux de son intérêt pour trouver des prêteurs. Il faut d'ailleurs tenir compte aussi de l'état des finances du pays, car les emprunts industriels suivent sensiblement une marche parallèle aux emprunts de l'Etat, quant à leur taux, tout en étant rémunérés plus fortement; l'état latent de crise financière dans lequel se trouvent les finances publiques françaises a été l'une des causes pour lesquelles l'Etat a dû emprunter à un taux élevé, et les autres taux ont suivi. L'influence de l'impôt n'est pas négligeable non plus; cet impôt perçu sur les revenus en France est assez élevé et il pousse les prêteurs à demander une rémunération plus élevée de leurs capitaux, de manière à avoir un rendement net suffisant.

Ainsi, charges fiscales et taux de l'intérêt sont en corrélation parce qu'ils dérivent au fond, tous deux, d'une même cause : le manque de confiance dans la sécurité économique du pays.

III. — CONSÉQUENCES DE LA DÉNIVELLATION DES PRIX.

Sur un marché mondial bien équilibré et parfaitement libre, cette dénivellation des prix serait un facteur déterminant du commerce : chacun s'empresse-rait d'acheter les produits dont il a besoin, là où il pourrait se les procurer au moindre prix. Malheureusement ou heureusement peut-être actuellement, toutes sortes de mesures sont venues entraver le libre jeu de la concurrence économique et, aujourd'hui, les fluctuations des prix français relativement aux prix étrangers ne sont plus aussi importantes dans la tenue de notre commerce extérieur.

Les droits de douane sont venus compenser les écarts de prix, les contingentements ont limité soit nos importations, soit nos exportations; cependant, malgré tous ces obstacles, le jeu de la concurrence internationale parvient encore à se faire jour, et il est certain que le niveau trop élevé des prix français a influé considérablement sur le montant de nos exportations comme sur celui de nos importations.

Sur nos importations, tout d'abord : autrefois, la France était réputée comme un pays « bon marché », et un tarif douanier modéré permettait à lui seul de protéger suffisamment nos industries ou nos producteurs. Aujourd'hui, les droits de douane sont très élevés, les contingentements sont très étroits et cependant, pour bien des produits, le consommateur préfère des marques étrangères parce qu'elles sont moins chères.

Pour le blé, par exemple, la France en produit presque suffisamment pour sa consommation, et cependant nous en importons plus que nous n'en avons besoin, pour en exporter par ailleurs : ainsi en 1930, si nous en avons importé 10.725 milliers de quintaux, nous en avons exporté 8.569 milliers de quintaux. En 1931, nous en exportons encore 5 millions de quintaux et, en 1934, 6 millions, alors que les importations s'élèvent à 7.691 milliers de quintaux. Et d'où nous vient tout ce blé ? De nos colonies, en partie, c'est vrai, mais surtout de l'Amérique, de l'Argentine et du Canada, car le quintal de blé se vend en France le double de ce qu'il se vend dans les autres pays. Les droits de douane et les contingentements ne peuvent empêcher ce commerce, la différence de prix est trop grande.

Pour la houille, les mêmes remarques se feraient, car, surtout de 1927 à 1930, nous en avons exporté 5 et 6 millions de tonnes, alors que nous sommes obligés d'en importer 20 millions de tonnes : il est vrai que d'autres facteurs interviennent ici : la proximité de divers pays consommateurs et les différences de qualités, mais les prix interviennent encore et interviendront de plus en plus, surtout aujourd'hui, où les prix français sont montés dans de telles proportions que les industriels auront avantage à consommer de la houille importée plutôt que celle produite par les gisements français.

Ces dernières années, les mesures douanières ont été encore plus strictes, et les importations de blé entre autres ont été plus exactement proportionnées aux besoins du pays; mais, malgré tout, le niveau inférieur des prix étrangers entretient toujours des courants commerciaux des pays étrangers vers la France. C'est l'une des raisons pour lesquelles les importations ont beaucoup moins diminué que les exportations, car ce sont surtout celles-ci qui sont affectées par la hausse des prix français; un exemple récent met en évidence ce facteur : les producteurs de fer français, qui jouissent d'un avantage certain du fait de l'importance des minerais lorrains et par suite de la nécessité du fer pour le réarmement européen actuel, ont peu de commandes en comparaison des producteurs luxembourgeois (Arbed), car les prix français sont beaucoup trop élevés.

Sans entrer dans le détail et en considérant l'évolution de nos exportations relativement à l'augmentation de nos prix, certaines remarques semblent inté-

ressantes : c'est ainsi qu'on observe un parallélisme presque rigoureux entre l'écart des prix français et des prix anglais et l'état de notre balance commerciale vis-à-vis de l'Angleterre, pays industrialisé comme la France.

Années	France	Grande-Bretagne	Ecart	Balance commerciale	
1927	128	149	— 21	+ 3,7	Indices prix de gros or. Base : 100. 1913.
1928	129	146	— 17	+ 2,8	
1929	126	139	— 13	+ 1,8	
1930	110	117	— 7	+ 1,6	
1931	94	92	+ 2	+ 1,3	
1932	83	70	+ 13	— 0,5	Balance commerciale en milliards de francs.
1933	79	66	+ 13	— 0,2	
1934	74	61	+ 13	— 0,1	
1935	71	61	+ 10	— 0,04	
1936	75	65	+ 10	— 0,1	

A part un décalage d'une année en 1931, quand les prix français étaient inférieurs aux prix anglais (1927-1931) notre balance commerciale était excédentaire, et d'autant plus que l'écart entre les deux indices était plus grand.

Inversement, à partir de 1932 notre balance devient déficitaire, une année après que nos prix dépassent les prix anglais, et ce déficit s'amenuise au fur et à mesure que l'écart entre ces prix diminue.

Les Etats-Unis sont beaucoup plus nos fournisseurs que nos clients; aussi notre balance commerciale vis-à-vis de ce pays est toujours déficitaire, mais nous pouvons observer que nos exportations aux Etats-Unis suivent une marche parallèle, dans l'ensemble, aux fluctuations des écarts de prix français et américains, sauf ces deux dernières années.

Années	France	Etats-Unis	Ecart	Exp. Fr.	
1927	128	137	— 9	3,6	Indices prix de gros or. Base: 100. 1913. Exportations françaises en milliards.
1928	129	140	— 11	3,3	
1929	126	138	— 12	3,3	
1930	110	124	— 14	2,4	
1931	94	105	— 11	1,5	
1932	83	93	— 10	1	
1933	79	75	+ 4	0,9	
1934	74	64	+ 10	0,8	
1935	71	68	+ 3	0,7	
1936	75	69	+ 6	0,9	

C'est surtout à partir de 1932 que nos exportations sont réduites; elles tombent au-dessous d'un milliard et y demeurent, depuis que les prix français sont supérieurs aux prix américains; en 1936, elles reprennent un peu, surtout à la fin de l'année, grâce à la dévaluation qui a momentanément abaissé le niveau relatif des prix français.

Et même, vis-à-vis de l'Allemagne, où l'autarchie sévit le plus et où les importations sont le plus sévèrement contrôlées, on observe, pendant ces dernières années, une tendance à la diminution du déficit de notre balance commerciale, quand nos prix s'écartent le plus des prix allemands, puisque ceux-ci demeurent toujours supérieurs.

Années	France	Allemagne	Ecart	Balance	
1932	83	96	— 13	— 1,9	Indices prix de gros or. Base: 100. 1913. Balance en milliards.
1933	79	93	— 12	— 1,2	
1934	74	98	— 16	— 0,2	
1935	71	102	— 19	— 0,7	
1936	75	104	— 10	— 1,1	

Il semble donc bien que cette cherté des prix français soit, parmi les facteurs étudiés, celui qui soit le

plus important, car c'est sur lui qu'il est relativement le plus facile d'agir. Même aujourd'hui, où le régime des contingentements se généralise, les divers pays ont avantage à se procurer des produits là où ils les trouvent au prix le plus avantageux; ils n'en importent peut-être pas beaucoup plus pour cela, mais, en tous cas, ils peuvent imposer des droits de douane compensateurs plus élevés qui, en ramenant les prix des marchandises étrangères au niveau des prix intérieurs, protégeront l'industrie et procureront tout à la fois des ressources plus élevées aux caisses publiques.

La France enregistre un double désavantage à la suite du décalage de ses prix : d'abord elle ne peut empêcher certaines importations trop avantageuses qui nuisent cependant à son économie intérieure; en second lieu, elle ne peut écouler ses produits à l'extérieur parce qu'ils coûtent trop cher et, pour ces deux raisons, le déficit de notre balance commerciale n'a fait que s'aggraver au fur et à mesure que les prix français s'écartaient davantage des prix étrangers.

CHAPITRE II

Facteurs humains

A l'époque où le protectionnisme n'était pas si développé, ou tout au moins lorsque le monde ne s'organisait pas en économies fermées, les facteurs naturels jouaient le rôle le plus important dans le commerce international : la concurrence incitait les hommes à perfectionner leurs moyens de production et à améliorer leur rendement. Les droits de douane étaient déjà connus, mais ils étaient modérés et servaient bien plus à encourager le développement des industries naissantes du pays, plutôt qu'à neutraliser l'effet de la concurrence étrangère; d'ailleurs, le monde n'était pas industrialisé comme aujourd'hui, et ce qu'on cherchait, c'était un développement industriel, tandis que maintenant, par tous les moyens, on veut empêcher la formation de nouvelles entreprises concurrentes par l'asphyxie, en les privant de débouchés.

Devant l'industrialisation généralisée, les nations essentiellement industrielles qui vivaient spécialement de leurs exportations de produits finis, ont été obligées de lutter par toutes sortes de moyens contre la raréfaction de leurs débouchés et, après la guerre de 1914-1918, c'est à l'assaut de barrières douanières de plus

en plus hautes que l'on s'est exercé, d'autant plus que les brèches que l'on peut encore y faire sont de plus en plus étroites et de moins en moins nombreuses.

La victime certaine de cette lutte, c'est le commerce international, qui a déchu terriblement de 1927 à 1935, en se réduisant au tiers de ce qu'il était.

C'est par l'extérieur que l'économie française a ressenti d'abord les atteintes de la crise : à son tour, la France a été obligée de défendre son commerce extérieur pour échapper à l'envahissement, par les productions étrangères, de son marché resté sain jusqu'en 1929.

Nous étudierons cette action des facteurs humains sur notre commerce extérieur en deux parties :

La politique commerciale des autres pays;

La politique douanière de la France.

A. — POLITIQUE COMMERCIALE DES AUTRES PAYS

Il est admis, en général, que le krach boursier de New-York de 1929 a marqué le début de la crise en Amérique et dans le monde aussitôt après, mais cette crise prévisible, et que peu de personnes voulurent prévoir, était le résultat d'événements bien antérieurs, entre autres causes citons (1) :

Le double emploi entre la production européenne reconstituée après guerre et celle des pays neufs;

(1) B. NOGARO. Crise économique dans le monde.

La production trop vite accrue, qui dépassait les besoins connus de la consommation est due; aux progrès techniques, à l'impulsion excessive que les prix de 1919-1920 avaient donnée à l'exploitation du sol.

Cette crise existait à l'état latent depuis déjà 1925, car dès ce moment les prix des produits marquaient une tendance à la baisse. La production agricole et la production industrielle trop développées avaient amené à constituer d'énormes stocks qu'on espérait liquider les années suivantes et à des prix élevés. Mais la consommation ne suivait pas ce mouvement croissant de la production, parce qu'elle ne pouvait pas la suivre; elle était sursaturée et les immobilisations de crédit résultant du stockage très important diminuaient aussi le pouvoir d'achat des consommateurs.

Devant cette bouderie apparente du client à acheter, les producteurs essayèrent d'abord plusieurs procédés qui relevaient du jeu normal de la concurrence, du fait qu'ils tendaient à un perfectionnement de la production et de la vente : entre autres, un usage plus intense et plus intelligent de la propagande commerciale, le développement de la technique et l'organisation de la vente. Ces moyens ne suffisant plus, on en imagina un autre, déjà beaucoup moins loyal : celui du dumping; cette méthode, qui semblait réservée aux Etats autoritaires qui monopolisaient le commerce, fut en réalité très répandue sous une forme peut-être un peu différente, celle du crédit ou de la prime à l'exportation. Depuis 1919 déjà, certains Etats avaient donné des garanties et accordé des aides financières pour les opérations avec l'extérieur; mais c'est à partir de 1927, en Italie, qu'apparaît l'assurance-crédit à l'exportation.

Enfin, lorsque cet abaissement des prix de vente des produits exportés devint insuffisant, les pays industriels se résolurent à prendre une mesure nécessitée aussi d'ailleurs par des causes extra-commerciales, celle de la dévaluation de la monnaie : ce fut la peseta espagnole qui donna, la première, l'exemple en 1929, puis la Grande-Bretagne suivit en 1931, les Etats-Unis, la Belgique, et, l'un après l'autre, presque tous les pays d'Europe de 1931 à 1936, et les derniers à la fin de 1936.

La dévaluation ne fut pas une mesure isolée; elle était suivie de toutes sortes de manipulations monétaires qui aboutissaient à une variation continuelle des changes : cette guerre des changes nécessita dans la suite des mesures d'accommodement diverses, des accords de change, des offices de compensation, des contrôles des devises. En même temps que cette lutte pour acquérir ou conserver des débouchés extérieurs, chaque Etat se réservait en premier lieu son propre marché et ne tolérait l'entrée des produits étrangers que dans la stricte mesure de ses besoins, soit naturels, soit commerciaux; c'est ainsi que l'on vit toute une floraison de procédés destinés à empêcher les importations étrangères, dont les principaux furent la hausse des tarifs douaniers et les contingentements.

Toutes ces mesures, qui sont autant de facteurs de restriction du commerce international, aboutirent en fin de compte à une autarchie plus ou moins poussée suivant les pays et presque généralisée aujourd'hui, et, en second lieu, à une intervention de plus en plus fréquente de l'Etat dans le commerce extérieur, au point que maintenant de nombreux organismes d'Etat sont

nécessaires pour assurer les diverses transactions commerciales avec les pays étrangers.

Nous allons examiner, en particulier, les principales de ces mesures prises par les pays étrangers en matière de commerce international, en indiquant pour chacune d'elles les pays qui les ont surtout employées et leurs répercussions sur le commerce français.

I. — MESURES COMMERCIALES PROPREMENT DITES.

Ce sont celles qui tendent à développer le commerce en perfectionnant son organisation, en améliorant la qualité des produits ou en abaissant leurs prix, toutes mesures qui incitent le consommateur à acheter plus volontiers.

Les unes, comme la publicité, le développement de la technique et l'organisation de la vente, tendent à faire connaître les produits au public, à les présenter d'une façon alléchante ou à perfectionner leurs qualités. Les autres, comme le dumping et le crédit à l'exportation, tendent principalement à accroître le volume de la vente, au détriment des concurrents, en abaissant le prix de vente des produits, même si le bénéfice devient insuffisant ou s'il est réduit à zéro, et même s'il se transforme en perte.

Parmi les premiers de ces procédés, nous n'avons jamais atteint, en France, les réalisations pratiques que l'on peut voir dans les autres pays. Pour la concentration de la production, pour la production en grande série, pour les envois faits en grande quantité, nous sommes certainement distancés par les Etats-Unis et par l'Allemagne. Pour les automobiles, par exemple,

qui constituaient l'un de nos grands articles d'exportation, nous n'avons jamais atteint cette concentration réalisée aux Etats-Unis par Ford; aussi les voitures françaises se vendaient à des prix nettement supérieurs à ceux des voitures américaines; quand les affaires marchaient bien, nous vendions tout de même: en 1925, nous en avons exporté pour une valeur de 2 milliards et demi; l'automobile française, c'était un luxe qu'on se payait; mais lorsque la crise vint, le luxe fut supprimé en premier lieu et, en 1934, nous n'exportons plus d'automobiles que pour 600 millions. Il est certain que les étrangers qui n'ont pas d'industrie automobile préfèrent acheter aujourd'hui une Ford 400 dollars, plutôt qu'une voiture française semblable, qu'ils seraient obligés de payer 20.000 francs.

Pour l'organisation de la vente et pour la propagande commerciale, nous sommes certainement encore plus handicapés, car si, en France, nous remarquons assez peu la différence entre la propagande française et les propagandes étrangères, c'est que nous sommes tout de même chez nous; mais, à l'étranger, la propagande française ne se fait pas avec des moyens aussi perfectionnés et avec autant de ressources que celle des autres pays. Que ce soit pour faire connaître les produits ou pour les présenter, il faut reconnaître que les étrangers exploitent mieux les ressources de la technique moderne, la réclame sous toutes ses formes: presse, affiches, T. S. F. L'Amérique a été citée souvent pour les millions de dollars qu'elle consacre à la propagande; mais avec des moyens financiers plus modestes, l'Italie n'en est pas moins arrivée à des résultats remarquables, grâce au perfectionnement de son

organisation. De 1928 à 1930, les exportations italiennes en Allemagne ont cru de 53 %, tandis que les exportations françaises diminuaient de 15 %; c'est que l'exportation italienne, dès cette époque, était faite suivant une technique très étudiée et basée sur les quatre facteurs suivants :

Existence d'un service d'information rapide permettant l'envoi de produits sur les marchés les plus favorables;

Suppression presque générale du marché local, ce qui gagne du temps;

Importance de la marque comme garantie de la qualité et de l'homogénéité des produits;

Utilisation rationnelle des déchets sur place, ce qui éloigne l'idée d'exporter des produits de médiocre qualité (1).

Et encore aujourd'hui, l'Italie nous donne un exemple remarquable, par la manière dont elle a développé son tourisme, qui est, il ne faut pas l'oublier, une forme d'exportation indirecte, mais non des moins productives : en 1931, par exemple, le déficit de notre balance commerciale vis-à-vis des Etats-Unis, qui s'élevait à plus de 2 milliards, était largement comblé par les dépenses des touristes américains en France (2). En 1929, la France occupait le premier rang parmi les pays importateurs de touristes; en 1933, elle con-

(1) Tiré d'un article sur le commerce d'exportation des produits agricoles italiens. Conseillers du commerce extérieur.

(2) Politique économique et ajustements des courants commerciaux. J. WEILER. *Revue d'Economie politique*, 1933.

servait son rang, mais la proportion des recettes encaissées par rapport à l'ensemble des recettes touristiques mondiales était diminuée de 2 %; or, de 1930 à 1934, les fonds alloués pour la propagande à l'Office national du Tourisme avaient été réduits de 4.345 millions à 1.596 millions. L'Italie, au contraire, passait, de 1929 à 1933, du quatrième rang au troisième rang des pays importateurs de touristes, et la proportion de ses recettes, par rapport aux recettes mondiales, était accrue de 4 %. L'organisation perfectionnée du tourisme en Italie portait ses fruits (1).

La publicité, d'ailleurs, est rarement déclenchée par un industriel ou un commerçant particulier; elle est la plupart du temps le fait d'un groupement de producteurs. L'Etat intervient en plus; il aide les industriels et fait des campagnes pour assurer l'expansion à l'étranger (expositions, participations aux expositions étrangères). Le prestige de l'Etat est la meilleure publicité pour ses produits. La politique économique et la politique en général ont une influence directe ou indirecte sur l'exportation (2).

Des syndicats d'entrepreneurs et des mutuelles pour l'exportation se sont fondés; des maisons d'exportation se sont constituées, spécialement en Allemagne, en Angleterre; leurs agents les renseignent sur les questions de douane, de transport, de clientèle, sur les conditions générales des marchés lointains. Des commissionnaires importateurs établis dans les pays

(1) Conseil National Economique : Tourisme, 7 mai 1935.

(2) L. BROCARD. Principes d'économie nationale et internationale. T. II, p. 218.

étrangers transmettent les commandes des consommateurs des pays. Les maisons hambourgeoises d'exportation ont ainsi contribué, dans une grande mesure, à l'expansion économique de l'Allemagne. La presse aussi peut intervenir en créant dans un pays des courants de sympathie pour un autre. C'est encore l'Allemagne qu'il faut citer en exemple; la presse allemande à l'étranger est très savamment organisée, elle vante les produits allemands dans le monde entier, tantôt en langue allemande, tantôt dans la langue du pays. Certaines revues techniques allemandes paraissent en plusieurs langues, les journaux nationaux ont des éditions spéciales à l'étranger.

Dans notre régime capitaliste, la publicité est devenue un instrument fort coûteux, dont l'emploi entraîne des dépenses énormes. Ainsi, à la fin de l'année 1930, les sommes dépensées en annonces dans les journaux des Etats-Unis se totalisaient par 50 milliards de francs, mais on évaluait à 3 trillions 500 milliards les ventes réalisées à la suite de ces insertions publicitaires (1).

Ces dépenses ne sont pas improductives, car elles sont largement couvertes par les augmentations de vente qu'elles occasionnent et permettent aux producteurs d'accroître leur clientèle. Sur le marché international, la publicité permet aux producteurs nationaux d'étendre leurs débouchés et, en plus, elle est un instrument d'expansion d'économie nationale. En assurant aux produits nationaux des débouchés nouveaux à l'extérieur, elle permet aux industries nationales de produire davantage, ce qui rend possible une

(1) La Publicité. E. WEILER. Thèse, Nancy, 1931.

réduction de leur prix de revient et contribue au développement et à la prospérité nationale (1).

A côté de ces procédés normaux de concurrence, on en rencontre d'autres qui sont moins loyaux, mais qui, sous des formes plus ou moins déguisées, sont employés depuis très longtemps et couramment.

On a beaucoup parlé, il y a quelques années, du dumping (2), et de nombreux producteurs français ont prétendu être gravement touchés par des mesures malhonnêtes des concurrents étrangers tendant à inonder le marché intérieur de produits vendus à des prix n'ayant aucun rapport avec les prix de revient : il y a eu pratiquement beaucoup d'exagérations dans les réclamations des producteurs français, mais il n'en est pas moins vrai que le dumping soviétique, spécialement, a favorisé l'importation de produits russes et principalement de produits agricoles en France en 1929 et en 1930.

Le dumping ordinaire s'est caractérisé par deux faits essentiels : 1° prix de vente inférieur au prix du marché ordinaire; 2° prix de vente inférieur au prix de revient normal du pays exportateur.

Mais à côté de cette forme courante, on a enregistré aussi des formes particulières, comme le dumping de change, basé sur la différence qui existe entre les prix-or à l'extérieur d'un pays dont la monnaie est en voie de dépréciation, et les prix-or intérieurs; le dumping social, résultant des salaires moins élevés ou des journées de travail plus longues, et qui est réalisé

(1) L. BROCARD, p. 221.

(2) R. DINET. Thèse, Nancy, 1933. Commerce extérieur français.

au détriment du « standard of life » de l'ouvrier (Japon) ; le reverse-dumping, ou dumping d'arbitrage, et aussi le dumping de crédit, qui consiste à faire sur les marchés d'exportation des conditions de crédit plus avantageuses que celles des concurrents ; enfin, le dumping de fret, obtenu par des abaissements de tarifs que consentent les compagnies de navigation sur le transport de certaines marchandises destinées à l'exportation. Les Américains ont enregistré un dumping spécial (concealed dumping), qui consistait à ne pas faire connaître les prix de vente et qui se caractérisait par le fait que les maisons exportatrices donnaient l'ordre à leurs agents de vendre toujours au-dessous du prix de leurs concurrents, sans jamais dévoiler leur tarif minimum.

Le dumping soviétique, tout en réunissant les éléments de ce qu'on appelle le dumping ordinaire, le dumping social, le dumping des changes et des transports, se revêtait d'un caractère tout particulier dû au fait capital de l'étatisation intégrale de l'économie nationale en U. R. S. S. : tout le commerce extérieur est déclaré monopole d'Etat, la nature et les prix des articles d'exportation sont fixés par l'Etat seul (1). Ce dumping russe exerça quelque influence sur notre commerce, aussi bien sur nos importations que sur nos exportations, car si notre marché était envahi par les produits russes, les marchés étrangers l'étaient aussi, ce qui concurrençait sérieusement nos exportations similaires. C'est ainsi qu'en 1929 et en 1930 ses

(1) Cf. B. ELIACHEFF. Dumping ordinaire et dumping soviétique. *Rev. Ec. Po.*, 1931, p. 91.

effets se firent sentir sur notre production de lin; sur notre marché du blé : en 1930, le blé russe était offert à Marseille à 50 francs l'hectolitre, alors que le producteur français estimait à 150 francs le prix de revient de l'hectolitre. Les droits d'entrée ne comblaient pas cette différence; aussi les exportations russes en France sont passées de 716 millions en 1928 à 788 en 1929 et à 886 en 1930.

L'Allemagne a utilisé aussi le dumping, mais le dumping de change plutôt, et encore par des manœuvres indirectes. Si les différents dumpings eurent quelque influence en 1930, leur action est considérablement affaiblie aujourd'hui, car différentes mesures furent prises contre les pays exportateurs à bas prix; les relèvements de tarifs douaniers, et surtout les contingentements actuels, ont enlevé une grande part de son efficacité au dumping, qui d'ailleurs aujourd'hui est dépassé par des procédés plus perfectionnés et plus modernes.

Le crédit à l'exportation est un moyen bien connu, et il est employé depuis longtemps, « car l'exportateur, avec son prix de vente, doit offrir des conditions de crédit, et ce sont ces dernières qui, dans la plupart des cas, déterminent la conclusion du contrat d'achat. Les nations qui ne pourraient accorder à leurs acheteurs des crédits élevés et de longue durée seraient d'avance éliminées » (1). Aujourd'hui, plus que jamais, et sur les marchés internationaux plus encore

(1) M. BURCKHARDT.

que sur les marchés nationaux, il y a une véritable « course au crédit » (1).

Il est certain que plus on accordera de facilités de crédit et de délais de paiements, plus on trouvera d'acheteurs. Cependant, dans le commerce international, où les garanties sont moindres, il faut que le commerçant qui accepte d'être payé à échéance lointaine puisse équilibrer sa trésorerie, et alors il lui faut le secours des banques ou de l'Etat; d'autre part, les délais accordés aux clients augmentent les risques, et il est tout naturel que le commerçant ait recours à l'assurance.

Les pays étrangers ont largement usé de ce moyen pour placer leurs marchandises sur les marchés extérieurs. Au début, en 1919, l'Angleterre donne une aide financière et accorde sa garantie pour les opérations avec l'extérieur. Dans les années suivantes, c'est un recul, l'Etat n'accorde plus que sa garantie. La Belgique, l'Allemagne se lancent aussi dans la voie de l'assurance-crédit assurée par l'Etat. En Italie, en 1927, également l'Etat organise des assurances-crédits pour l'exportation des produits de la grosse industrie principalement. Ce crédit à l'exportation a été développé plus tôt à l'étranger qu'en France, et comme le marché français était resté l'un des derniers marchés excellents où les risques étaient les moindres, les importations étrangères en France ont été certainement accrues. Dans la suite, tous les pays ayant adopté ces

(1) N. WAJNER. Essai sur la technique moderne du crédit à l'exportation. Thèse, Paris 1931.

méthodes de facilités de crédit, on poussa plus loin le souci de développer les exportations, et non content d'assurer les commerçants contre les risques du commerce, l'Etat leur fournit des subventions pour les inciter à exporter toujours plus; on revenait au système primitif de 1919, mais avec beaucoup plus de force et d'ampleur : ce fut le système des primes à l'exportation, qui existe encore aujourd'hui, très développé, et qui permet aux exportateurs de vendre à l'étranger à des prix nettement inférieurs à ceux qu'ils consentent dans leur pays; c'est une nouvelle sorte de dumping, organisé par l'Etat.

Le plus souvent l'Etat affecte une partie du produit des taxes perçues sur les importations aux exportations qu'il veut favoriser; c'est plus qu'une garantie, c'est presque une assurance de vendre que donne l'Etat à ses industries exportatrices, puisque, grâce à ces primes, les exportateurs peuvent concurrencer dangereusement leurs rivaux en vendant à très bas prix. Ou encore, comme en Allemagne, les marchandises vendues à l'intérieur du pays sont taxées d'un droit spécial dont le montant sert à compenser les pertes qu'enregistrent les commerçants à l'étranger : toute la nation participe ainsi aux sacrifices nécessaires pour accroître ses débouchés. Résumé en quelques mots, le système allemand est le suivant : son point de départ est une loi du 29 juin 1935, établissant des taxes sur l'industrie.

Une taxe de 2 % ou 3 % sur le chiffre d'affaires a été imposée sur les ventes intérieures d'entreprises industrielles, ainsi que sur la consommation du gaz et de l'électricité. Le produit annuel de cette taxe est de 700 à 800 millions de reichsmarks, et cette somme est

utilisée par la Golddiskontbank pour accorder des primes aux exportateurs. Un exemple de cette prime à l'exportation est donné par le tarif de l'umlage allemand en 1935, fixé à 20 francs par tonne pour le charbon. Dans l'ensemble, la caisse de primes du gouvernement du Reich permettait d'allouer des primes variant de 30 à 50 % du prix des marchandises sur les marchés importateurs. Cette politique eut des résultats et, dans certains pays d'Europe centrale, elle eut sur le commerce une influence considérable au cours de 1935 (1).

Un autre résultat atteint par cette même politique, fut l'envahissement du marché britannique par des quantités croissantes de produits importés à bon marché, spécialement des denrées alimentaires telles que la viande et le beurre; au point que l'Angleterre ne pouvant absorber à la fois tous ces produits et ceux de ses dominions, a dû, pour la première fois depuis un siècle, avoir recours à des droits protecteurs sur les denrées alimentaires et à des contingentements : les exportations agricoles françaises ont été affectées par ces mesures.

Avec cette dernière méthode d'expansion économique qu'est le crédit à l'exportation, transformé aujourd'hui en prime à l'exportation, nous avons terminé l'examen des principales techniques commerciales employées pendant ces dernières années par les différents pays étrangers. Nous allons examiner maintenant les mesures extraordinaires qui ne relèvent plus du domaine commercial proprement dit, mais qui ont eu une

(1) S. D. N. Situation économique mondiale, 1935-1936, p. 223.

grosse répercussion sur le commerce international : ce sont des mesures de crise qui se traduisent par des manipulations monétaires et des interventions étatiques spécialement.

II. — MESURES EXTRAORDINAIRES DE CRISE.

Nous en distinguerons trois principalement :

- la dévaluation ;
- le contrôle des changes ;
- les contingentements.

§ 1. — *La dévaluation.*

On ne peut dire que la dévaluation est une mesure commerciale au premier chef ; cependant, elle est étroitement liée aux divers échanges d'un pays avec l'extérieur, et entre autres aux mouvements de capitaux et au commerce international. Les répercussions d'une dévaluation sont très diverses, mais l'un des buts principaux qu'elle se propose est l'abaissement des prix des produits nationaux en agissant sur la parité de la monnaie par rapport à l'or. Cet abaissement des prix ne peut qu'avoir une influence heureuse sur le développement des exportations spécialement, et nous avons vu que les producteurs et commerçants français étaient lourdement handicapés par la dénivellation des prix mondiaux qui jouait contre eux. Avant 1930, une automobile française de 20.000 francs, à raison de 124 francs la livre sterling, coûtait à l'acheteur anglais 161 livres sterling ; au taux de 75 francs la livre, la même voiture représente 266 livres.

De plus, s'il fallait encore insister sur l'influence que peut avoir la dévaluation sur le commerce extérieur d'un pays, il serait utile de noter que c'est l'Angleterre, la première puissance marchande du monde, qui s'est résolue avant toute autre grande nation, à cette mesure, le 21 septembre 1931, sans y être absolument contrainte à ce moment.

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs qu'une dévaluation se traduisant par une diminution de la parité or d'une monnaie, aboutisse à une diminution automatique et égale dans le prix des produits. « Il a été constaté, au contraire, qu'en général un abaissement de la parité d'une monnaie par rapport à l'or provoque une hausse des prix intérieurs, et que cette hausse compense plus ou moins, à l'égard des acheteurs étrangers, le « bon marché » de leur monnaie relativement aux monnaies d'or (1). »

En effet, le prix des produits importés monte nécessairement du fait que les devises étrangères non dévaluées avec lesquelles il faut payer ces importations reviennent plus cher en monnaie nationale. Quant aux produits exportés, leurs prix peuvent également monter, spécialement s'ils sont vendus sur un marché mondial où les cours sont déterminés par l'offre et la demande universelle, comme le marché du blé ; mais les produits manufacturés, dont l'exportation donne lieu à des tractations entre les industriels du pays et leurs acheteurs, peuvent se vendre à des prix inchangés, les industriels exportateurs étant plus soucieux d'étendre

(1) B. NOGARO. La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains, p. 182.

ou de consolider leurs débouchés que de majorer leurs prix.

Une dévaluation, en fin de compte, implique, toutes choses égales d'ailleurs, une hausse des prix intérieurs, mais moins que proportionnelle à l'abaissement de la parité de la monnaie.

C'est justement ce manque de proportionnalité qui est intéressant et qui le fut dans les dernières crises de change, car elle présente ce caractère particulier : que ce fut pour l'Angleterre, ou pour la Belgique, ou encore pour les Etats-Unis, la hausse des prix à la suite de la dévaluation fut particulièrement faible et souvent même nulle; aussi les prix-or de ces pays se sont abaissés en proportion même ou à peu près de leur dévaluation (1).

Ce fait ressort avec netteté, pour la Grande-Bretagne, des indices statistiques relatifs à la fois aux prix de gros, aux prix de détail et au coût de la vie.

Les prix, loin de monter en 1932 après la dévaluation de la livre, continuent à baisser comme l'ensemble des prix mondiaux, pour remonter avec eux à partir de 1934 seulement.

Prix britanniques en monnaie nationale.

Année	Gros	Détail	Coût de la vie	Indices Base : 100. 1913.
1930	117	»	»	
1931	101	131	147	
1932	98	126	144	
1933	97	120	140	
1934	99	122	141	
1935	103	125	143	
1936	105	129	146	

(1) B. NOGARO. *Op. cit* , p. 185.

Aux Etats-Unis, malgré la politique des codes tenant à réduire la durée du travail, sans réduction correspondante des salaires, les prix de détail se sont élevés, d'après les statistiques officielles, de 13 % seulement, alors que la chute du dollar avait été beaucoup plus forte.

Si l'on considère ensuite les indices des prix-or, on remarque qu'à partir de 1932 les prix anglais après la dévaluation sont très inférieurs aux prix français par exemple, alors qu'en 1931 ils étaient sensiblement égaux.

Années	Grande-Bretagne	France
1931	92	94
1932	70	83
1933	66	79
1934	61	74

Cette disparité considérable des prix-or réagit dans la suite, forcément dans le domaine international; c'est ainsi que les exportations anglaises, qui n'avaient cessé de fléchir de 1928 à 1932, marquent ensuite une tendance très nette à la hausse; de même en Belgique, après la dévaluation du belga, les exportations sont en augmentation, alors qu'auparavant elles baissaient sans arrêt. Aux Etats-Unis, les initiatives du président Roosevelt aboutirent à une baisse de la parité or du dollar de 40 % et, dès 1933, les exportations américaines augmentaient dans de fortes proportions, passant d'une moyenne mensuelle de 131 millions de dollars en 1932, à celle de 195 millions en 1936.

On a constaté, par ailleurs, qu'en ces dernières années, même évaluées en prix-or, les exportations des pays du bloc or dans les pays à monnaie dévaluée,

avaient fléchi notablement plus que les exportations des pays à monnaies dévaluées dans les pays du bloc or (1).

Pour ce qui concerne plus particulièrement la France, nous ferons remarquer que notre balance commerciale vis-à-vis de la Grande-Bretagne est devenue déficitaire dès 1932, aussitôt après la dévaluation de la livre, et que, de 1931 à 1932, nos exportations ont fléchi de 11 milliards, baisse qu'il faut certainement attribuer en partie à la dévaluation anglaise, suivie peu après de la baisse du dollar.

§ 2. — LE CONTROLE DES CHANGES.

Tandis que la Grande-Bretagne abandonnait l'étalon or, les pays de l'Europe centrale, désirant éviter une crise de change, s'efforcèrent de conserver la stabilité à leur monnaie, en parant à un exode de capitaux et en limitant leurs règlements extérieurs. Ils posèrent alors en principe la stricte compensation des dettes extérieures et des créances sur l'étranger et l'appliquèrent en limitant rigoureusement les règlements extérieurs. Par cette mesure, ils purent maintenir l'étalon d'or officiel, en tant que mesure des valeurs, non seulement sans circulation d'or, mais même sans réserve d'or ou de devises, car ils en avaient fort peu. Ce furent les échanges de ces pays avec l'extérieur qui en souffrirent, car non seulement les exportateurs devaient livrer leurs devises, mais, de plus, les importateurs ne pouvaient plus payer leurs fournisseurs étrangers que dans la mesure où l'Etat leur accordait des

(1) Publication n° E. 867 S. D. N., 8 mars 1935.

moyens de règlement. Le contrôle du change entraînait celui de l'importation elle-même, les importations devaient faire l'objet d'autorisations qui n'étaient accordées que pour des produits reconnus indispensables. Les créanciers étrangers devaient attendre leur tour pour être payés; on leur imposait un délai d'attente, pour éviter que le déficit de la balance commerciale puisse peser sur le change (1).

Ce contrôle du change qui, aujourd'hui, est intimement lié au contrôle des importations, s'est étendu à presque toute l'Europe centrale et à plusieurs Etats de l'Amérique du Sud. Cette politique ne pouvait amener que des restrictions d'importation pour les pays qui l'employaient et, par contre, des restrictions d'exportations pour les pays dont le commerce restait relativement libre, comme la France.

Mais ce système fut encore plus perfectionné, car les exportateurs de pays comme la France et la Suisse, où la liberté des règlements extérieurs était maintenue, se plaignaient de ne pouvoir se faire payer les marchandises livrées; aussi, à la suite d'accords internationaux, divers modes de recouvrement furent envisagés et spécialement au moyen des offices de compensation.

Tout importateur français, par exemple, versait à un office de compensation les sommes dues pour marchandises achetées à l'étranger, et ces sommes servaient à payer les exportateurs français qui avaient vendu des produits à ce même pays étranger.

(1) B. NÓGARO, *Op. cit.*, p. 170.

Pour faire fonctionner ces mécanismes d'une façon réciproque dans les pays à change libre et les pays à contrôle de change, il fallut conclure des accords de compensation. Ce furent la Suisse et l'Autriche qui, les premières, donnèrent l'exemple, le 22 novembre 1931. La France, de son côté, fit de même et elle fut amenée à conclure toute une série d'accords de ce genre avec de nombreux pays d'Europe et plusieurs Etats sud-américains. Dans la suite, à cette compensation bilatérale succéda une compensation plurilatérale, entre autres celle triangulaire entre trois pays; mais ces organismes sont encore plus compliqués, et ils furent, en pratique, beaucoup moins nombreux, car ils supposent des Etats économiquement complémentaires.

Ce qui est à retenir des offices de compensation, c'est qu'ils ont une influence particulièrement néfaste sur nos exportations en général : ils tendent nécessairement à les réduire, car les pays qui ont une balance commerciale excédentaire vis-à-vis d'un Etat à contrôle de change avec office de compensation, ne peuvent jamais obtenir le payement intégral de leurs ventes à l'étranger; aussi, pour éviter les investissements trop nombreux à l'étranger avec des risques de non-payement, les exportateurs doivent limiter d'eux-mêmes leurs envois.

L'Allemagne, qui évidemment a institué un contrôle de change chez elle, puisqu'elle utilise tous les procédés susceptibles de diminuer ses achats à l'extérieur, n'a pas eu ces dernières années à intervenir très énergiquement au sujet des importations venant de France, car les dirigeants français eux-mêmes ont conseillé à leurs exportateurs de ne pas trop exporter en Allema-

gne, — vu l'arriéré de créances irrecouvrées dans ce pays, — sous peine de ne pas pouvoir se faire payer (1).

A côté des compensations officielles, on a rencontré, mais en moins grand nombre, des compensations privées, qui s'effectuaient directement entre importateurs de pays différents, sans recourir à des organismes plus ou moins officiels. Cette compensation privée est préférable, car elle est utilisée immédiatement et ne nécessite pas l'accomplissement de formalités nombreuses et fastidieuses qui rebutent les commerçants et spécialement les commerçants français, et aussi parce qu'elle s'appuie sur un taux de change normal, celui qui est officiellement pratiqué sur les marchés. Car l'une des raisons pour lesquelles les accords de compensation, qui auraient pu régulariser les échanges internationaux, ont eu des résultats en somme assez médiocres, c'est que dans leurs dispositions ils comprenaient l'adoption d'un cours officiel pour le change qui ne correspondait pas du tout au cours éminemment variable qui se pratiquait sur le marché normal. L'engorgement des clearings était dû en grande partie à ce taux de change trop élevé, stipulé dans les accords.

Les chiffres suivants montrent la réduction des exportations françaises en 1934, par rapport à 1931, vis-à-vis des pays où existaient des offices de compensation :

Réductions :

Tous pays : — 43,5 %.

(1) Voir : *L'office franco-allemand des paiements commerciaux et le commerce franco-allemand*. Thèse, Paris, 1936. P. JARRY.

Pays à caisse de compensation type général :
— 26,9 %.

Pays à caisse de compensation avec change variable :
— 53 %.

Ces accords de compensation, appelés encore accords de clearing, ont été jugés très sévèrement. Et cependant on dira d'eux « qu'ils s'avèrent comme les solutions les moins mauvaises à des problèmes économiques d'une gravité et d'une complexité exceptionnelles ». Il est certain que s'ils ont été adoptés et généralisés, c'est qu'ils répondaient à des nécessités de l'heure; leur résultat le plus heureux aura été de contribuer à diminuer le déficit de la balance commerciale de bien des pays. Mais ce résultat a été obtenu, non par un développement des exportations, mais par une restriction des importations, c'est-à-dire par une contraction du commerce tout entier, et c'est par là qu'en fin de compte la compensation a influé sur la baisse du trafic international, pour l'aggraver encore.

§ 3. — LES CONTINGENTEMENTS.

Les deux séries de mesures précédentes agissaient indirectement sur le commerce international par l'intermédiaire du change et de ses fluctuations; mais d'autres mesures furent prises qui étaient beaucoup plus directes, puisqu'elles s'attaquaient aux importations venant de l'étranger pour les limiter d'une façon absolue et rigide.

Par les premières mesures, l'Etat prétendait tout au moins développer ses exportations en vendant ses produits meilleur marché que ses concurrents étran-

gers, ou tout au moins se ménager des débouchés en contre-partie de ceux qu'il offrait; enfin, il cherchait à augmenter son commerce extérieur; avec les contingentements, au contraire, l'Etat veut réduire directement ses importations.

En déterminant un contingentement, en effet, l'Etat fixe une limite maximum aux importations : pour déterminer cette limite, il consulte l'étendue de ses besoins et c'est en proportion de ces besoins qu'il détermine la quantité maximum de produits qu'il laissera importer. Cette politique de contingentement fut une réponse aux diverses politiques d'expansion économique à base de dumping ou de manipulations monétaires; c'était une barrière dressée contre l'envahissement du pays par des marchandises extérieures vendues à vil prix, ou encore une protection des industries nationales en leur réservant avant tout le marché intérieur.

Les barrières que constituaient les droits de douane, si élevées soient-elles, pouvaient être franchies par les marchandises étrangères; elles permettaient que les importations s'accroissent. Au contraire, les contingentements déterminent d'une manière absolue, pour tout le temps qu'ils restent en vigueur, la quantité de marchandises importées (1).

La procédure la plus généralement employée fut l'établissement de systèmes de licences, qui conduisit rapidement à la fixation de contingents. Dans la plupart des cas, les contingents établis furent appliqués aux produits agricoles. Avec la prolongation de la

(1) A. LANDRY. — *Le Capital*, 23 mai 1933.

crise, les contingents, qui primitivement devaient durer très peu et qui avaient été établis provisoirement sur des bases assez précaires, jouèrent un grand rôle. Leur application fut étendue progressivement, non seulement à des produits agricoles plus nombreux, mais aussi aux produits industriels. Et, peu à peu, la fixation des contingentements, qui primitivement était laissée aux groupements commerciaux, passa aux organismes du gouvernement central.

C'est la France, la première, qui, le 27 août 1931, eut recours aux contingentements parce que son marché était envahi par des marchandises étrangères vendues à des prix très bas : les tarifs douaniers ne pouvant être élevés indéfiniment et devenant inefficaces, nos dirigeants eurent recours à ce procédé pour défendre l'économie contre la concurrence étrangère. Mais les autres pays ne tardèrent pas à riposter et à prendre des mesures de représailles contre l'exportation des produits français. Aussi, les contingents, qui, primitivement, devaient servir à protéger les industries nationales, eurent un effet tout autre : celui de restreindre encore les débouchés des industries exportatrices.

L'Australie, par représailles contre le tarif américain Hawley Smoot, établit à son tour des contingents : nos exportations dans ce pays diminuent de moitié.

La Hollande et la Suisse ensuite, ont, à l'instar de la France, développé énormément le procédé du contingentement. Le 15 juillet 1932, malgré la signature du *modus vivendi* franco-italien du 4 mars 1932, l'Italie, estimant que l'équilibre des échanges réciproques avec la France était rompu, prit un décret intermi-

nistériel qui contingentait toute une série de produits venant de France et d'Algérie (1).

La Suisse, de même, estimant que nos contingentements étaient incompatibles avec les traités qui nous liaient à elle, contingentait nos produits : en 1931, nos exportations vers la Suisse diminuaient de 800 millions et, en 1932, de 800 millions encore. Un arrangement franco-suisse du 24 juin 1932 devait mettre un terme à cette lutte économique.

Puis la politique des contingentements devint dans la suite un instrument de négociations commerciales, grâce à la souplesse de sa réglementation qui permettait de fixer des contingents supplémentaires ou de transférer un contingent d'un pays à un autre.

L'attribution des contingents fut liée dans la suite très intimement avec la modification des méthodes de contrôle des changes ; c'est ainsi qu'en 1936 la Pologne, décrétant un contrôle des changes, dut dénoncer, le 10 juillet 1936, un traité de commerce avec la France. La Yougoslavie de même, en avril 1936, créa un système de contrôle des importations étroitement lié au contrôle des changes.

La forme extrême d'une telle réglementation fut appliquée en Allemagne et en Italie, où presque toutes les importations et de nombreuses catégories d'exportations sont soumises à un système de licences et de

(1) On compte plus de 20 sortes de produits contingentés parmi lesquels : la laine et les déchets de laine, les peaux tannées, les plaques de verre et de cristal, objets de maroquinerie, dentelles de lin et de tulle, objets de verre et de cristal, films cinématographiques imprimés, etc...

contrôle des changes rigoureux, compliqué et souvent arbitraire (1). De nouvelles régions ont été aussi gagnées par le développement des restrictions quantitatives. En 1934, dans de nombreuses colonies britanniques, on a introduit des mesures de préférences économiques qui ont visé, outre les marchandises japonaises, les importations françaises et néerlandaises.

En 1935, dans l'ensemble des pays, malgré la manifestation d'une tendance plus libérale, les restrictions quantitatives pour les importations ont augmenté. Dans les accords commerciaux, aux contingents de marchandises ont même été joints des contingentements de touristes. Aussi, en 1936, bien peu de pays étaient entièrement exempts de tout degré ou forme de contingentements des importations, de régimes de licence ou de contrôle des changes.

Sans entrer dans le détail de toutes les difficultés soulevées par la fixation ou l'application de contingents, vis-à-vis de l'Espagne, de l'Angleterre, de la Belgique et de l'Allemagne, nous soulignerons que l'emploi des contingents, qui devait réduire le déficit de notre balance commerciale, n'a pas obtenu des résultats magnifiques, à la suite des représailles de même nature qu'il a suscitées.

Ce déficit, qui était de 9 milliards en 1930, s'est élevé à près de 12 milliards en 1931 et, s'il a baissé dans la suite, 6 milliards en 1934 et 5.400 millions en 1935, il ne faut pas oublier qu'il correspond à ce moment à 36 milliards d'échanges internationaux, au lieu de 95 milliards en 1930; proportionnellement, il est encore plus

(1) *Commerce Reports*, 15 février 1936.

considérable; en tous cas, il est toujours beaucoup trop élevé.

Et cependant les contingents n'ont pas que des inconvénients : M. Brocard (1) trouvait même, dans un contingentement conventionnel, modifié de période en période, suivant les circonstances, plusieurs avantages; il espérait que, combinées avec des négociations internationales, ces méthodes, à la condition d'en faire un bon emploi, pourraient permettre d'atténuer les inconvénients internationaux de l'inévitable marche à l'industrialisation et à l'économie complexe; il entrevoyait même un résultat heureux : la meilleure coordination des activités nationales et internationales.

Mais, pour atteindre ces résultats, il aurait fallu que cette politique soit animée d'un esprit de coopération internationale. Or, dans les faits, que s'est-il passé? Les Etats se sont très peu souciés des résultats à attendre des mesures qu'ils prenaient au point de vue international. Improvisés assez hâtivement, les contingents ont semblé, au premier abord, servir des intérêts nationaux au détriment des intérêts internationaux; puis lorsque des mesures de représailles ont été prises, l'économie de chaque pays s'en est ressentie et le commerce international s'en est trouvé encore restreint.

(1) L. BROCARD. — Nouveaux fondements du protectionnisme industriel. *R. Eco. Pol.*, mars-avril 1933.

B. — POLITIQUE DOUANIÈRE DE LA FRANCE

En face de toutes ces mesures prises par les pays étrangers pour développer leurs exportations ou améliorer leur situation économique, la France n'est pas restée inactive; elle s'est seulement décidée un peu plus tard que les autres à prendre des remèdes contre la réduction exagérée de son commerce extérieur, parce que, jusqu'en 1931, sa balance commerciale, déficitaire de 8 ou 9 milliards, par rapport à un chiffre global d'échanges de 100 milliards, semblait normale comparativement à celle d'avant guerre, et parce que la crise ne se faisait pas sentir avec beaucoup de force jusque-là. A partir de 1930, nos dirigeants ont commencé à s'inquiéter des répercussions que pouvait avoir sur l'économie du pays, un déficit commercial trop élevé; les remèdes, ils les ont recherchés beaucoup moins dans le développement des exportations, qui cependant se réduisaient très vite, que dans la limitation des importations et la réduction du déficit de notre balance commerciale.

Pourquoi se sont-ils aiguillés dans cette voie? Parce que c'était l'envahissement du marché français par les produits étrangers qui apparaissait au premier abord et peut-être aussi parce que c'était la solution la plus facile apparemment : le Français répugne assez à la propagande et à la publicité, mais il admet beaucoup plus facilement de vivre une petite vie tranquille à l'abri de barrières douanières.

Il est remarquable qu'en France, de 1927 à la fin de 1936, nous n'ayons eu recours à aucune des méthodes étrangères d'expansion commerciale, comme la dévaluation ou d'autarchie, comme le contrôle des changes avec tous ses corollaires. Jusqu'en septembre 1936, aucune manipulation monétaire en France, et c'est seulement vers la fin de la période que nous envisageons que certaines mesures destinées à favoriser l'exportation furent prises. Par contre, dès 1927, nous augmentions nos tarifs douaniers et, dès 1931, nous inaugurons le système des contingents, que nous n'avons cessé de développer dans la suite.

Cette nonchalance à accroître nos exportations s'explique peut-être par le fait que nous estimions que notre marché intérieur et les marchés que nous fournissait notre empire colonial suffiraient à assurer des débouchés à nos industriels et producteurs. Mais maintenant nous sommes bien obligés de constater qu'il n'a pas suffi de réduire les importations étrangères pour sauvegarder notre commerce extérieur; d'où, enfin, certaines mesures tardives ont été prises, soit à la Conférence économique de la France d'outre-mer, pour nous assurer la priorité sur nos marchés coloniaux, soit dans le domaine financier, par la dévaluation du franc, qui, plus qu'un moyen de défense, a été l'aboutissement d'une mauvaise politique financière et commerciale, mais qui a été présentée, sur le moment du moins, comme un puissant facteur de redressement commercial.

Nous allons examiner les différentes étapes de la politique douanière française de 1927 à 1936 qui, par

le protectionnisme qu'elle a développé, a fortement contribué à restreindre notre commerce extérieur en cherchant surtout à réduire nos importations (1).

I. — DE 1927 A 1930.

L'année 1927 fut marquée par l'aboutissement d'une évolution de notre politique douanière. Depuis la loi du 29 juillet 1919, nous ne pouvions accorder en principe la clause générale et inconditionnelle de la nation la plus favorisée; mais, en fait, nos négociateurs avaient dû la consentir par des moyens de moins en moins détournés, et c'est en 1927 que la clause reparait dans nos conventions. L'accord du 17 août 1927, entre la France et l'Allemagne, qui consacrait une augmentation assez considérable de nos tarifs douaniers, la comportait. Par voie de conséquence, la clause était accordée du même coup à un certain nombre de pays qui avaient droit au même traitement que l'Allemagne : l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie.

Par un décret du 30 août 1927, le tarif inscrit dans cet accord franco-allemand devenait notre tarif minimum, mais il comportait des majorations de droits pour un grand nombre de positions de notre tarif douanier. Ce tarif était encore, dans l'ensemble, celui de 1892, imparfaitement corrigé par des coefficients et des relèvements forfaitaires; et ce décret était la première application d'une loi votée le 27 juillet 1927, autori-

(1) Cf. Conseil National Economique : Politique douanière française, *J. O.*, 24 décembre 1932. Protection et encouragements à donner à l'Economie nationale, *J. O.*, 17 juillet 1936.

sant le Gouvernement à apporter, par décret, des modifications aux tarifs de douane, dans le but de conclure des accords commerciaux. D'autres droits furent modifiés de la même façon, à l'occasion d'accords conclus avec la Suisse, la Belgique et l'Italie.

Ces différentes conventions, complétées par un projet spécial appelé additif douanier, furent approuvées par le Parlement en quatre lois principales du 2 mars 1928 et du 2 avril 1928, et cet ensemble constitua le nouveau tarif douanier français.

A côté de cette modification, ou plutôt de ce relèvement de tarifs, divers accords commerciaux furent conclus, qui présentèrent les caractéristiques suivantes :

Retour à la clause de la nation la plus favorisée, traité avec la Belgique (23 février 1928), avec la Suisse (21 janvier 1928) et avec la Yougoslavie (30 janvier 1929) ;

Consolidation de nombreux droits; depuis 1928, 5.000 postes de notre tarif, sur 7.000 au total, furent consolidés. Cette consolidation, qui devint gênante dans la suite, lorsqu'il fallut remanier certains droits pour les adapter à la situation économique, a permis néanmoins d'obtenir une compensation corrélative des droits étrangers et, ainsi, nous avons obtenu une stabilité qui aurait dû profiter au développement de nos échanges extérieurs si les conditions économiques n'avaient pas été changées prématurément. D'ailleurs, l'inconvénient possible des consolidations avait été atténué en partie par la brièveté des conventions qui les stipulait et la brièveté des préavis de dénonciation.

II. — DE 1930 A 1936.

Jusqu'en 1930, la France était sensiblement revenue à l'équilibre douanier et aux principes de politique commerciale qu'elle appliquait avant 1914. Mais, en 1930, le développement de la crise avait bouleversé profondément cet équilibre, les résultats du commerce extérieur des premiers mois de 1931 apparaissaient encore plus désastreux, les exportations se réduisaient terriblement et les importations de certains articles se développaient de façon tout à fait anormale; aussi le Gouvernement français eut recours à des méthodes exceptionnelles correspondant à la crise.

Par application de la loi du 29 mars 1910, dont l'article 3 « autorise le Gouvernement à prendre d'urgence, dans les cas où les mesures arrêtées par les pays étrangers seraient de nature à entraver le commerce français, toutes dispositions appropriées aux circonstances », le Gouvernement essaya d'organiser la défense de l'économie française par des contingentements, des taxes spéciales de dépréciation de change, des caisses de compensation.

§ 1. — MODIFICATIONS AU TARIF DOUANIER.

La base théorique de la protection douanière française reste définie par le tarif fixé suivant les quatre lois de mars et avril 1928. Cette question de tarif devient d'ailleurs secondaire; à partir de 1931, ce sont surtout les contingentements qui constituent la barrière la plus efficace contre les importations de produits étrangers.

Au cours de ces six années, malgré les contingents, notre tarif douanier a été notablement modifié dans le sens de l'augmentation des droits de douane. Cette augmentation s'est réalisée sous un double effet : celui de la baisse des prix qui a eu pour résultat de rendre plus lourds les droits spécifiques dont notre tarif était composé en très grande partie; celui de lois nombreuses qui ont toujours majoré certaines positions de notre tarif douanier.

Ces relèvements de tarifs ont été très souvent établis par décret : l'application de la loi du 13 décembre 1897 ou loi du cadenas, a été de plus en plus étendue. Jusqu'en 1929, elle ne pouvait porter que sur 46 positions du tarif douanier, parmi lesquelles les céréales et leurs dérivés, les vins, les bestiaux, les viandes fraîches de boucherie. Les lois du 31 décembre 1929, du 14 mars 1931, du 19 avril 1931 et du 4 juillet ont fait passer de 46 à 201 le nombre des produits dont la protection peut être accrue par un décret, car la réserve de la ratification parlementaire postérieure, n'en était pas une, étant donné qu'elle était toujours acquise.

Bien plus, par la loi du 28 février 1934 le Gouvernement avait le pouvoir de modifier le tarif douanier tout entier, sous la même réserve de la ratification ultérieure qui était presque automatiquement obtenue. Ces pouvoirs exceptionnels, qui n'étaient accordés que pour un an, furent renouvelés pour une nouvelle année par la loi du 29 décembre 1934 et, après une interruption de trois mois, du 15 novembre 1935 au 26 février 1936, renouvelés encore jusqu'au 30 juin 1936 avec quelques restrictions (les augmentations par décrets.

non ratifiées par le Parlement ne pouvaient être appliquées de nouveau. Les produits agricoles soumis à la loi du cadenas ne pouvaient profiter de cette disposition; enfin, les augmentations décrétées devaient être ratifiées avant le 1^{er} février 1937, sous peine d'être abolies automatiquement à cette date.)

En vertu de ces dispositions législatives :

Du 1^{er} mars 1928 au 1^{re} juillet 1932 : 30 lois et décrets ont augmenté les droits primitifs.

Du 1^{er} juillet 1932 au 1^{er} janvier 1933 : 12 mesures d'augmentation.

Pendant l'année 1933 : 18 mesures.

Pendant l'année 1934 : 42 mesures.

Pendant l'année 1935 : 50 mesures.

C'est en 1934 et 1935 que ces mesures ont été les plus nombreuses et les plus importantes, nécessitées par l'aggravation de la concurrence étrangère et favorisées par la procédure simplifiée employée. Un essai de remplacer certains contingents par des relèvements de droits explique aussi cette floraison de lois et décrets en matière douanière.

En plus de ces lois douanières proprement dites, il faut signaler une disposition importante de la loi de finances du 31 mars 1932 (art. 32) : elle prévoyait que la taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation, qui était primitivement fixée à 2 %, serait rendue progressive de 2 à 6 % suivant le degré d'achèvement des produits importés. Cette mesure était destinée essentiellement à procurer une ressource au budget pour réaliser son équilibre. Son rendement était évalué à 400 millions de francs; cette modification législative a

soulevé dans plusieurs pays des protestations nombreuses et qui ont été suivies, en Suisse, de mesure de rétorsion. Cette taxe risquait de priver, en contre-partie, notre exportation de quelques-uns des débouchés restreints qui lui restaient encore ouverts; aussi les dispositions de cet article de loi furent rapidement modifiées : conventions de double imposition (juin 1932 à novembre 1933), décrets pris en application des lois des 10 mars 1934 et 15 mars 1935, ont ramené cette taxe à 2 %.

La loi du 26 février 1936 prévoit même la suppression par décret de cette taxe pour les importations de produits étrangers grevés de charges fiscales équivalentes aux nôtres ou pour les pays ayant des arrangements commerciaux avec la France.

§ 2. — CONTINGENTEMENTS.

La procédure employée pour appliquer un contingent est très expéditive; c'est d'ailleurs l'un des gros avantages de cette mesure sur le relèvement des tarifs douaniers qui nécessitait, au début tout au moins, des formalités longues et compliquées. C'est le Gouvernement qui a l'initiative des restrictions d'importation; ses pouvoirs sont basés sur l'application extensive de l'article 3 de la loi du 29 mars 1910; en pratique, un décret suffit pour fixer un contingent, ses modalités qui peuvent porter sur son mode d'établissement (accord avec les pays intéressés après négociations), sur sa durée (année, trimestre, mois, journée), ou sur les formalités à remplir, sont portées à la connaissance des importateurs sous forme d'avis insérés au *Journal Officiel*.

En France, des applications provisoires ou transitoires de contingentements furent faites avant 1931 : charbons étrangers en 1927, combustibles minéraux (juillet 1931). Mais de juillet 1931 à juin 1932, ces mesures se développent : plus de 50 décrets ont été appliqués à différentes marchandises, dont les principales furent les charbons, les vins et bois, les bestiaux, les sucres, les cuirs et peaux.

De 1932 jusqu'à la fin du premier semestre 1935, les contingents ont été étendus à un nombre toujours croissant de marchandises. Le nombre des positions du tarif douanier, objets de contingents, s'accrut progressivement :

Juin 1932	1.100
Juin 1933	1.160
Juillet 1934	1.800
Actuellement	1.800

Le 8 août 1935, 23 contingents d'importance secondaire furent supprimés, et un comité d'adaptation du régime douanier fut créé; mais malgré cette tendance nouvelle, le système du contingentement très étendu et des droits douaniers très élevés a subsisté jusqu'au mois d'octobre 1936.

Les lois des 28 février 1933 et 23 décembre 1933, prorogées par celle du 24 décembre 1934, ont établi, en plus des contingents, des « taxes de licence » frappant les titulaires d'autorisations d'importations de produits contingentés, pour contrebalancer les bénéfices supplémentaires que pouvaient réaliser les titulaires de privilège exclusif d'importation. Ces taxes, appliquées surtout pour les produits agricoles et quelques

produits industriels ou matières premières, présentaient encore un caractère protecteur du fait qu'elles augmentaient le prix de revient de ces marchandises.

Enfin, en 1934 des essais ont été tentés pour utiliser le système des contingents dans les négociations commerciales en vue de procurer en contre-partie des débouchés à nos exportateurs : les contingents existant furent réduits à 25 % de leur montant et les surplus d'importation devaient être accordés en échange d'octrois semblables consentis par les étrangers ; mais les autres pays ont refusé d'accepter cette combinaison, et nos contingents ont été rétablis peu après, comme primitivement.

Au sujet des avantages ou inconvénients du contingentement, « il reste difficile de porter un jugement d'ensemble sur la valeur économique de ce procédé. Il est réellement satisfaisant lorsqu'il prépare ou sanctionne une entente internationale, et qu'il permet ainsi de régulariser le marché d'un produit dans l'intérêt du producteur comme dans celui du consommateur. Il a également une grande utilité lorsqu'il est employé pour préparer une telle entente. Mais lorsqu'il fonctionne uniquement comme moyen de protection, il ne faut le considérer que comme un expédient provisoire, utile d'ailleurs et même indispensable, aussi longtemps que dureront les désordres économiques qui ont obligé à les créer » (1).

(1) M. A. BOISSARD, inspecteur des Finances. Conseil National Économique, 24 décembre 1932.

Au point de vue de l'influence particulière des contingents sur notre commerce extérieur (1), on ne peut leur refuser une large part dans la réduction des importations en vue de laquelle ils ont été d'ailleurs établis.

Sans pouvoir imputer aux contingents, en raison des représailles qu'ils ont provoquées de l'étranger, une responsabilité prépondérante dans la diminution des exportations, il faut noter qu'il existe en France, entre importations et exportations, une proportion dont les termes ne peuvent varier que dans des limites assez étroites; les éléments du commerce extérieur ne sont pas indépendants les uns des autres, et une réduction notable des importations finit plus ou moins vite par réagir sur le volume des exportations (2).

§ 3. — AUTRES MESURES.

On note les taxes spéciales *ad valorem*, dites « compensatrices de change », sur les importations en provenance de pays à monnaie dépréciée ou dévaluée. Le décret du 1^{er} août 1931 a posé le principe des surtaxes de change, et des décrets du 12 novembre 1931 et du

(1) Il faut noter que, de 1932 à 1935, la plupart des contingents agricoles fixés n'ont pas été utilisés complètement, par exemple, pour les trois premiers trimestres de 1935, on note quelques contingents importants inutilisés en grande partie et qui ne le seront pas jusqu'à la fin de l'année.

	Contingents	Importation	Différence
Oeufs en coquille	14 000	2.041	11.959
Maïs en grains (quintaux) .	1.600.000	788.123	78 709
Légumes frais (quintaux) .	164 600	78.709	85.891

(2) MM. RIVES, DIDIER, GREGH, GARNIER. — Conseil National Economique, 17 juillet 1936.

9 décembre 1931 ont frappé de surtaxes allant de 7 à 15 % les produits venant de nombreux pays, parmi lesquels : la Grande-Bretagne, les Pays Scandinaves, la République Argentine, l'Égypte et le Canada.

Par des décrets pris au cours des années 1931, 1932, 1933, ces surtaxes ont frappé plus de 25 pays : leur produit mensuel a atteint jusqu'à 20 millions, actuellement, à la suite des protestations des intéressés, de nombreuses atténuations sont survenues, et le produit mensuel est tombé à moins de 700.000 francs.

Les caisses de compensation, dont le but essentiel fut de permettre aux exportateurs français d'obtenir le règlement de leurs créances, aboutirent en fait à une aggravation de la protection douanière et à un développement des exportations françaises, mais regrettables, celles-là, parce qu'elles ne recevaient aucun paiement à la suite de la difficulté d'apurer les arriérés de clearing.

La première mesure de compensation a été imposée à l'Esthonie par l'arrêté du 15 février 1932; depuis cette date, des régimes analogues ont été étendus à l'Autriche, à la Hongrie, à la Lettonie, au Chili, à la Grèce, etc. Basées sur un décret du 3 décembre 1931, ces caisses de compensation furent étendues à une douzaine de pays.

Enfin, diverses mesures de protectionnisme indirectes furent appliquées, parmi lesquelles citons :

L'obligation des marques d'origine, qui occasionna des frais supplémentaires (loi du 20 avril 1932) ;

La taxe unique de remplacement de statistique (1 fr. par tonne) (décret du 12 juillet 1934) ;

Prohibition de principe, par mesure de réciprocité, de divers produits agricoles venant de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Belgique et d'Espagne (décrets des 18 avril, 23 mai, 14 octobre et 21 janvier 1933).

§ 4. — ACCORDS COMMERCIAUX.

Dans la politique d'accords commerciaux, il faut noter qu'en 1930 la France était liée avec les principaux pays d'Europe, par des accords basés sur l'octroi presque sans réserve de la clause de la nation la plus favorisée et sur la consolidation d'une partie importante de ses positions douanières; depuis cette date, nous n'avons pas cherché à dénoncer nos accords, mais bien plutôt à les modifier, d'abord en déconsolidant la plupart des droits de manière à retrouver notre liberté tarifaire, ensuite en adaptant ces accords aux conditions nouvelles.

Depuis 1932, jusqu'à 1935, nous avons passé de nombreux accords :

24 en 1932,

25 en 1933,

38 en 1934,

40 en 1935.

Par ces accords, nous avons cherché à supprimer les consolidations de tarif consenties auparavant, et la clause de la nation la plus favorisée quand il fallait, pour l'obtenir, une réciprocité onéreuse. En outre, ces accords ont cherché à aménager les mesures douanières françaises avec la politique commerciale des pays étrangers : détermination des contingents, suppression de la surtaxe de change, organisation de la compensation des créances.

Ces accords étaient établis pour des durées variables et en général très brèves, ce qui nuisait à la stabilité des échanges avec l'extérieur.

Pour avoir une idée d'ensemble du degré de protection auquel ont atteint les diverses mesures prises au point de vue douanier, nous donnerons l'évolution du coefficient de perception douanière (1) pendant les années envisagées, en notant que ce coefficient, en 1913, s'établissait à 8,76 %.

1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935
4 87	6 5	8 01	11 »	14 1	15 6	17 7	15 »	6 7 %

Il ne faut prendre le tableau que comme indication très générale du pourcentage des taxes douanières, car ce coefficient de perception douanière est très variable suivant les pays (vis-à-vis de l'Angleterre, en 1932, il atteignait 29,9 %, tandis que, au même moment, vis-à-vis de la Suisse, il était de 8 %) et suivant les catégories de produits (pour les fruits et les légumes, il était de 30,45 % en 1931 et seulement de 6 % pour la houille).

De plus, la protection douanière française n'est pas allée en diminuant depuis 1934, mais c'est l'effet des contingentements qui est venu réduire ce coefficient, car si les importations d'un produit sont considérablement réduites à la suite d'un contingentement, le droit élevé qui peut être appliqué à ce produit ne joue plus fréquemment et le coefficient de perception peut apparaître moindre, quoique la protection douanière soit en réalité plus efficace. C'est ce qui s'est produit en

(1) Etablissement de ce coefficient. Cf. J. WEILER. — *Activité économique*, 31 juillet 1935.

1934 et 1935 ; les contingents sont de plus en plus nombreux et plus étroits, aussi le coefficient baisse tandis que, dans la réalité, nos moyens protectionnistes sont plus nombreux et plus efficaces que jamais.

§ 5. — MESURES D'EXPANSION ÉCONOMIQUE.

Mentionnons, enfin, les quelques mesures prises par la France pour développer des exportations, ou tout au moins pour protéger ses exportateurs contre la concurrence étrangère.

Ces mesures sont assez peu nombreuses et en général mal organisées ; enfin, elles ont été prises très tard relativement aux autres pays et, semble-t-il, parce que nous ne pouvions faire autrement que de les imiter.

Nous citerons d'abord, dans le domaine financier :

1° Des primes directes, allouées sur les ressources du budget ou trouvant des contre-parties dans des taxes spéciales ; ces primes ont été accordées soit à la production : chanvre (décret du 12 avril 1933), filature de la soie (4 avril 1934-30 octobre 1935) ; soit à l'exportation : automobiles françaises (1 fr. 50 par kilogr. net, 12 juillet 1934), sous-produits du blé dur (13 mars 1936), produits de la grande pêche (19 mai 1932), beurres (25 juillet 1935), produits résineux (lois des 21 mars 1934 et 2 juillet 1936).

2° Des primes indirectes accordées sous forme d'exonération fiscale, d'exonération ou de réduction de droits de douane, de réduction sur les transports à l'exportation, allant jusqu'à 55 % et, enfin, de facilités diverses de crédit ou d'assurance-crédit d'Etat à l'exportation (loi du 10 juillet 1928, décret du 4 octobre 1935).

Des moyens plus détournés ont été employés aussi, qui avaient une répercussion indirecte sur nos exportations; dans cet ordre, nous pouvons citer l'effort de déflation entrepris au mois de juillet 1935 qui devait abaisser les prix de revient français et les rapprocher des prix étrangers, mais cet effort n'a pas été soutenu assez longtemps pour donner des résultats sensibles. En dernière analyse, citons « les mesures de sauvetage » préconisées par l'Etat, quand il recommandait aux exportateurs de réduire leurs envois à l'étranger, notamment en Allemagne, pour éviter des immobilisations de crédit trop longues ou des risques de non-paiement, étant donné les arriérés de clearing et les difficultés d'apurer les comptes des offices de compensation. D'ailleurs, toutes ces mesures financières ou ces primes diverses restent sans grand effet, quand l'arrêt des échanges tient surtout à l'organisation de pays de plus en plus nombreux en économie fermée ou à la multiplication de mesures tendant à restreindre ou à interdire les règlements extérieurs. Ces primes ne peuvent actuellement avoir des effets que vis-à-vis des pays qui ont conservé un certain libéralisme économique ou, au moins, qui n'ont pas interdit tout transfert de moyens de paiement à l'étranger; or, actuellement, le nombre de ces pays tend encore à se raréfier.

III. — RÉGIME DOUANIER FRANCO-COLONIAL.

Les diverses colonies françaises sont soumises à des régimes différents suivant leur degré d'avancement, soit au point de vue civilisation, soit au point de vue de leur développement économique. L'Algérie bénéficie d'une assimilation à peu près complète au territoire

métropolitain; aucun droit d'entrée pour les produits français importés en Algérie, ni aux produits algériens importés en France. De même en matière de contingentements et de traités de commerce, l'Algérie est assimilée à la métropole.

Pour les autres colonies, leur régime douanier est régi en principe par la loi du 13 avril 1928 et le décret du 2 juillet 1928; cette loi distingue :

— Les colonies assimilées au point de vue douanier au territoire métropolitain; ce sont : Madagascar, la Réunion, l'Indo-Chine, les plus importantes; les échanges entre ces colonies et la métropole sont effectuées en franchise; pour les produits étrangers, on applique le tarif intérieur de la France avec un certain nombre de droits spéciaux.

— Les colonies autonomes, qui ont un tarif douanier différent de celui de la métropole; les unes sont à régime préférentiel pour les produits métropolitains (A. O. F., A. E. F.), les autres sont à régime non préférentiel (Maroc, territoires sous mandat); leurs importations pénètrent en France soumises au tarif minimum.

Pris dans son ensemble, le régime douanier franco-colonial assure aux produits métropolitains une large protection. Seulement, pendant ces dernières années, le jeu des tarifs douaniers s'est révélé impuissant en face des importations massives de certains produits étrangers, notamment de ceux du Japon; aussi nos exportateurs ont réclamé l'extension de certaines mesures de contingentements aux territoires d'outre-mer ou des augmentations de tarifs pour les produits étran-

gers. A l'inverse, les produits coloniaux sont insuffisamment protégés en France, car ce sont pour la plupart des matières premières et des denrées alimentaires, et la politique douanière française pour ces produits dont le pays a besoin est presque libre-échangiste, le caoutchouc, par exemple, ne bénéficie d'aucune protection douanière et le café fort peu. De plus, pour les produits qu'on trouve dans la métropole, il se crée des conflits d'intérêts entre producteurs métropolitains et coloniaux; aussi, pour aider ses colonies, la France a attribué à de nombreux producteurs coloniaux des primes alimentées par les taxes perçues à l'importation de produits similaires venant de toutes origines (loi du 7 janvier 1932, sur les bananes; loi du 29 avril 1932, pour les ananas).

Le problème le plus difficile à résoudre est celui de trouver des débouchés sur les marchés étrangers pour les produits coloniaux qui concurrencent ceux de la métropole; les accords directs entre colonies et pays étrangers sous le contrôle de la métropole restent difficiles à conclure et exceptionnels; actuellement, toutefois, on s'oriente dans la voie d'accords conclus par la métropole, où les produits coloniaux deviennent un article d'échange quand leur nature rend leur exportation opportune. Ainsi, une opération récente entre la France et l'Allemagne, sous forme de compensation privée, prévoit l'importation en Allemagne de riz de l'Indo-Chine, et, en échange, importation en France équivalente de certains produits chimiques allemands (*J. O.* 12 février 1936) (1).

(1) Société Alsacienne de Banque. *Bulletin économique et financier*, mars 1936.

La poursuite de cette politique douanière impériale a déjà permis d'accroître considérablement nos échanges avec nos colonies, mais il semble qu'elle puisse donner encore de meilleurs résultats en développant le pouvoir d'achat de nos colonies et nos possibilités d'exportation.

En résumé, la politique douanière de la France depuis 1927, a été surtout une politique d'opportunisme pratiquée pour remédier aux lacunes les plus graves de notre organisation économique et aux effets les plus dangereux de la concurrence étrangère. Les contingents spécialement, qui avaient été établis provisoirement et qui ne devaient pas durer, existent toujours, et il semble bien qu'ils sont destinés à demeurer longtemps encore, car l'essai tenté à la suite de la dévaluation française en octobre 1936, de supprimer plusieurs contingents et d'abaisser certains tarifs, a été assez désastreux pour notre balance commerciale. Notre commerce extérieur, malgré la reprise qui se constate aujourd'hui dans le monde, a encore besoin de toutes ces protections douanières, car les prix français sont trop élevés pour soutenir la concurrence internationale, et surtout les marchés étrangers sont beaucoup trop fermés à nos produits. Aussi longtemps que ces marchés étrangers seront ainsi réglementés étroitement par des lois douanières ou monétaires, nous serons obligés d'user de procédés semblables, et nous ne pourrons revenir au système d'un tarif douanier modérément protecteur qui pourtant semble la meilleure solution.

TROISIÈME PARTIE

Répercussions de la réduction du commerce extérieur français sur la vie économique

Il serait vain de nier l'influence du commerce extérieur sur l'économie d'un pays; même maintenant où le libéralisme économique est battu en brèche et où les doctrines autarchiques ont amené des méthodes propres à limiter en grande partie la concurrence internationale, celle-ci joue encore un rôle important. Il n'est point de barrières douanières assez efficaces qui permettent à un pays de vivre absolument sur lui-même, sans échange avec l'extérieur; et même si l'on avait trouvé des procédés assez sûrs, aucun ne pourrait vivre sans le concours partiel des autres pays. L'Allemagne, qui présente le plus bel exemple d'essai d'économie autarchique, est obligée, malgré tous les « ersatz » qu'elle est arrivée à produire, de se procurer les matières premières que son sol ne lui fournit pas, et les efforts qu'elle a faits pour trouver des débouchés à l'étranger prouvent l'importance et la nécessité vitales du commerce international.

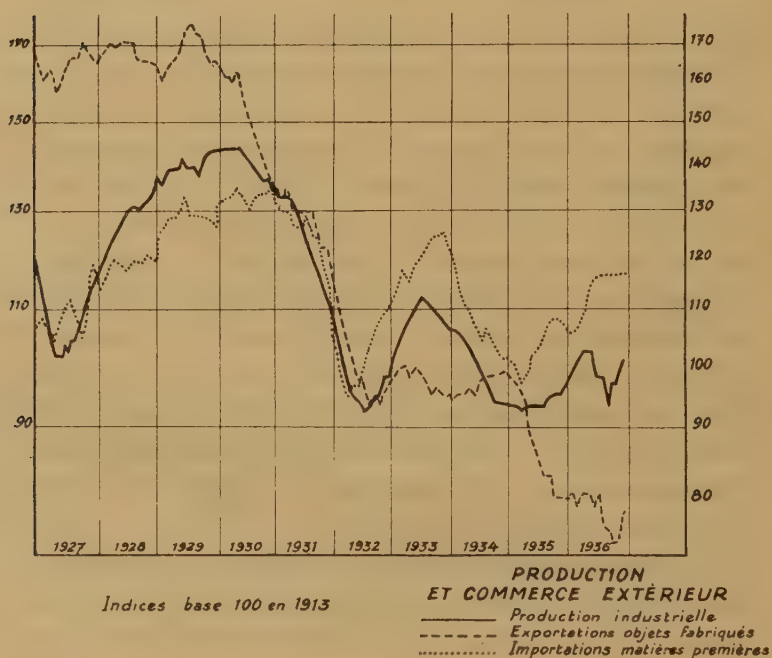
En France, nous n'avons pas cherché de plein gré à nous suffire nous-mêmes, mais devant les méthodes employées partout ailleurs, nous avons été obligés d'em-

boîter le pas et de trouver le plus possible de débouchés chez nous et dans nos colonies. Mais notre empire colonial, malgré son étendue, ne remplace pas les marchés qui nous ont été fermés les uns après les autres; aussi notre commerce extérieur a-t-il été réduit dans de très fortes proportions, et cela pour le plus grand dommage de nos producteurs et de nos industriels. Nous allons étudier les répercussions de cette chute de notre commerce extérieur dans les divers domaines de notre activité économique, en examinant plus particulièrement :

L'activité industrielle;

Les finances publiques et privées;

L'ordre social.



CHAPITRE PREMIER

Répercussions du fléchissement du commerce extérieur sur la production

Toutes nos industries ont souffert de la contraction des échanges internationaux, mais avec des intensités diverses suivant leur nature.

Dans les industries textiles, qui sont nos premières industries exportatrices, on a pu constater que dans les 20 dernières années, le pouvoir de consommation normale ne s'est pas relevé de 10 %, tandis que l'accroissement de la capacité mondiale de production dans l'industrie de la laine était estimé à 15 % et, dans celle du coton, à 30 % (1). Que cet accroissement soit dû au perfectionnement du matériel dont le rendement est accru, plutôt qu'à la multiplication des broches et des métiers, c'est fort probable, mais le résultat est le même : ce résultat est désastreux pour nos industries textiles, si l'on remarque que les exportations françaises avant la crise s'élevaient à 50 % de la production dans la branche lainière et 10 % dans la branche cotonnière; pour la soie, c'est encore pire, puisque les

(1) P. JERAMEC — Production industrielle, *Rev. Ec. P.*, 1935, p. 803.

tissages lyonnais exportaient 70 % de leur production en 1928. Même après la crise, que nous n'avons pas encore fini de traverser, si le marché intérieur retrouve ses possibilités passées, « l'industrie lainière doit se résigner à la disparition de la moitié environ de ses débouchés à l'exportation » (1).

Pour l'industrie cotonnière, les débouchés étrangers doivent être considérés comme perdus et la concurrence internationale ne permettra, après le retour au régime normal, que l'emploi de 60 % de l'outillage cotonnier. Pour la soie, en 1934, l'industrie a travaillé à 56 % au-dessous de son activité d'avant guerre et elle ne retrouvera une partie de ses débouchés que grâce aux colonies et encore à la condition d'abandonner les spécialités d'art et de luxe pour se livrer beaucoup plus à la fabrication d'articles courants.

Dans l'industrie métallurgique, qui est notre première industrie de base et où la branche exportatrice est essentielle, les accords conclus par la métallurgie française au sein de l'Entente internationale de l'acier, offrent quelques garanties de stabilité, mais outre le retour de la Sarre à l'Allemagne, qui supprime un important débouché à nos usines lorraines, la concurrence russe, et surtout asiatique, du Japon et des Indes britanniques, se fait très sérieuse et ne fera que s'accroître dans l'avenir. En 1934, l'exportation de l'Inde atteint déjà 380.000 tonnes de fonte et celle du Japon 400.000 tonnes; là encore, il faudra s'attacher au développement du marché colonial. Les industries mé-

(1) M. F. CARISSIMO, président de la Chambre de Commerce de Roubaix.

caniques et transformatrices de métaux n'exportaient que 14 % de leur production de 1926 à 1930, mais elles ont vu cependant avec inquiétude se contracter leurs ventes à l'étranger : 1,5 milliard en 1934, au lieu de 3,5 milliards en 1926.

Nous exportons de moins en moins d'automobiles, et la France, aujourd'hui, ne vient plus qu'au quatrième rang des pays producteurs mondiaux, malgré la prime gouvernementale de 1.500 francs par tonne accordée à cette exportation. Notre marché intérieur est très encombré avec 2 millions de voitures et les pays étrangers en construisent eux-mêmes de plus en plus.

Enfin, d'une manière générale, on estimait que l'industrie française exportait ses produits dans la proportion de 20 à 30 %. Pour rechercher les relations plus directes entre commerce extérieur et la production, nous allons comparer quelques graphiques et indices; et d'abord la courbe des importations des matières nécessaires à l'industrie (en volume) et celle de la production des industries extractives qui doivent être en opposition.

Si les matières premières importées ne sont pas exclusivement des minéraux, la part de ces derniers n'a pas cessé d'augmenter et la comparaison de ces deux indices envisagés permet de voir la contraction de la production de nos industries extractives suivant l'importance des importations; la production minière baisse de 1929 à 1932 et, cette année, se produit un renversement du mouvement, notre production tend à remonter jusqu'en 1936; au contraire, nos importations de matières premières ne baissent sérieusement qu'à partir de la fin de 1931 et en 1932; en 1933, à

une nouvelle augmentation des entrées de matières premières correspond une rechute de la production; enfin, en 1934, nos importations baissent encore sous l'effet des contingentements et restent à un niveau assez inférieur jusqu'à la fin de 1936, ce qui permet à notre production de se relever au début de 1934 et de rester stationnaire jusqu'à la fin de 1936 où, cette fois, la déficience des extractions françaises a nécessité une augmentation des importations pour les besoins de l'industrie nationale.

La comparaison des courbes de la production industrielle française et des exportations d'objets fabriqués en volume montre un parallélisme frappant de 1927 à la fin de 1934 : hausse de 1928 à la fin de 1929, baisse accélérée de 1930 jusqu'au milieu de 1932, relèvement jusqu'au milieu de 1933 et nouvelle baisse; ensuite, notre production se relève, malgré une nouvelle baisse d'exportation, parce que notre marché national, mieux protégé par les mesures douanières, absorbe plus de produits qu'il ne le faisait auparavant.

Enfin, la courbe des exportations d'objets fabriqués marque de 1928 à 1934 une évolution semblable à celle des importations de matières premières; toutefois, les importations ne décroissent qu'à partir de 1931, tandis que les exportations ont commencé leur mouvement de recul dès le milieu de 1929 : ce décalage s'explique par le fait que le marché intérieur a suppléé pendant un an et demi à la déficience du marché extérieur. A partir de 1934, nouvelle divergence; les importations augmentent, tandis que les exportations diminuent de nouveau, mais pour des raisons différentes (contingente-

ments), le marché absorbe plus de produits, alors que les marchés étrangers se ferment de plus en plus.

Les deux courbes qui marquent le plus de parallélisme, et spécialement à partir de 1932, sont celle des importations de matières premières et celle de la production française; avant 1931, la courbe de production est au-dessus de celle des importations, tandis qu'à partir de 1931, c'est l'inverse qui se produit; il faut en conclure que notre production de matières premières est devenue insuffisante par rapport au volume de la production industrielle et que nous avons dû augmenter relativement les importations de ces matières.

Ce qui ressort de ces différentes comparaisons, c'est que nos exportations, après avoir marqué une hausse très forte en 1929 (l'indice est de 175 au lieu de 100 en 1913), sont tombées très bas en 1936 (indice 80); mais, malgré cette déchéance, notre production industrielle, qui a bien diminué, n'est pas cependant tombée aussi bas de 1934 à 1936; elle est revenue à son niveau d'avant guerre; l'indice, qui s'était élevé à 140 en 1930, est actuellement à 98; mais ce niveau n'a pu de nouveau être atteint que grâce aux mesures prises pour sauvegarder le marché national; notre production était tombée sous l'effet de l'envahissement des produits étrangers et parallèlement à la marche suivie par nos exportations; nul doute que de même que pour les exportations, cette baisse se fût accentuée pour notre production industrielle sans les mesures de protection que nous avons prises.

Nous donnerons, en terminant, ces quelques chiffres indiquant la fluctuation de la production et des expor-

tations françaises dans les groupes industriels les plus importants :

Pourcentage des variations de 1930 à 1935.

	VOLUME	
	Production	Exportation
(1) Fils et tissus :		
Coton.	— 19	— 88
Laine.	— 19	— 68
Soie	— 33	— 22
(2) Produits métallurgiques.	— 33	— 42
(3) Industries mécaniques .	— 38	— 51
(4) Cuirs et peaux ouvrées .	— 18	— 50

Sauf pour la soie (1), notre production enregistre des baisses moins fortes que nos exportations, mais qui sont causées en partie par la chute de ces exportations, et d'autant plus que nos exportations absorbent une plus grande part de la production. Les variations des exportations et de la production, toutes de même sens, indiquent la corrélation de ces fluctuations et l'influence des unes sur les autres.

Au point de vue financier, la situation des banques d'affaires est révélée par la fluctuation du cours de leurs actions. L'indice des cours de 300 valeurs donné par la Statistique Générale de la France, enregistre une importante augmentation au cours de 1928, atteignant son maximum en février 1929 (185, base 100 en 1913). L'année 1929 marque des hauts et des bas,

(1) La part considérable de la soie artificielle dans les exportations ne permet pas leur comparaison directe avec les données de la production.

avec une tendance à la baisse; les deux années suivantes enregistrent une chute verticale, l'indice tombant de 155 à 75; la reprise qui s'observe au début de 1932 ne dure pas et, d'avril 1932 au mois d'avril 1935, la courbe représentative marque des fluctuations alternées qui sont orientées vers une baisse générale, puisque l'indice tombe à 60; au mois d'octobre 1935, nouvelle chute brusque à un niveau inférieur à 50, et c'est seulement à la suite de la dévaluation que les cours des actions remonteront jusqu'à la fin de 1936, l'indice passant à 70.

Ainsi, la baisse des valeurs de banque a été concomitante à celle des exportations de produits fabriqués en volume (1) et n'a fait que suivre celle des mêmes exportations en valeur. Il est même remarquable de comparer les deux courbes représentant ces fluctuations; particulièrement pendant l'année 1936, à la baisse importante des exportations en septembre, correspond une baisse identique du cours des valeurs.

Le volume des opérations de bourse est également significatif; il est influencé par d'autres facteurs que le commerce extérieur, mais il faut remarquer tout de même qu'il a atteint son maximum en 1928 et qu'il s'est réduit considérablement jusqu'au milieu de 1930, pour rester ensuite à des niveaux assez bas, mais plus stables, malgré des fluctuations passagères et orientées en général vers la baisse. La bourse enregistre fidèlement toutes les variations d'activité, puisqu'elle est spécialement sensible à toutes les transactions commer-

(1) J. DESSIRIER. — La bourse des valeurs. R. E. P., mai-juin 1933.

ciales dont l'importance se ressent de toutes les manifestations d'optimisme ou de pessimisme prévues.

Notre vie économique se ressent tout entière de la vie économique internationale. Nous venons de voir que la production industrielle spécialement dépendait, pour une part importante, de l'état florissant ou du marasme du commerce international. La production agricole s'en ressent indirectement aussi; n'est-il pas significatif que depuis quelques années le seul remède trouvé pour résorber les excédents de vins ou de blé ait été de limiter l'ensemencement des surfaces cultivées pour les céréales ou de réduire le nombre des plants de vigne (1). Et par les répercussions que cette diminution du commerce a dans la production ou dans l'activité du pays en général, les effets de la crise et de la concurrence internationale s'infiltrèrent partout et réagissent même sur les placements des capitaux qui, pourtant, ne manquent pas en France. Les mesures de protection peuvent pallier momentanément aux conséquences les plus désastreuses de cette asphyxie de notre économie, mais rien ne pourra être fait de durable et d'efficace tant que le monde ne sera pas sorti du chaos économique dans lequel il s'est plongé par suite d'un trop grand développement des moyens de production, qui n'a pu être suivi assez rapidement par un développement parallèle du pouvoir de consom-

(1) A la fin de l'année 1935, les récoltes excédentaires des principaux produits de l'agriculture étaient une cause de préoccupation pour le marché, aussi les superficies consacrées à la culture du blé, de l'avoine et du vin ont été réduites respectivement de 4 %, 1,5 % et de 7 %.

mation de l'homme : il faut espérer que ce pouvoir d'absorption se développera assez rapidement et arrivera à équilibrer l'accroissement de production dû tant à la multiplication des facteurs de production qu'à leur perfectionnement.

CHAPITRE II

Répercussion du fléchissement du commerce sur le budget de l'Etat

Comparé au budget d'avant guerre, qui se tenait à un niveau stable, le budget actuel français est doublé; les sources nouvelles de dépenses ont été nombreuses; elles se rencontrent dans les répercussions de la guerre (pensions, reconstructions) ou dans toutes les activités nouvelles qui incombent à l'Etat (charges sociales, offices, gestions d'entreprise, développement des colonies), et en général toutes les initiatives résultant de la politique étatique et même socialiste suivies depuis plusieurs années se sont traduites par un gonflement du budget, mais du côté des dépenses. En regard de tous ces besoins nouveaux, l'Etat a créé des charges nouvelles, les impôts ont été multipliés ou augmentés, mais cela ne suffit pas, car si théoriquement le taux des impôts peut être accru indéfiniment, pratiquement il n'en est pas du tout de même, leur rendement ne s'accroît pas proportionnellement; or, c'est ce rendement seul qui importe, et il dépend directement du revenu national. Ce revenu actuellement n'est pas égal à celui d'avant guerre (on le chiffrait approximativement à 170 milliards, cependant que celui d'avant guerre équi-

vaudrait à 200 milliards de francs actuels) ; car il est en relation directe avec l'activité de la production et du commerce, et nous avons vu que si la production française s'était réduite, le commerce ne l'était pas moins.

Ce qui disproporionne le budget actuel français, c'est qu'il est encore établi sur des données de 1928 ou 1930, les années de prospérité, tandis que l'année 1936 n'en est plus une ; c'est une année de pénitence ; les indices de la production et du commerce indiquent une réduction de 50 % par rapport à 1928. Les recettes de l'Etat ne suffisant plus à équilibrer ses dépenses, il fallut recourir à l'emprunt, et ces emprunts répétés ont accru terriblement le service de la dette publique et empêché de réduire les charges publiques. Mais ce qui a surtout occasionné le déséquilibre du budget, c'est la réduction des recettes, et cette réduction a été déterminée dans une certaine mesure par la contraction du commerce extérieur, puisque celui-ci procure des ressources à l'Etat directement par les recouvrements des douanes, et indirectement par les autres taxes appliquées aux diverses activités entretenues par le trafic international.

Au cours des dernières années, les droits de douane ont été très souvent modifiés, principalement dans un but de protection, mais aussi, dans certains cas, en vue d'accroître les ressources fiscales ; la loi de finances du 31 mars 1932 prévoyait une augmentation de la taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation de 2 à 6 %, essentiellement pour procurer 400 millions de revenus nouveaux au budget en vue de l'équilibrer.

Pour ces droits de douane, il faut signaler toutefois que l'augmentation de leur taux a compensé en grande partie la réduction de la valeur et du volume de notre commerce; c'est ainsi que le produit des douanes en 1929 était de 4.425 millions et qu'en 1931 il s'élevait à 5.921 millions; en 1934 il était encore à 5.312 millions et, en 1935, il se relevait à 6.165 millions.

Mais une autre influence a joué en sens contraire; ce sont les contingents; ceux-ci réduisaient automatiquement les importations et ne comprenaient pas forcément d'augmentation tarifaire, puisque la protection était assurée par un autre moyen; il est vrai que le fisc n'a pas tardé à s'apercevoir de cette perte de ressources et qu'une taxe sur les licences d'importation est venue compenser les augmentations de droits que les contingents avaient évitées.

Mais c'est dans ses relations avec l'activité économique tout entière du pays que le commerce extérieur a eu surtout des répercussions sur les finances de l'Etat. A ce sujet, il peut être intéressant de comparer au mouvement du commerce extérieur en valeur, celui des impôts indirects avec les droits de douane inclus et celui de la taxe sur le chiffre d'affaires.

La valeur totale de notre commerce manifeste dès 1927 une tendance à la baisse, par la suite de la diminution de nos exportations, dès ce moment; l'année 1929 marque un arrêt avec l'augmentation de nos importations, mais ensuite, dès 1930, la baisse s'accroît pour importations et exportations et se continue jusqu'en 1936.

La taxe sur le chiffre d'affaires atteint aussi son point culminant en 1929, avec 8.796 millions, mais elle ne

tombe pas aussi vite que notre commerce extérieur; en 1930, elle est encore d'un rendement satisfaisant (8.240) et ce n'est qu'à partir de la seconde moitié de 1932 qu'elle se laisse entraîner dans un mouvement de baisse vertical; l'augmentation d'activité du marché intérieur constatée aussi par les indices de la production a, pendant un an et demi, compensé la restriction des échanges extérieurs, puisque la baisse des recouvrements ne se fait sentir lourdement qu'à partir du mois d'avril ou mai 1931.

En 1934, ces recouvrements n'étaient plus que de 6 milliards, et c'est en 1935 que le fond de la dépression est atteint, avec 5.300 millions, puisque pendant l'année 1936, à la suite de la dévaluation, les transactions intérieures et les importations ont été assez nombreuses et ont entraîné un léger relèvement du produit de cette taxe (5.600 millions).

Pour les recouvrements des impôts indirects, l'évolution est moins frappante, puisque l'augmentation du taux des droits de douane empêche le rendement de ces impôts de baisser dans d'aussi fortes proportions. Toutefois, de 1927 au milieu de 1929, ces recouvrements sont en hausse rapide et, en 1934 et 1935, ils sont en baisse malgré la hausse des recettes douanières; le mouvement de baisse du rendement de ces impôts a par ailleurs suivi immédiatement celui du commerce extérieur.

Non seulement l'état de notre commerce extérieur a entraîné des diminutions de recettes, mais il a occasionné aussi des surcroîts de dépenses. Pour essayer d'enrayer la chute des exportations et pour soutenir la concurrence étrangère, l'Etat a dû consentir des

dépenses nouvelles pour la distribution de primes à l'exportation, qui souvent sont prises directement sur les recettes du fisc ; lorsqu'elles sont alimentées par des taxes perçues sur les importations, ces primes constituent encore des prélèvements sur les recettes douanières, dont le montant intégral ne va plus dans les caisses publiques. Ces primes se sont élevées jusqu'à 7 millions en 1931 pour les exportations de fils de coton, 57 millions en 1932 pour l'exportation des sous-produits du blé, 15 millions en 1935 pour l'exportation des produits de la grande pêche et, actuellement, ce système de primes s'est étendu considérablement, surtout en France, où les prix de revient trop élevés ne permettaient pas à nos produits de soutenir avantageusement la concurrence internationale.

Enfin, les différents organismes commerciaux se sont compliqués et multipliés ; les différents traités de compensation ont nécessité la création de caisses de compensation avec des fonctionnaires nombreux et nécessairement qualifiés, vu la difficulté des échanges internationaux et les formalités à remplir ; les traitements de ces fonctionnaires sont encore autant de sources nouvelles de dépenses pour l'Etat.

Le déficit budgétaire résulte donc en partie de la réduction de notre commerce extérieur. On pourrait multiplier le nombre des comparaisons avec les différentes sources de revenus qui sont influencées par nos transactions commerciales, comme les taxes appliquées aux valeurs mobilières, aux transports — le déficit des chemins de fer est couvert par l'Etat et il est même devenu supérieur aux impôts prélevés sur les recettes, l'indice des wagons chargés sur les réseaux étant tombé

de 125 en 1931 à 91 en 1935 — et quelques impôts directs comme l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Toutes ces comparaisons nous montreraient l'importance que tient le commerce extérieur dans la vie d'une nation et comment sa réduction se fait sentir dans presque tous les domaines.

Enfin, une cause indirecte, mais importante, de la diminution des recettes budgétaires réside dans le déficit accentué et répété de notre balance commerciale : car les milliards qui ont été exportés en contre-partie de nos excédents d'importations sont sortis du circuit français, ils ne permettent plus la création, en France, d'activités nouvelles qui accroîtraient le rendement des impôts ; de plus, ces exportations forcées de capitaux sont responsables en partie des difficultés financières de l'Etat : il ne trouve plus de disponibilités suffisantes, son crédit s'amoindrit, il est obligé d'emprunter à des taux plus élevés, jusqu'au jour où, ne pouvant plus assurer le paiement de ses dépenses, il est contraint de recourir à des manipulations monétaires qui se sont traduites en France par la dévaluation de 1936.

Ainsi, par le fait que le commerce extérieur fait vivre de nombreuses entreprises et constitue l'un des promoteurs de l'activité nationale, sa réduction entraîne des perturbations graves dans toute l'économie du pays, et même dans la bonne marche de l'Etat, qui dépend très souvent de l'état de ses finances.

CHAPITRE III

Répercussions du fléchissement du commerce extérieur sur l'ordre social

Les troubles sociaux actuels sont assez nombreux, ils sont assez visibles, il n'est pas besoin de chercher à prouver leur existence; à première vue on les attribue à des causes politiques, mais il semble bien que leur origine profonde se trouve dans la dépression économique actuelle, qui a entraîné des réductions de salaires diverses, des faillites nombreuses et, comme conséquence, un chômage permanent et croissant.

Pour avoir quelques éléments de comparaison, nous étudierons ici l'évolution du nombre des faillites, celle du chômage et enfin les salaires.

La statistique ne permet pas de distinguer les maisons de commerce ou les différentes entreprises par la destination de leurs produits. Nous avons vu plus haut, d'ailleurs, que les différentes branches de l'activité nationale sont plus ou moins intéressées par le commerce extérieur et les débouchés qu'il leur fournit; aussi la comparaison entre le mouvement des faillites et celui du commerce extérieur ne peut être rigoureuse, mais elle peut toutefois donner des indications intéressantes.

Le nombre des faillites a continuellement augmenté de 1927 à 1935; en 1928, le nombre mensuel était de 474, il s'est élevé progressivement jusqu'à 1.058 en mars 1935, qui semble le point culminant, puisque la moyenne pour cette année même ne fut que de 875 et qu'elle décroît assez considérablement en 1936, surtout à la fin de l'année.

Cette évolution du mouvement des faillites est inversée par rapport à celui des fluctuations du commerce extérieur; jusqu'en 1930, le chiffre mensuel des faillites était inférieur ou égal à celui d'avant guerre (1913 : 539), mais ensuite ce chiffre monte très rapidement et il est frappant de remarquer que le maximum soit atteint l'année où nos exportations et nos importations sont au niveau le plus bas. En 1936, la reprise des affaires, après le coup de fouet de la dévaluation, a retardé sans doute un certain nombre de faillites, mais il faut souligner en plus que beaucoup de sociétés écroulées n'ont pas été remplacées par des créations de nouvelles entreprises : à cet égard, il est significatif de remarquer que le nombre de constitutions de sociétés nouvelles a décru d'une façon importante : de 1928 à 1935, ce nombre est tombé, pour le département de la Seine, de 6.721 à 4.019 et, en 1936, nouvelle baisse de 400 unités. La comparaison du mouvement des faillites en France et en Angleterre montre une différence très grande : c'est en 1932, un an après la chute de la livre, que la moyenne mensuelle de faillites est la plus élevée, et depuis elle s'est réduite de près de moitié; or, c'est en 1932 aussi que les exportations anglaises atteignent leur niveau le plus bas.

En Allemagne, de même, le nombre des faillites décroît sérieusement en 1933, et c'est à partir de 1934 que les exportations allemandes marquent un redressement.

En France, si l'évolution des faillites doit avoir la même signification que dans les autres pays, leur régression rapide en 1936 devrait faire présager un avenir meilleur pour notre commerce, mais à la suite des troubles sociaux, beaucoup d'entreprises ont été contraintes de fermer leurs portes en 1937.

Pour les salaires, nous avons vu qu'ils étaient beaucoup plus élevés en France qu'à l'étranger et que ce décalage constituait l'un des éléments de la cherté des prix français. Nous avons remarqué aussi que la baisse était survenue assez tardivement et qu'elle avait été moins forte qu'ailleurs. Si cette diminution de salaires est arrivée avec retard, c'est parce que la crise s'est fait sentir plus tard en France. Jusqu'en 1930, les salaires ont été en hausse, et ce n'est qu'à partir de 1931 qu'ils commencent à baisser : leur indice tombe de 109 à 102 à la fin de 1935, pour Paris, et de 107 à 99 pour les autres villes, soit une baisse maximum d'un peu plus de 7 %.

Cette réduction des salaires a suivi la réduction du commerce avec un décalage de un ou deux ans; nous devrions retrouver ce décalage normalement dans la reprise, mais le changement de politique intervenu en France a mis la charrue avant les bœufs; l'augmentation de salaires est intervenue avant que la reprise ne soit effective, et la seule reprise qu'on ait pu observer a été celle des importations, car les produits français

sont devenus rapidement trop chers par rapport aux produits étrangers.

Pour le chômage, la statistique est délicate à établir en France : l'administration fait connaître le nombre des chômeurs secourus et celui des demandes d'emploi non satisfaites; ni l'un, ni l'autre, ne donne l'idée exacte du chômage, car en dehors des chômeurs complets, il existe beaucoup de chômeurs partiels qui ne figurent pas dans les statistiques; cependant, il est significatif tout de même que le total du nombre de chômeurs secourus en France passe de 904 en 1929, à 425.789 en 1935; ce dernier chiffre fut effectivement dépassé au début de l'année 1936, puisqu'en février on enregistrait le chiffre de 487.400, et encore si ce total n'est pas plus élevé, c'est que l'augmentation de la durée du service militaire y a contribué en grande partie; en outre, le chômage partiel a été aussi très important cette année.

Il est d'ailleurs à noter que les principales industries touchées par la crise et qui ont mis le plus d'ouvriers en chômage, sont les industries extractives, les transports et les textiles surtout, car si les effectifs n'y sont tombés qu'à 70 % de ce qu'ils étaient, la durée du travail a été réduite considérablement et à de nombreuses reprises (1), tombant notamment en dessous de 40 heures par semaine avant que la loi fût votée. La charge sociale du chômage a été en s'accroissant de 1929 à 1936; la réduction du coût de la vie n'a pu être obtenue suffisamment et les différents essais effectués pour faire reprendre la vie économique au cours de l'an-

(1) Ph. SCHWOB. — *Activité économique*, 15 avril 1935, p. 9.

née 1936 n'ont pas donné des résultats heureux : la cherté de la vie, qui en est résultée, a nécessité le relèvement des allocations de chômage; la semaine de 40 heures elle-même ne semble pas devoir résorber sensiblement le chômage, la plupart des industries ont préféré réduire leur production, car le marché français, envahi par les produits étrangers à la suite de l'abaissement des droits de douane, offre encore moins de débouchés aux produits français.

Après avoir essayé de diminuer le prix de la vie en France et de réduire l'écart entre prix de gros et prix de détail (déflation 1935), dû à la multiplicité des intermédiaires et aux charges fiscales trop fortes, on voulut expérimenter, sans transition, une nouvelle méthode : celle de la hausse des salaires (1) et de l'inflation généralisée, espérant que le prix de revient des produits et celui des matières premières ne s'élèveraient pas avant que la reprise économique ne fût venue. Il faut reconnaître que ce second essai n'a pas été beaucoup plus heureux, les prix de gros, influencés d'ailleurs par la tenue du marché mondial, sont montés très vite et les prix de revient ont suivi aussitôt. Le désordre social persistant a contribué pour une large part à la désorganisation de la production et a entraîné la hausse trop rapide du prix des produits.

C'est là qu'il faut chercher une des principales raisons de l'échec de l'expérience tentée et l'une des

(1) LANDRY. — Salaires et chômage. *Rev. Ec. Po.*, 1935, p 343. On a parlé de la hausse des salaires comme d'un moyen de combattre le chômage. La base du raisonnement, c'est que la hausse des salaires augmentant le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, augmentera la demande, donc la consommation, et créera des emplois nouveaux.

causes pour lesquelles la France reste actuellement en retard sur les autres pays en face de la reprise économique mondiale; c'est là aussi que réside l'explication du mauvais état de notre balance commerciale, particulièrement en 1936.

Ainsi donc, les troubles sociaux engendrés par la réduction du volume des transactions commerciales et des affaires en général, ont empêché en partie la reprise économique de se faire sentir en France, lorsque normalement on était en droit de l'escompter. Ensuite, les mesures prises pour enrayer le chômage et combattre la crise, loin de hâter son dénouement, l'ont bien plutôt retardé parce qu'elles furent trop souvent improvisées hâtivement, et appliquées avec encore plus de hâte, sans tenir compte du temps que nécessitait l'adaptation à de nouvelles lois sociales.

CONCLUSION

« Si la civilisation a permis de supprimer, ou tout au moins d'atténuer très fortement les crises d'origine naturelle, dont les plus effroyables étaient jadis celles qui provenaient de l'insuffisance des récoltes, elle s'est révélée totalement incapable jusqu'ici d'exercer une action modératrice sur les crises qui proviennent du fait de l'homme. On pourrait même avancer, sans paradoxe, que les erreurs humaines tendent à être de plus en plus fréquentes et lourdes de conséquences, soit à cause du développement du machinisme qui aboutit à une surproduction désordonnée, soit à cause de l'interventionnisme de plus en plus marqué des pouvoirs publics. »

Ces réflexions (1) assez amères semblent justifiées par le cas particulier que nous avons envisagé : l'évolution du commerce extérieur de la France. De 1927 à 1936, quelle déchéance ! D'une situation privilégiée, la France en est arrivée aujourd'hui à une position angoissante. La cause principale de la crise est venue non d'une disette de produits, mais d'une surproduction généralisée et forcenée. L'Etat a voulu s'en mêler un

(1) J. DUPIN. — La crise vue par un industriel. *Revue d'Ec. P.*, 1936, p. 1619.

peu partout et la crise, loin de s'atténuer plus rapidement, s'est au contraire prolongée d'une façon anormale et inquiétante.

La France, pour son commerce extérieur, n'est intervenue que lorsqu'elle y fut obligée par l'attitude menaçante et envahissante de ses voisins et concurrents. La dernière de ces mesures prises fut la dévaluation : jusqu'ici, dans cette étude, nous n'avons pas envisagé ses répercussions parce qu'elle changeait en partie les conditions économiques et semblait, comme premier résultat, marquer un redressement de notre commerce, et surtout parce que nous étions encore trop rapprochés de cet événement pour pouvoir en apprécier ses résultats effectifs.

Avant de terminer, il importe cependant d'indiquer rapidement les conditions de cette opération financière qui a donné, dans le domaine économique, des résultats satisfaisants en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en Belgique.

Au mois de septembre 1936, quelle était la situation de la France au point de vue de son commerce extérieur considéré comme partie de son activité générale?

En nous tenant aux chiffres uniquement, les importations étaient en voie d'accroissement léger, tant en volume qu'en valeur; les exportations étaient sensiblement les mêmes qu'en 1935, le déficit de notre balance commerciale, en 1935, avait été réduit d'un milliard par rapport à celui de l'année précédente et il était la moitié de celui enregistré en 1932; à ce point de vue, notre position s'était améliorée et l'augmentation d'importation, constatée surtout dans les matières premières, permettait d'espérer que nos industries re-

trouvaient quelque activité et quelques débouchés nouveaux à la suite de la reprise dessinée dans les autres pays depuis plusieurs années.

Au point de vue de notre organisation économique, le chômage était encore élevé; cependant, le nombre des faillites était en voie de régression, et nous avons observé qu'en Allemagne et en Angleterre ce signe avait immédiatement précédé le redressement des exportations. Les prix s'étaient stabilisés et semblaient devoir monter plutôt qu'enregistrer de nouvelles baisses, la production industrielle se redressait. Deux points noirs demeuraient cependant; celui du déficit budgétaire qui, nécessitant des emprunts répétés et importants, augmentait d'autant les charges fiscales, alors que les ressources de l'Etat diminuaient; et puis le trop grand écart constaté entre les prix de détail et les prix de gros, ces prix de gros cependant restant encore bien supérieurs à ceux des principaux pays étrangers producteurs. D'après certains économistes, toute la crise en France résidait dans deux drames : la chute des prix et surtout la chute inégale des prix (1).

C'est à ce moment que la dévaluation du franc fut tentée, beaucoup trop tard, d'après certains, car cette opération était faite « à chaud » et après que l'encaisse de la Banque de France eut enregistré une perte de 43 milliards d'or.

La dévaluation devait apporter un double avantage: elle devait réduire les prix de gros français et les ramener au niveau des prix étrangers; en second lieu, les prix de gros montant nécessairement un peu sur le mar-

(1) P. REYNAUD. — Conférence, 16 décembre 1936. *Annales*.

ché intérieur, l'écart qui les séparait des prix de détail devait être réduit; il suffisait théoriquement d'empêcher ces derniers de monter (1). En outre, cette dévaluation était accompagnée d'un accord tripartite conclu avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis qui devait mettre fin à la « guerre des changes ».

Jusqu'ici, cet accord tripartite a été respecté et a mis fin momentanément à cette méthode de concurrence qui consistait à modifier perpétuellement le cours de la monnaie.

Quant à l'effet de la dévaluation sur notre commerce extérieur, il se manifesta d'une manière certaine; les prix de gros or sont tombés de 30 %, sur le moment, par rapport aux prix étrangers; aussi nos exportations se sont accrues en novembre et décembre 1936, où l'on a enregistré les chiffres de 1.720 millions et 1.637 au lieu de 1.421 et 1.284 en 1935. Mais les prix de gros n'ont pas été les seuls à monter, et les prix de détail n'ont pas tardé à suivre le mouvement, parce que, en partie, c'était inévitable à la suite de la dévaluation, et, en second lieu surtout, parce que dans la même période en France se produisaient des troubles sociaux très importants, qui ralentissaient considérablement la production; les mesures sociales appliquées ensuite trop hâtivement, ont encore contribué à accroître les prix français, prix de gros et prix de détail. Aussi, dès 1936, nos importations s'élevaient rapidement à plus de 2 milliards et même 3 milliards en décembre, au lieu de 1.933 millions en 1935. Le résultat

(1) On se souvient de l'affiche tôt disparue des magasins : « Cet établissement a pris l'engagement de ne pas majorer ses prix à la suite de la dévaluation ».

le plus tangible fut un accroissement énorme du déficit de notre balance commerciale qui atteignit près de 10 milliards en 1936, soit une augmentation de 4 milliards et demi par rapport à celui de 1935.

Dans une période encore plus récente, c'est-à-dire pendant les quatre premiers mois de 1937, la dévaluation, loin de produire les effets heureux que l'on escomptait, a encore aggravé notre situation commerciale : pour être juste, il faut reconnaître qu'elle ne portait pas en elle-même le germe des conséquences désastreuses que nous constatons, et il faut en accuser plutôt deux mesures qui l'accompagnaient :

L'une dans le domaine commercial : l'abaissement des droits de douane français consenti à la suite de la dévaluation (1) ;

L'autre dans le domaine social : l'application trop précipitée de la loi de 40 heures.

Le résultat en fut le relèvement très rapide des prix français, qui ne bénéficient plus aujourd'hui de la marge de 30 % d'infériorité que leur avait donnée la dévaluation et, comme conséquence, l'envahissement du marché français, moins protégé par les produits étrangers.

Les dernières statistiques publiées par l'Administration des Douanes enregistrent, pour les quatre premiers mois de 1937 : 13.524 millions d'importations pour 19.633 milliers de tonnes, soit une augmentation de 5 milliards de francs et de 4 millions de tonnes par

(1) 20 % sur les matières premières, 17 % sur les produits semi-finis, 15 % sur les produits finis.

20 % de réduction sur les taxes de licences d'importation.

rapport à 1936; 7.280 millions d'exportations pour 9.656 milliers de tonnes, soit 2.403 millions de francs de plus qu'en 1936, mais 117 milliers de tonnes en moins.

Les importations ont beaucoup augmenté; quant au relèvement des exportations il est dû surtout à la hausse des prix, puisque leur poids, au contraire, diminue. Nous avons ainsi enregistré, pour ces quatre mois, un déficit de 6.300 millions; à cette même cadence, notre balance commerciale à la fin de l'année sera déficitaire de près de 20 milliards !

Et pourtant cette dévaluation monétaire était une mesure d'économie libérale : seule l'Allemagne, qui applique résolument et durement un programme autarchique rigoureux, a refusé de dévaluer sa monnaie. Faut-il en conclure que le libéralisme économique est périmé, et qu'il est mourant, si sa mort n'est pas encore un événement acquis? Depuis le début de cette crise, tous les essais tentés ont été faits dans un sens d'économie dirigée, d'un socialisme économique, enfin presque tous les pays se tournent vers un système autarchique plus ou moins accentué.

Est-ce que le libéralisme doit être condamné définitivement? Il a pourtant présidé pendant plus d'un siècle à l'essor économique et industriel le plus important enregistré jusqu'à maintenant. Et il ne manque pas d'esprits distingués qui affirment toujours qu'il n'y a qu'à laisser faire, que la crise est un bien qui permet l'élimination d'entreprises trop audacieuses, et qu'elle est la condition même de toute reprise ultérieure. Certains prétendent même que toutes les me-

sures d'économie dirigée tentées en ces dernières années n'ont fait que retarder un renouveau d'activité économique.

Et faut-il donc que la France se dirige à son tour vers une autarchie plus ou moins déguisée ?

Il est certain qu'avec son empire colonial, la France pourrait être tentée de se replier sur elle-même, de même que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, avec ses dominions, réaliseraient facilement des économies fermées. Cependant il est à remarquer que ces trois pays sont ceux qui manifestent le moins de velléités de ce genre. Les projets concernant « l'empire français » rencontreraient d'ailleurs des difficultés, en effet : « Quand nos colonies nous fournissent des marchandises concurremment avec des pays étrangers, il arrive qu'afin d'amplifier ces fournitures, il faille les gratifier de primes dont, en définitive, le consommateur français fait les frais. D'autre part, il est des marchandises que nos colonies pourraient nous fournir en quantités plus grandes qu'aujourd'hui, mais ce résultat ne pourra être atteint que moyennant de grandes dépenses et au bout d'un temps qui risque d'être long. Enfin, il serait peut-être difficile d'obtenir que nos colonies — dont la plupart nous achètent beaucoup — nous achètent davantage, d'autant plus qu'il faut tenir compte des intérêts des colonies, intérêts que des conditions géographiques et d'autres encore pourront écarter de ceux de la France (1). » « L'entraînement est fort chez nous, et dans le monde entier on le constate; et l'on ne doit pas s'étonner si l'on considère tant

(1) A. LANDRY. — L'autarchie. *Revue Ec. P.*, 1936, p. 59.

de facteurs qui y contribuent : l'exaspération des nationalismes qui est résultée de la guerre et qui est bien loin de se calmer, les réactions provoquées dans chaque pays, par cette crise ou cette dépression, dont on n'est pas encore sorti, la pesée sur la politique commerciale des Etats d'intérêts de mieux en mieux organisés, les méthodes nouvelles employées pour la restriction des importations. » Et cependant, malgré toutes ces influences, il semble qu'il est de notre intérêt de résister sur cette pente qui semble presque fatale, car il n'est pas certain du tout que les débouchés offerts par le marché intérieur et le marché colonial suffisent à la production de nos industries et à la main-d'œuvre française; il est possible qu'au début d'une expérience autarchique, la production de produits nouveaux occasionne une résorption du chômage, mais, à bref délai, la réduction des importations entraînant celle des exportations, un chômage nouveau serait créé dans les industries exportatrices, qui verraient leurs débouchés réduits à zéro. En second lieu, la France trouve chez elle des aptitudes productives bien définies qui lui conseillent de s'orienter vers une spécialisation économique qui lui permettra de maintenir un volume d'échanges internationaux important. L'évolution démographique de notre pays lui interdit d'ailleurs de compter sur une main-d'œuvre nouvelle abondante qui lui permette d'exercer son activité dans de trop nombreux domaines et à plus forte raison de se suffire à elle-même.

Alors, ni libéralisme, ni autarchie; il faut donc trouver une solution moyenne qui évite les inconvénients

les plus graves de ces deux termes extrêmes. Déjà, en 1933, on pouvait lire :

« Les adeptes du libéralisme comprennent que dans le monde d'aujourd'hui, le libre échange est une chimère. Les plus optimistes reconnaissent que la détente douanière ne peut se concevoir qu'à un rythme très lent. D'autre part, les protectionnistes sentent bien que l'isolement économique est un mal, que l'autarchie est une absurdité, que les formes récentes du protectionnisme ne peuvent se défendre qu'à titre de mesures exceptionnelles et provisoires.

« Le débat porte, en somme, sur une question de degré et de mesure (1). »

Quelle sera cette solution ? Malgré les critiques et les inconvénients qu'il a pu rencontrer, nous croyons encore que, pour le moment, c'est à un protectionnisme tempéré qu'il faut recourir.

Les contingents, en général, ont été chargés de tous les péchés du monde : il est certain qu'ils n'ont pas favorisé le commerce international, mais il est non moins certain qu'ils ont été établis un peu au hasard, parce qu'envisagés comme mesures provisoires et de durée très courte. Ce provisoire va-t-il devenir définitif ? Quelque goût qu'ait la France pour cette méthode, elle est loin d'être bonne. Et cependant il semble bien que les contingents, qui aujourd'hui forment un ensemble plus cohérent qu'au début de leur établissement, devront être maintenus aussi longtemps que la situation économique mondiale ne sera pas sta-

(1) G. PIROU. — *Revue Ec. P.*, 1933, p. 246.

bilisée. Mais ce maintien des contingents ne doit pas faire oublier que le but final à rechercher est leur abolition et leur remplacement par un tarif douanier modéré, compensateur des inégalités économiques et humaines qui se rencontrent dans les divers pays.

Au fur et à mesure que les monnaies seront stabilisées, première condition d'équilibre économique stable, on peut très bien envisager une suppression de plus en plus grande des contingents et un retour aux droits de douane, c'est ainsi qu'il faudrait envisager :

Des tarifs compensateurs vis-à-vis des pays à monnaie stable;

Des contingentements vis-à-vis des pays à régime monétaire exceptionnel, aussi longtemps qu'ils ne seront pas revenus au régime normal.

Les tarifs compensateurs auxquels il faut souhaiter aboutir ne seront pas les mêmes vis-à-vis de toutes les nations; ils seront fonction du standard de vie de ces pays et seront d'autant plus élevés que le niveau de vie des pays qui importent des produits en France sera plus bas. Car il est impossible que des pays à civilisation très vieille comme la France, puissent obtenir des prix de revient (dans lesquels les salaires comptent pour deux tiers) aussi bas que les pays à civilisation nouvelle comme le Japon, par exemple, où un ouvrier est normalement payé un franc par heure.

Ce retour au tarif douanier pur et simple nécessitera une étude sérieuse des conditions de vie des différents pays et exigera des accords commerciaux nombreux qui tiennent compte à la fois des intérêts de la métropole et de ceux des colonies.

D'un autre côté, le produit des taxes douanières servira à favoriser les exportations françaises en permettant aux producteurs de vendre à l'étranger à un prix inférieur aux prix du marché français, en tous cas à un prix qui leur permette de soutenir la concurrence internationale.

Enfin une amélioration de la situation actuelle sera utilement recherchée en agissant :

1° Sur les prix : une baisse pourra être obtenue grâce à un ordre social rigoureux qui fournisse à la production les conditions optima de travail ; grâce aussi à un abaissement du loyer de l'argent et à une meilleure répartition des charges fiscales et sociales qui pèsent sur l'économie nationale.

2° Sur les débouchés : le marché devra être réservé le plus possible aux produits français, le marché colonial pourra encore fournir des possibilités aux industries françaises, l'économie des colonies étant adaptée étroitement à l'économie métropolitaine. La propagande française à l'extérieur pourra très utilement favoriser les exportations françaises : l'amélioration des méthodes de publicité commerciale, les ententes entre exportateurs et les encouragements donnés aux missions commerciales constituant autant de mesures utiles que l'Etat devra développer.

L'Etat doit en effet veiller le premier à ce que son commerce extérieur soit florissant, car sans attacher à la balance commerciale une importance plus grande qu'il ne convient, il ne faut pas oublier qu'elle constitue l'élément de la balance des comptes sur lequel on peut agir avec le plus d'efficacité ; or, la balance des

comptes ne doit pas être en déficit, car un tel état traduit l'appauvrissement du pays.

Toutes ces mesures ne nécessitent pas une emprise forcée de l'Etat sur l'activité privée; par ses organismes différents : services de statistiques, offices, attachés commerciaux, etc., l'Etat doit aider les particuliers, il peut favoriser entre autres les ententes de producteurs ou les formations de syndicats, comme ceux de l'industrie textile ou de l'industrie cotonnière, mais son intervention ne doit s'exercer que dans la mesure où les particuliers ne possèdent pas les moyens d'action nécessaires et en se bornant le plus possible à un rôle de direction et d'organisation générale.

C'est surtout dans les négociations internationales que l'Etat devra agir pour tendre à substituer de plus en plus à la lutte et à la concurrence actuelles, des ententes internationales entre producteurs qui permettent d'adapter la production à la consommation et d'éviter le retour de surproduction exagérée et généralisée comme celle qui s'est produite après guerre et dont nous ressentons encore aujourd'hui les effets déplorables. Ces mesures permettraient d'abaisser les barrières douanières qui s'élèvent beaucoup trop haut à l'heure actuelle et assureraient au commerce international des perspectives rassurantes sinon brillantes.

Vu :

Nancy, le 12 juin 1937.

Le Directeur de la Thèse :

JEAN MARCHAL.

Vu :

Nancy, le 14 juin 1937.

Le Doyen de la Faculté de Droit,

F. SENN.

Vu :

Nancy, le 13 juin 1937.

Le Président de la Thèse :

F. DE MENTHON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Nancy, le 14 juin 1937.

Le Recteur de l'Académie,

BRUNTZ.

Président du Conseil de l'Université..

BIBLIOGRAPHIE

Documents statistiques.

Annuaire statistique.

Bulletins de la Statistique Générale de la France.

Bulletin mensuel de Statistique de la Société des Nations.

Direction des Douanes : Tableau Général du Commerce extérieur.

Ouvrages généraux.

AFTALION. — L'équilibre dans les relations économiques internationales (Domat Montchrestien, Paris, 1937).

— Les variations cycliques irrégulières dans les relations internationales. (*Revue d'économie politique*, mars-avril 1933).

— Monnaie, prix, change, (Sirey, Paris, 1937).

BROCARD. — Principes d'économie nationale et internationale (Paris, Sirey, 1929-1931).

— Les conditions générales de l'activité économique, (Paris, Sirey, 1934).

DURAND (J.). — Le commerce extérieur de la France, (Rivière, 1934).

GIGNOUX. — L'après-guerre et la politique commerciale, (Paris, Colin, 1924).

JOLLY (P.). — Les clearings commerciaux, (Paris, Hachette, 1935).

LANDRY. — La politique commerciale de la France, (Paris, Sirey, 1934).

DE LEENER (G.). — Théorie et politique du commerce international.

- LEROUY BEAULIEU (P.). — Les 4 avantages du commerce international. Traité d'Economie Politique, tome IV, (Paris, Guillaumin, 1914).
- LESCURE. — Les crises générales et périodiques de surproduction, (Paris, 1932, Domat, Montchrestien).
- LHOMME (J.). — Le taux de l'intérêt et l'évolution économique. Etude comparative depuis 1919, (Paris, Sirey, 1936).
- MILHAUD (E.). — Une idée en marche : la compensation organisée, 1 vol. 324 p., (Paris, Sirey, 1935).
- NOGARO (B.). — La crise économique dans le monde et en France, 1 vol. 352 p., (Paris, 1936).
- Les prix agricoles mondiaux et la crise, 1 vol. 168 p., (Paris, 1936).
- La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains, (Paris, 1935).
- OULES (F.). — Le mécanisme des échanges internationaux et la politique commerciale en temps de crise, (Paris, Sirey, 1936).
- PARANAGUA. — Politique commerciale internationale, (Paris, Chauny et Quinsac, 1930).
- PIROU (G.). — La monnaie française depuis la guerre, 1 vol., 113 p., Paris, Sirey, 1936).
- Reconstruction économique internationale.* Chambre de commerce internationale, (Paris).
- RIST (Ch.). — Interprétation de la chute des prix depuis 1925, (Paris, Sirey).
- Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires, (Sirey, 1933).
- TROTABAS (L.). — Les finances publiques et les impôts de la France, 1 vol, 215 p., (Paris, 1937).
- TRUCHY. — Cours d'économie politique, (Paris, Sirey, 1934).

Thèses.

- ANGELINI (P.). — La Politique du Contingentement et des importations, (Thèse, Paris, 1932).
- BATAILLE (J.). — Les offices de compensation. Leur rôle dans la restauration du commerce extérieur, 1 vol. 149 p., (Paris, Sirey, 1934).

- BONNET. — L'assurance crédit et la crise économique, (Paris, 1935).
- DAUDET (A.). — L'exportation française en face de la réglementation des changes et des accords de compensation, (Thèse, Paris, 1936).
- DEMYSTHÈRE (J.). — Le problème de la réduction du taux de l'intérêt en France, 1 vol. 153 p., (Paris, 1936).
- FOUCHET (P.). — Les accords de clearing, (Thèse, Paris, 1936).
- GALLOIS (J.). — La politique des contingents (Thèse, Paris, 1932).
- GOMMES (J.). — La baisse de la livre et les exportations anglaises, 1 vol., 102 p., (Paris, 1936).
- JARRY (P.). — L'office franco-allemand des paiements commerciaux et le commerce franco-allemand, (Thèse, Paris, 1936).
- LASSERRE (M.). — Les nouvelles orientations de la politique commerciale française, (Thèse, Paris, 1933).
- LEMAISTRE (B.). — Les monnaies bloquées, (Thèse, Paris, 1936).
- OULES (F.). — Le problème du commerce international, (Thèse, Paris, 1934, Sirey).
- PASCAL (J.). — Manipulations monétaires et commerce international, 1 vol. 268 p. (Paris, Sirey, 1936).
- PERTHUIS DE LA SALLE. — La politique française du contingentement, (Thèse Paris, 1935).
- REYNAUD (P.). — Les relations commerciales franco-allemandes depuis la guerre jusqu'au 1^{er} janvier 1935, (Lyon, 1935).
- TOMITCH (P.). — Contingentements et commerce international, (Thèse Nancy, 1933).
- WEILER (E.). — La publicité, (Thèse Nancy, 1931).

Revues et périodiques.

- Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie, (*Bulletin mensuel*).
- L'Economiste Européen.*

X. CRISES. — Centre polytechnicien d'études économiques.
Bulletin de la Chambre de Commerce de Paris.

Revue politique et parlementaire, (10 octobre 1936, janvier 1933).

BORDAZ (R.). — La dévaluation, le commerce extérieur et les prix. (*L'activité économique*, avril 1936).

CONSEIL NATIONAL ÉCONOMIQUE. — Rapports adoptés.

- Echanges internationaux et politique douanière française au cours de la crise économique, 24 décembre 1932.
- Les relations économiques entre la France et ses colonies, décembre 1934.
- La crise des exportations françaises, juillet 1935.
- Le tourisme, le climatisme, le thermalisme, mai 1935.
- La crise économique et ses causes, 30 juin 1931.
- Protection et encouragements à donner à l'économie nationale, 17 juillet 1936.

(*Journal Officiel*. Annexes.)

DESSIRIER (J.). — L'économie française devant la dévaluation monétaire. Retour vers l'équilibre. (*Revue d'économie politique*, 1936.)

DUBOIS. — La compensation dans le commerce international, 12 février 1935.

ELIACHEFF (B.). — Les clearings. (*Revue d'économie politique*).

HENNEBICQ. — Le commerce international et l'organisation des échanges, (*Revue économique internationale*, juillet 1934).

HOFFHERR (R.), BOUSSEN (M.). — Afrique du Nord et les colonies. Commerce franco-colonial et commerce extérieur français, (*Revue d'économie politique*, 1935).

INSTITUT SCIENTIFIQUE DE RECHERCHES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES. — Ecart de prix. France Etranger. Tableaux et commentaires, (Paris, Sirey, 1936).

LANDRY (A.). — La politique commerciale du temps présent. (*Le Capital*, 26 mai 1933).

- MERTENS. — Politique commerciale de crise de la France, (*Revue économique internationale*, septembre 1934).
- NAUDIN (J.). — La politique douanière et les accords commerciaux, (*Revue d'économie politique*).
- NAUDIN (P.). — La politique commerciale de la France au début de 1934, (*L'Europe nouvelle*, 27 janvier 1934).
- NOGARO (B.). — Le problème de la dévaluation en France (*Revue économique internationale*, janvier 1935).
- OUALID (W.). — Contingentements, (*Revue d'économie politique*, mars-avril 1933).
- PICARD (R.). — Les offices de compensation et le commerce international, (*Bulletin d'information économique*, novembre 1934).
- PICARD (R.). — Quelques plans de restauration du commerce international, (*Revue d'économie politique*, mars-avril 1933).
- Prix français et prix anglo-saxons, (*L'activité économique*, 30 avril 1936).
- RIST (L.), SCHWOB (Ph.). — Balance des Comptes, (*Revue d'Economie politique*, 1935).
- SOCIÉTÉ DES DATIENS. — La production mondiale et les prix, (1935-1936), 1 vol, 168 p., Genève 1936.
- Monnaies et banques, 2 vol., Genève 1936.
 - Revue de la situation économique mondiale, 1935-1936, Genève 1936.
 - Enquête sur les accords de créance, Genève 1935.
- WEILLER (J.). — Courants commerciaux entre la France et ses colonies, (*Annales du droit et des sciences sociales*, 1934, n° 4).
- L'évolution des courants commerciaux entre la France et les pays étrangers, (*L'activité économique*, octobre 1935).
 - Structure économique et commerce extérieur, (*Revue d'économie politique*, 1935).
 - Quelques étapes de la protection douanière en France, (*L'activité économique*, 31 juillet 1935).
-

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	III

PREMIÈRE PARTIE

Evolution du commerce extérieur français de 1927 à 1936 devant la statistique.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Evolution d'ensemble du commerce extérieur français de 1927 à 1936</i>	3
A. — Mouvements des valeurs	3
B. — Les volumes et leurs variations	11
CHAPITRE II. — <i>Variations du commerce extérieur français de 1927 à 1936 par nature de marchandises.</i>	19
A. — Importations	19
B. — Exportations	34
CHAPITRE III. — <i>Variations du commerce extérieur français avec les différents pays.</i>	47
A. — Importations.	48
B. — Exportations. *	72
C. — Mouvements comparés par pays.	89

DEUXIÈME PARTIE

**Causes des fluctuations
du commerce extérieur français de 1927 à 1936.**

	Pages-
CHAPITRE PREMIER. — <i>Facteurs naturels</i>	93
A. — Baisse des prix	93
B. — Variations des besoins	103
C. — Dénivellation des prix	111
CHAPITRE II. — <i>Facteurs humains</i>	139
A. — Politique commerciale des autres pays	140
B. — Politique douanière de la France.	168

TROISIÈME PARTIE

**Répercussions
de la réduction du commerce extérieur français
sur la vie économique.**

CHAPITRE PREMIER. — <i>Répercussions du fléchissement du commerce extérieur sur la production</i>	189
CHAPITRE II. — <i>Répercussions du fléchissement du commerce extérieur sur le budget de l'État.</i>	198
CHAPITRE III. — <i>Répercussions du fléchissement du commerce extérieur sur l'ordre social</i>	204
CONCLUSION	210
BIBLIOGRAPHIE	223

IMP. LORRAINE, BIGOT ET C^{ie} — NANCY
